

2010RP-15

Les Québécois et les rouages de l'économie québécoise

*Jim Engle-Warnick, Julie Héroux,
Claude Montmarquette, Nathalie Viennot-Briot*

Rapport de projet *Project report*

Montréal
Octobre 2010

© 2010 *Jim Engle-Warnick, Julie Héroux, Claude Montmarquette, Nathalie Viennot-Briot*. Tous droits réservés. *All rights reserved*. Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©.
Short sections may be quoted without explicit permission, if full credit, including © notice, is given to the source



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

CIRANO

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Québec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, and grants and research mandates obtained by its research teams.

Les partenaires du CIRANO

Partenaire majeur

Ministère du Développement économique,
de l'Innovation et de l'Exportation

Partenaires corporatifs

Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Banque Laurentienne du Canada
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Banque Scotia
BMO Groupe financier
Caisse de dépôt et placement du Québec
Fédération des caisses Desjardins du Québec
Gaz Métro
Hydro-Québec
Industrie Canada
Investissements PSP
Ministère des Finances du Québec
Power Corporation du Canada
Raymond Chabot Grant Thornton
Rio Tinto
State Street Global Advisors
Transat A.T.
Ville de Montréal

Partenaires universitaires

École Polytechnique de Montréal
HEC Montréal
McGill University
Université Concordia
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université du Québec à Montréal
Université Laval

Le CIRANO collabore avec de nombreux centres et chaires de recherche universitaires dont on peut consulter la liste sur son site web.

ISSN 1499-8610 (Version imprimée) / ISSN 1499-8629 (Version en ligne)

Les Québécois et les rouages de l'économie québécoise*

*Jim Engle-Warnick[†], Julie Héroux[‡],
Claude Montmarquette[§], Nathalie Viennot-Briot^{**}*

Résumé exécutif

Questionnés sur leurs connaissances factuelles de l'économie, les Québécois obtiennent un taux de bonne réponse d'environ 33 %. Cette performance n'est pas différente de celle mesurée aux États-Unis dans des études comparables. Les Québécois sont pourtant nombreux à désirer mieux connaître et comprendre leur économie alors que près de 84 % des répondants à une enquête se déclaraient personnellement intéressés à regarder une émission de télévision qui aurait pour objectif d'expliquer la manière dont fonctionne l'économie. La télévision est la principale source d'information sur l'économie pour 88 % des répondants.

Selon les auteurs de l'étude « *Les Québécois et les rouages de l'économie québécoise* », Jim Engle-Warnick et Claude Montmarquette : « *Il y a une volonté chez les Québécois de connaître davantage les rouages de leur économie, mais l'acquisition de ces connaissances n'est pas aisée. Des efforts d'information et d'éducation économique devront être faits.* »

Cette enquête se distingue d'un sondage régulier sur les connaissances économiques parce qu'elle tente d'identifier par diverses méthodes statistiques les facteurs déterminants à l'accumulation de connaissances sur l'économie québécoise et à la demande pour de l'information économique.

Connaissance inadéquate des programmes publics et de leurs coûts

Si les répondants au sondage ont su répondre adéquatement à certaines questions d'ordre général sur l'économie québécoise, leurs connaissances plus spécifiques sur les programmes gouvernementaux et de leur coût laissent à désirer.

Ainsi, les répondants ont eu un taux de bonne réponse supérieur à 80 % lorsqu'on leur a demandé d'identifier la définition du taux de change, l'objectif de la péréquation et le montant du salaire minimum, ainsi que nommer le principal partenaire économique de la province.

Pourtant, seulement 17 % ont su identifier la santé, l'éducation et le service de la dette comme étant les trois principaux postes de dépense du gouvernement québécois. Seulement 14,7 % des répondants ont su identifier correctement la part des dépenses gouvernementales dédiées à l'éducation dans un intervalle de plus ou moins 5 points de pourcentage. Pour le service de la dette, le taux de bonne réponse a été de

* Nous remercions Martial Foucault de ces commentaires et remarques

† Université McGill et CIRANO.

‡ CIRANO.

§ CIRANO et Université de Montréal. Courriel : claudio.montmarquette@cirano.qc.ca.

** CIRANO.

12,7 %. Même lorsqu'on leur demandait d'identifier la part des dépenses publiques consacrée à la santé, seulement un tiers des répondants ont répondu une valeur comprise dans la zone de tolérance. Ce pourcentage n'est pas différent du taux général de bonne réponse, malgré la médiatisation importante de la part des dépenses de santé.

Inversement, plusieurs personnes questionnées ont surestimé l'importance des autres postes de dépenses budgétaires du gouvernement provincial. À titre d'exemple, 50 % des répondants croient que les coûts administratifs représentent un quart ou plus du budget total du gouvernement du Québec. Le pourcentage réel des coûts administratifs par rapport à l'ensemble des dépenses du gouvernement est de 4 %. En moyenne, un répondant sur cinq donne une importance 16 fois plus importante à l'environnement que sa part réelle des dépenses publiques.

Quand on les questionne sur la part du coût de différents services publics assumée par les utilisateurs, les réponses sont tout aussi diversifiées. Ainsi, un quart des répondants identifient correctement la part assumée par les utilisateurs des CPE et 27 % sont capables d'identifier la part du coût de formation assumée par les étudiants universitaires. Pourtant, seulement 46 % des personnes sondées reconnaissent la gratuité d'un rendez-vous annuel chez le médecin et 70 % des répondants surestiment la contribution d'un usager à l'entretien d'une autoroute donnée. Dans le même ordre d'idée, 19,2 % des répondants croient qu'une personne assistant à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal paie plus de 90 % du coût de l'évènement. En réalité, ce pourcentage est d'environ 30 %.

Les facteurs déterminants de l'accumulation des connaissances économiques

Afin de mieux comprendre les facteurs déterminants d'une meilleure connaissance des faits et des concepts économiques, une mesure relative des connaissances économiques a été construite. Cette variable ordonne les répondants selon leurs bonnes réponses en distinguant les questions à choix multiples des questions ouvertes. Ainsi, un répondant qui aurait obtenu un taux de bonne réponse de 100 % aurait obtenu le rang (ou la note) 1008, un rang supérieur indiquant une meilleure performance. Des méthodes statistiques ont ensuite été appliquées pour évaluer l'impact de différents déterminants.

Ainsi, être de sexe masculin, être âgé de 55 et plus, avoir une éducation universitaire, déclarer un revenu familial égal ou supérieur à 60 000 \$ et plus (en particulier pour les répondants avec un revenu familial égal ou supérieur à 90 000 \$). Notons que de façon générale quiconque s'intéresse à la chose politique performe relativement mieux que les autres répondants. Le fait d'avoir utilisé l'internet pour répondre au sondage influence négativement la variable relative de la connaissance économique générale des répondants. Sans une connaissance minimale à priori, l'internet peut nous amener sur des sites totalement inadéquats pour trouver la bonne réponse à la question posée.

Les variables de demande d'information économique et du nombre de sources économiques consultées n'exercent aucune influence statistiquement significative lorsque les variables exogènes usuelles sont prises en compte. Il s'agit d'un résultat similaire à ceux trouvés sur les questions de connaissances spécifiques.

Les facteurs déterminants des opinions économiques

En plus de questionner les répondants sur leurs connaissances économiques, l'enquête a sondé l'opinion des répondants sur diverses affirmations de nature économique. L'application de méthodes statistiques a ensuite permis de distinguer les facteurs déterminants de ces opinions.

Contrairement à une étude américaine qui identifiait l'implication politique comme étant le principal déterminant des opinions économiques, cette étude relève l'importance du revenu et des connaissances économiques pour expliquer les opinions formulées par les répondants. Alors que l'implication politique a été un facteur significatif pour 10 des 14 questions d'opinion posées aux répondants, le revenu et la mesure relative des connaissances économiques l'ont été dans 7 cas. Évidemment, il y a des exceptions importantes. Un bel exemple concerne le salaire minimum où 70,6 % des répondants émettent une opinion favorable à l'augmentation du salaire minimum. Or si 84,3 % des répondants ont su identifier le niveau du salaire minimum au moment de l'enquête, seulement 3 répondants sur 1008 ont correctement déterminé la proportion des travailleurs travaillant à temps plein au Québec et rémunérés au salaire minimum. Alors que 2 % des travailleurs à temps plein touchent le salaire minimum, 65 % des répondants croient que cette proportion touche au moins 1 travailleur sur cinq.

Les opinions des Québécois sont d'ailleurs relativement consensuelles. Sur 14 affirmations exposées aux répondants, 8 ont reçu un support supérieur ou égal à 67 % alors que 4 ont reçu un taux de support entre 60 % et 67 %. Seulement deux affirmations, portant sur la tarification, ont reçu un taux d'appui inférieur à 50 %.

La demande et les sources d'information

Le répondant représentatif (médian) de l'échantillon sondé s'intéressait à 2 sujets économiques sur les 6 proposés. Il puisait ses informations économiques à 3 sources parmi les 9 proposées.

Plus de la moitié (55 %) des répondants ont déclaré souhaiter mieux comprendre les déficits et la dette. Le budget de l'état a été mentionné par 48 % des répondants et les conséquences de la mondialisation par 40 % de ceux-ci. Les autres sujets proposés, qui ont tous obtenus moins de 40 %, étaient : l'inflation, le chômage, aucune de ces réponses et autre. Des détails spécifiques aux réponses à chaque question sont disponibles dans l'étude complète.

Parmi les sources d'information proposées, la télévision est le média préféré par 88 % des répondants, comparativement à 72 % pour Internet et 66 % pour les journaux. Les autres sources proposées, qui ont tous obtenus moins de 40 %, étaient : la radio, les amis et la parenté, les livres, les partis politiques, les leaders civils, les autres sources et les leaders religieux. Des détails spécifiques aux réponses à chaque question sont disponibles dans l'étude complète.

Méthodologie de l'enquête et de l'étude

L'enquête par internet a été réalisée entre le 13 et 17 octobre 2009 auprès de 1008 répondants par la maison Angus Reid. La Maison Angus Reid jouit d'une grande expertise avec ce type de méthodologie de sondage pour assurer le caractère représentatif de l'échantillon retenu relativement à l'ensemble de la population du Québec. Voici les caractéristiques principales de l'échantillon retenu :

- Le répondant moyen est âgé de 46 ans.
- 63 % des répondants sont mariés.
- Plus de 50 % sont au travail.
- 11,4 % sont propriétaires de l'entreprise où ils travaillent.
- La taille du ménage est en moyenne de 2,46 personnes.
- 20,9 % déclarent un revenu de ménage de moins de 30 000 \$ et 12,9 % rapportent un revenu de leur ménage supérieur ou égal à 90 000 \$. 9,5 % des répondants ont choisi de ne pas dévoiler leur revenu du ménage.

- 57,8 % sont propriétaires de leur résidence.
- 7,6 % des répondants déclarent un niveau d'études inférieur au secondaire, et 27,4 % sont des diplômés universitaires.
- 81,1 % sont d'origine canadienne.
- 83,4 % nomment le français comme la langue la plus parlée à la maison.
- 85 % voteraient certainement ou fort probablement si une élection fédérale avait lieu dans les trois prochains mois.
- 8,6 % des répondants se déclarent actifs au sein d'une formation politique.

Sur la base des informations recueillies, il semble que les participants à l'enquête soient plus âgés de quelques années que la moyenne québécoise, le revenu moyen plus élevé et avec une proportion nettement plus élevée de personnes ayant déclaré avoir une éducation universitaire. Il y a également aussi moins de chômeurs et plus de personnes en couples et de Montréalais.

Dans certaines études portant sur des données d'enquête, il est fréquent de pondérer les données pour extrapoler les résultats à une population plus large. Cette option n'a pas été retenue, car la pondération à utiliser n'est pas évidente. Les résultats rapportés sont donc conditionnels à l'échantillon utilisé.

Pour déterminer le sens et la signification de chaque déterminant des connaissances et des opinions économiques, une régression non paramétrique de type Probit ou Probit ordonné a été utilisée. Les résultats de ces régressions sont disponibles en annexe du rapport complet.

Table des matières

1. Introduction	1
2. Les éléments de notre enquête.....	3
3. Les résultats de l'enquête.....	4
3.1 Le désir de connaître davantage.....	4
3.2 Les sources d'information économique.....	6
3.3 Les sources d'informations économiques utilisées au cours des dernières minutes.....	9
3.4 Leur connaissance des faits économiques et des concepts économiques.....	9
3.5 Une mesure agrégée de la connaissance des répondants	28
3.6 Les opinions des Québécois sur les questions économiques	31
4. Conclusion générale.....	45
Annexe A : Stratégie Angus Reid : Recrutement des membres du forum.....	48
Annexe B : Une image socio-économique des répondants démographiques.....	49
Annexe C : Les résultats économétriques	54
Annexe D : Évaluation des connaissances des répondants	105

1. Introduction

Que pensent les Québécois sur des questions de politiques publiques tels la dette publique, la tarification, le salaire minimum, les taxes et les impôts et autres éléments qui touchent leur quotidien? Quel rôle jouent leur intérêt propre, leur idéologie, leur connaissance des rouages de l'économie sur leurs opinions. Quel est le niveau de connaissances factuelles de nos concitoyens sur l'économie québécoise? Quel est leur niveau de compréhension de certains concepts de base de l'économie? Quelles informations sur les faits et les rouages de l'économie du Québec moderne intéressent les Québécois? Comment acquièrent-ils ces informations? Quelles sont leurs sources consultées?

Pour éclairer ces points, nous avons mis en place une enquête sondant un échantillon de plus de 1000 personnes résidant au Québec sur leurs demandes en matière d'informations économiques et leurs sources d'information, leurs connaissances de faits et des concepts économiques de base et sur leurs opinions.

Les opinions des citoyens importent dans le contexte d'un marché politique qui s'exerce dans une démocratie moderne. Connaître les éléments de ces opinions est essentiel pour guider les choix de politiques économiques. Pour les économistes, ces opinions seraient guidées par les intérêts économiques des personnes enquêtées. Les économistes estiment également que la connaissance économique pourrait jouer un rôle important dans la formation des opinions. Pour les politologues, l'idéologie semblerait davantage primer sur l'intérêt propre et la connaissance dans la formulation des opinions.

Les connaissances économiques des Québécois semblent souffrir de certaines lacunes, même si en pratique assez peu d'évidences existent sur cette question pour le moment. L'enquête veut établir une première référence sur l'état des connaissances économiques des Québécois. Si on veut accroître la sensibilité des Québécois à la chose économique, il faut être en mesure de prendre les marques de leurs lacunes et de leurs désirs de mieux satisfaire leurs connaissances économiques. De plus, dans la perspective de mettre en place des politiques économiques qui seraient appuyées par une majorité de la population, il faut s'interroger sur l'importance de connaître un minimum de faits économiques et d'être en mesure d'assimiler des concepts économiques de base.

Nous sommes conscients que ponctuellement des sondages ont été réalisés au Québec touchant des questions de politiques économiques spécifiques. Notre enquête se distingue par la nature et la variété des questions posées. De plus, l'objectif de notre étude est d'essayer de comprendre les déterminants des réponses fournies aux questions concernant les éléments de connaissances et d'opinions

économiques en utilisant une trentaine de variables socio-économiques caractérisant chacun des répondants.

Notons tout de suite que des études américaines équivalentes à la nôtre montrent que l'idéologie semble davantage le facteur déterminant des opinions exprimées sur les questions sociales et économiques que les intérêts propres des répondants, voire leurs connaissances à bien des égards¹. En est-il ainsi des répondants québécois à notre enquête?

Notre enquête a été réalisée du 13 au 17 octobre 2009 par la Maison Angus Reid. L'enquête a été effectuée par internet. Angus Reid jouit d'une expertise importante dans les sondages par internet. Angus Reid contrôle pour le caractère restrictif d'une enquête par internet plutôt qu'une enquête par téléphone en utilisant différentes méthodes pour recruter les membres de son panel afin d'assurer une balance démographique raisonnable (annexe A : Recrutement des membres du forum - Angus Reid). Dans notre analyse des résultats, nous tenons compte de ce biais potentiel de sélection que peut représenter ce type d'enquête.

Le plan de l'étude est le suivant : Les éléments concernant la réalisation du sondage suivent cette introduction. Nous considérons ensuite dans l'ordre, le désir d'information économique des personnes enquêtées, leurs sources d'informations, leurs connaissances économiques et finalement leurs opinions. Pour chacune de ces composantes de notre enquête, nous présenterons des statistiques descriptives et des analyses non paramétriques et paramétriques des résultats. À l'instar de Blinder et Krueger qui ont réalisé en 2004 sur données américaines une enquête similaire à la nôtre, nous allons considérer un modèle économétrique récursif. D'abord, la demande d'information économique sera expliquée uniquement par des variables exogènes, c'est-à-dire, une trentaine de variables socio-économiques caractérisant chacun des répondants de l'enquête. Les déterminants du recours à une ou plusieurs sources d'informations économiques retiendront comme variables explicatives l'intensité de la demande d'information économique et les variables exogènes socio-économiques des répondants. Une mesure idiosyncratique et relative de la connaissance économique globale des participants est définie et sera expliquée par la demande d'information économique, le nombre de sources économiques consultées et des variables explicatives exogènes. Auparavant, la même structure aura été retenue pour expliquer la connaissance spécifique des participants interrogés sur des faits et des concepts économiques de base. Finalement, leurs opinions seront expliquées par l'ensemble des variables endogènes (demande

¹ Plusieurs références sur cette question sont mentionnées dans l'étude de A. S. Blinder et A. B. Krueger, "What does the public know about economic policy and how does it know it", working paper 10787, National Bureau of Economic Research, septembre 2004. Cette excellente étude, basée sur 1002 interviews téléphoniques a inspiré notre recherche.

d'information, intensité des sources consultées, connaissance économique globale et spécifique) et les variables exogènes. La structure réursive du modèle simplifie grandement l'estimation économétrique en évitant des problèmes d'identification et en traitant les variables endogènes explicatives comme des variables exogènes. Le modèle impose également des liens et des directions de causalités qui sont discutables. D'où l'intérêt de présenter également pour chacune des questions analysées, des statistiques descriptives et non paramétriques complémentaires qui imposent un minimum de contraintes sur les données.

En conclusion générale, nous tirerons les leçons d'une telle enquête pour mieux comprendre les besoins de connaissances économiques et afin de guider le gouvernement dans ses interventions de politiques économiques selon les opinions des répondants. Dans une économie moderne, ces questions sont incontournables en démocratie afin d'assurer un rôle efficace du gouvernement dans l'allocation et distribution des ressources rares.

2. Les éléments de notre enquête

Notre enquête couvre une trentaine de questions sur le désir d'information économique des Québécois, les sources d'information, l'évaluation de leurs connaissances de certains faits et concepts économiques et leurs opinions sur plusieurs éléments de politiques économiques et sociales.

Notre enquête par internet a été réalisée entre le 13 et 17 octobre 2009 auprès de 1008 répondants. La Maison Angus Reid jouit d'une grande expertise avec ce type de méthodologie de sondage pour assurer le caractère représentatif de l'échantillon retenu relativement à l'ensemble de la population du Québec.

Angus Reid contrôle pour le caractère restrictif d'une enquête par internet plutôt qu'une enquête par téléphone en utilisant différentes méthodes pour recruter les membres de son panel. Notons que dans certaines analyses économétriques des résultats, notamment sur les connaissances économiques particulières des répondants, nous avons tenu compte d'un biais potentiel de sélection par les enquêtés mentionnant l'aide de l'internet pour répondre à certaines questions.

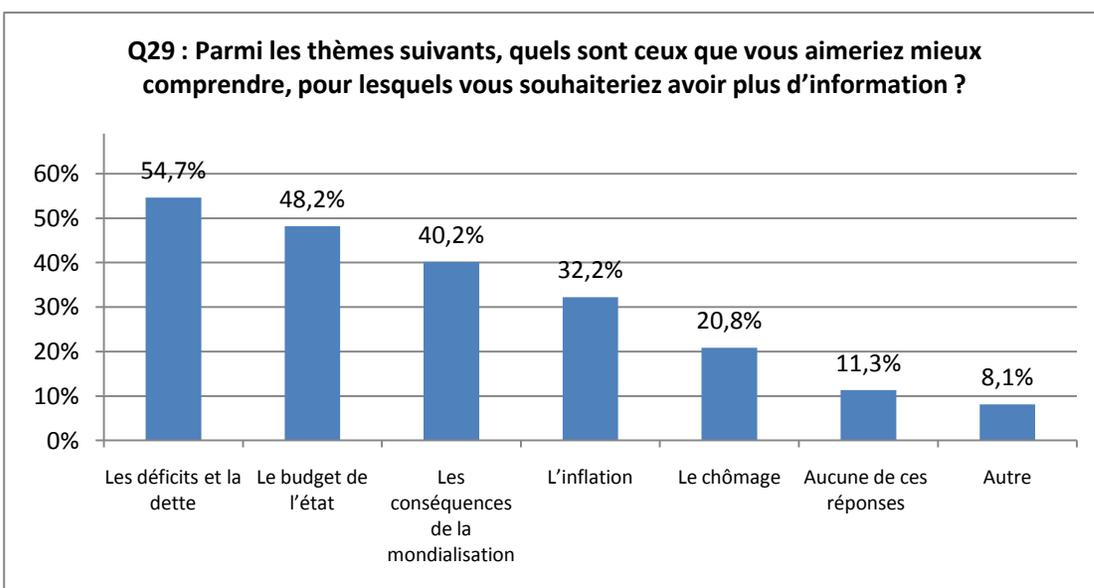
Les caractéristiques sociodémographiques des répondants sont présentées en annexe B. Il y a autant de femmes que d'hommes dans l'enquête. Le répondant moyen est âgé de 46 ans. 63 % des répondants sont mariés et, plus de 50 % sont au travail. 11,4 % sont propriétaires de l'entreprise où ils travaillent. La taille du ménage est en moyenne de 2,46 personnes. 20,9 % déclarent un revenu de ménage de moins de 30 000 \$ et 12,9 % rapportent un revenu de leur ménage supérieur ou égal à 90 000 \$. 9,5 % des répondants ont choisi de ne pas dévoiler leur revenu du ménage. 57,8 % sont propriétaires de leur résidence. 7,6 % des répondants déclarent un niveau d'études inférieur au secondaire, et 27,4 % sont

des diplômés universitaires. 81,1 % sont d'origine canadienne, alors que 83,4 % nomment le français comme la langue la plus parlée à la maison 85 % voteraient certainement ou fort probablement si une élection fédérale avait lieu dans les trois prochains mois. 8,6 % des répondants se déclarent actifs au sein d'une formation politique.

Dans quelle mesure, notre échantillon est-il représentatif de la population québécoise en général? Il n'est pas évident de répondre à cette question. Le groupe retenu est déjà restreint aux personnes ayant accès à l'internet. De plus, les données sur une population plus large comme celles issues du recensement, par exemple, datent de 2006. Sur la base d'informations que nous avons pu recueillir, il semble que nos participants soient plus âgés de quelques années que la moyenne québécoise, le revenu moyen plus élevé et avec une proportion nettement plus élevée de personnes ayant déclaré avoir une éducation universitaire. Nous avons aussi moins de chômeurs et plus de personnes en couples et de Montréalais. Nous reconnaissons que dans certaines études portant sur des données d'enquête, il est fréquent de pondérer les données pour extrapoler les résultats à une population plus large. Nous n'avons pas retenu cette option, car la pondération à utiliser n'est pas évidente. Les résultats rapportés sont donc conditionnels à l'échantillon utilisé. À priori, par ailleurs, ce groupe semblerait favoriser une connaissance relative plus éclairée des rouages de l'économie que pour l'ensemble de la population.

3. Les résultats de l'enquête

3.1 Le désir de connaître davantage



Les déficits et la dette de même que le budget de l'État intéressent la majorité des répondants. La mondialisation et l'inflation suivent avec respectivement 40,2 % et 32,2 % de personnes intéressées.

Les différents intérêts exprimés par les répondants selon les thèmes varient quelquefois selon leurs différentes caractéristiques. Par exemple, les répondants sans emploi ne sont que 42 % à s'intéresser au sujet des déficits et de la dette contre 56 % pour les autres. Par plus de dix points de pourcentage, les non-francophones s'intéressent davantage à comprendre le budget relativement aux francophones de même que ceux et celles qui voteraient pour un parti spécifique à une élection fédérale éminente.

Les habitants de la ville de Québec semblent moins intéressés au sujet de la globalisation que les autres répondants (respectivement, 29,5 % contre 41,5 % ailleurs au Québec). C'est aussi le cas en ce qui concerne le chômage (11 % vs 22 % ailleurs). Par plus de dix points de pourcentage, les participants avec un revenu de moins de 90 000 \$ s'intéressent davantage au chômage que les mieux nantis.

Relativement aux autres répondants, seulement 17 % des répondants déclarant être membres d'un parti politique s'intéressent à l'inflation contre 34 % en moyenne. Par contre, les personnes non certaines de voter s'intéressent à toutes sortes d'autres sujets que ceux mentionnés ci-dessus (20 % vs 10 %).

Une mesure de l'intensité dans la demande d'information est le nombre de thèmes (Q29) auxquels s'intéresse chacun des répondants. Le tableau suivant montre que 11,3 % de répondants n'ont identifié aucun thème et que 31,3 % des répondants déclarent ne s'intéresser qu'à un seul thème. 15 % des répondants s'intéressent à 4 thèmes ou plus.

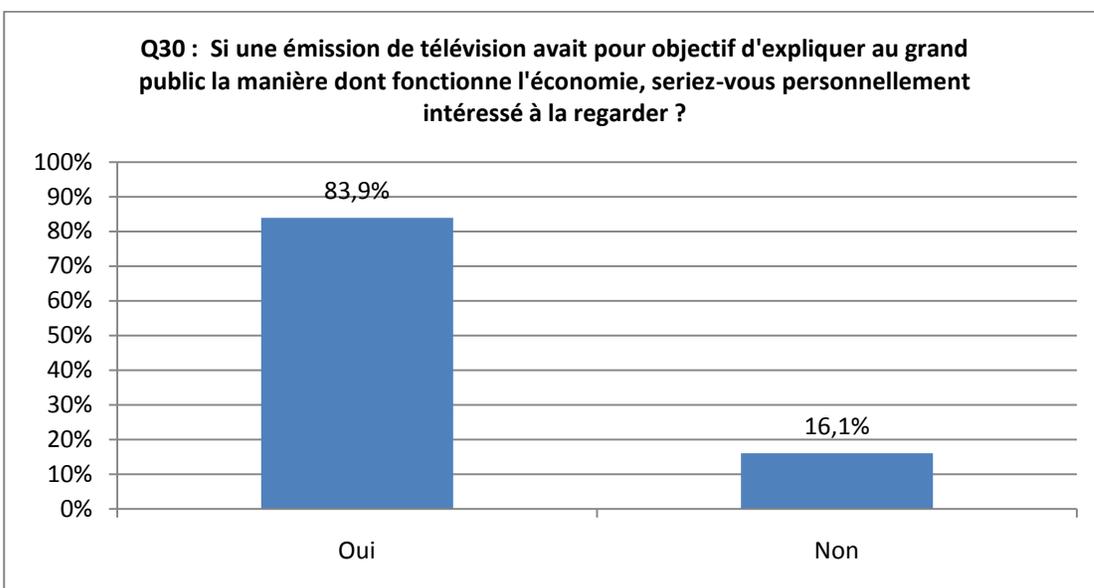
Intensité de la demande d'information

Intensité de Q29	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
0	114	11,31	11,31
1	315	31,25	42,56
2	239	23,71	66,27
3	196	19,44	85,71
4	59	5,85	91,56
5	68	6,75	98,31
6	17	1,69	100
Total	1008	100	

Un répondant sur cinq se déclarant incertain de voter à la prochaine élection fédérale ne sollicite aucune information économique. Les répondants qui appuieraient un parti spécifique dans une éventuelle élection fédérale sont 33 % à avoir identifié deux demandes d'information économique, contre 22 % pour les autres participants.

Nous avons utilisé un probit ordonné pour expliquer l'intensité de la demande d'information, la première équation de notre modèle économétrique récursif. La variable observable correspondant à

cette variable latente d'intensité de la demande est le nombre de thèmes économiques identifiés par chaque répondant. Malgré l'insertion de plusieurs variables exogènes, le pouvoir explicatif du modèle est très faible (tous les résultats économétriques sont présentés en annexe C). Essentiellement, seul le fait de se déclarer certain de voter à une prochaine élection fédérale et d'être en couple est statistiquement significatif et augmente la probabilité de s'intéresser au nombre maximal de thèmes économiques d'intérêt.



Une émission de télévision avec comme objectif d'expliquer en termes relativement simples la manière dont fonctionne l'économie pourrait capter jusqu'à 84 % d'auditeurs québécois. Les répondants qui se déclarent certains de voter se démarquent par plus de 16 points de pourcentage relativement aux catégories alternatives. 85 % des participants de plus de 30 ans sont intéressés à regarder des émissions de formation en économie (versus 75 % pour les autres). Cette information est très pertinente puisque la télévision constitue la source principale d'information économique.

3.2 Les sources d'information économique

La télévision est sans conteste la principale source d'information économique identifiée par les répondants. Les francophones et ceux qui ont répondu au sondage en français se démarquent dans cette catégorie avec un taux de 90 % relativement à 75 % pour les autres². Il en est de même pour 90 % des participants d'origine canadienne contre 80 % des autres ethnies.

² Le sondage américain de Blinder et Krueger rapporte une fréquence comparable de 91 % identifiant la télévision comme source d'information régulière (61 %) et occasionnelle (30 %).

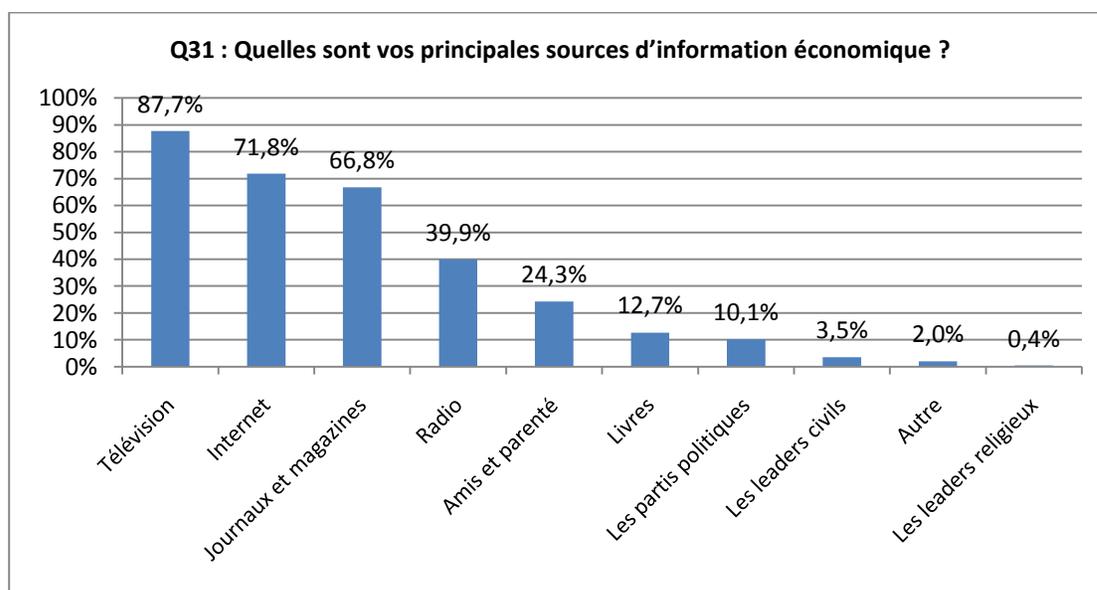
L'internet avec 72 % et les journaux et magazines (67 %) suivent dans l'ordre d'importance. Les hommes identifient à 82 % l'internet comme source contre 61,5 % pour les femmes. Les répondants membres d'un parti politique sont 81,6 % à utiliser l'internet comme source d'information économique contre 71 % pour les autres.

76 % des personnes de 55 ans et plus, 77 % des répondants à la retraite et 72 % des hommes sont davantage susceptibles de recourir aux journaux et magazines (vs respectivement environ 63 % pour les autres). Près de 70 % des répondants déclarant leur certitude à voter à une prochaine élection fédérale utilisent cette source contre 51 % pour les autres. Les répondants sans enfants sont 70 % à faire de même contre 60 % pour ceux qui ont des enfants. Les participants ayant une activité culturelle régulière sont aussi de grands utilisateurs d'internet.

Proportionnellement, les femmes comptent davantage sur les amis et la parenté (32 %) pour leurs informations économiques que les hommes (17 %). C'est également le cas pour ceux qui ont répondu au sondage dans sa version anglaise (37 % vs 21,5 %), les non-francophones, les moins de 30 ans (33 % vs 23 % dans les 2 cas). Les personnes demeurant à la maison toute la journée sont 37 % à préférer le réseau familial et les amis comme source d'information (contre 23 % des autres). Il y a toutefois 10 % de moins de personnes utilisant cette source parmi les personnes certaines de voter.

Les étudiants universitaires sont proportionnellement deux fois plus nombreux à recourir aux livres que les autres répondants.

Il y a 10 % de plus de répondants âgés de 55 ans et plus qui utilisent les partis politiques comme source d'information.



Le tableau suivant mesure l'intensité des sources d'information économique utilisées par les répondants. On constate qu'une forte majorité des répondants (77,8 %) utilisent entre 2 et 4 sources d'information économiques parmi les 8 choix offerts. Sur l'ensemble du nombre de sources référées, nous observons peu de différences significatives par groupe. Une exception est que 34 % des répondants avec un revenu du ménage de 90 000 \$ et plus indiquent se référer à 4 sources d'information. Ils ne sont que 22 % pour les autres à le faire. Il y a 10 points de pourcentage de plus de personnes n'ayant pas d'activités culturelles régulières qui utilisent 2 sources d'information.

Intensité des sources d'information économique

Intensité de Q31	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
1	84	8,33	8,33
2	233	23,12	31,45
3	310	30,75	62,2
4	241	23,91	86,11
5	88	8,73	94,84
6	37	3,67	98,51
7	10	0,99	99,5
8	4	0,4	99,9
9	1	0,1	100
Total	1008	100	

On note une faible corrélation de 0,16, statistiquement significative³, entre l'intensité de la demande d'information, et l'intensité des sources d'information économique.

Les déterminants du recours à une ou plusieurs sources d'informations économiques, retiennent comme variables explicatives la demande d'information économique, I, et les variables exogènes dans le cadre d'un modèle probit ordonné. Le nombre de sources économiques utilisées sert de variable observable à l'intensité des sources d'information économique sollicitées. Globalement, l'explication demeure faible, mais quelques variables se distinguent : les hommes de 55 ans et plus, les Montréalais, ceux impliqués dans un parti politique, certains répondants s'identifiant à un parti politique donné à la dernière élection provinciale⁴ et ceux qui ont utilisé l'internet pour répondre au questionnaire présentent une probabilité plus élevée que les autres de recourir à un nombre maximal de sources économiques. L'analyse

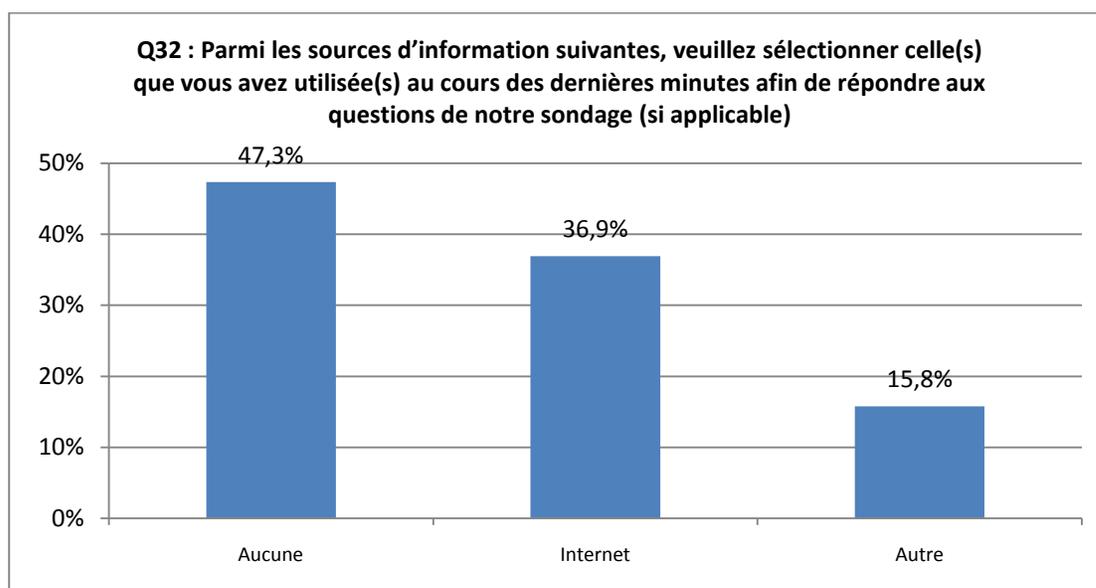
³ Coefficient de rang de Spearman.

⁴ Afin d'éviter des polémiques inutiles, nous avons opté pour ne pas souligner spécifiquement les partis politiques en cause. Le focus de l'étude n'est pas sur les partis politiques, mais sur les connaissances et opinions des québécois sur les questions économiques.

économétrique confirme qu'une demande d'information économique plus importante influence positivement le recours à un nombre élevé de sources d'informations.

3.3 Les sources d'informations économiques utilisées au cours des dernières minutes

Le sondage ayant été réalisé par internet, nous notons que 36,9 % des répondants rapportent avoir utilisé l'internet au cours des dernières minutes pour répondre au questionnaire. Les répondants de la ville de Québec sont proportionnellement moins nombreux à déclarer avoir consulté l'internet pour répondre au questionnaire (24 % vs 38,5 %).



Moins du quart des répondants déclarent avoir utilisé plus de 2 sources d'information. Par ailleurs, 47,3 % des répondants rapportent n'avoir utilisé ponctuellement aucune source. Se distinguant à cet égard, 62 % des répondants déclarant un revenu familial d'au moins 90 000 \$, 59 % provenant de la ville de Québec, 57 % favorisant certains partis fédéraux et enfin 56 % des étudiants universitaires déclarent n'avoir consulté ponctuellement aucune source pour répondre au questionnaire.

3.4 Leur connaissance des faits économiques et des concepts économiques

Dans la section précédente, les répondants étaient invités à exprimer leurs intérêts sur diverses questions économiques et leurs sources d'information.

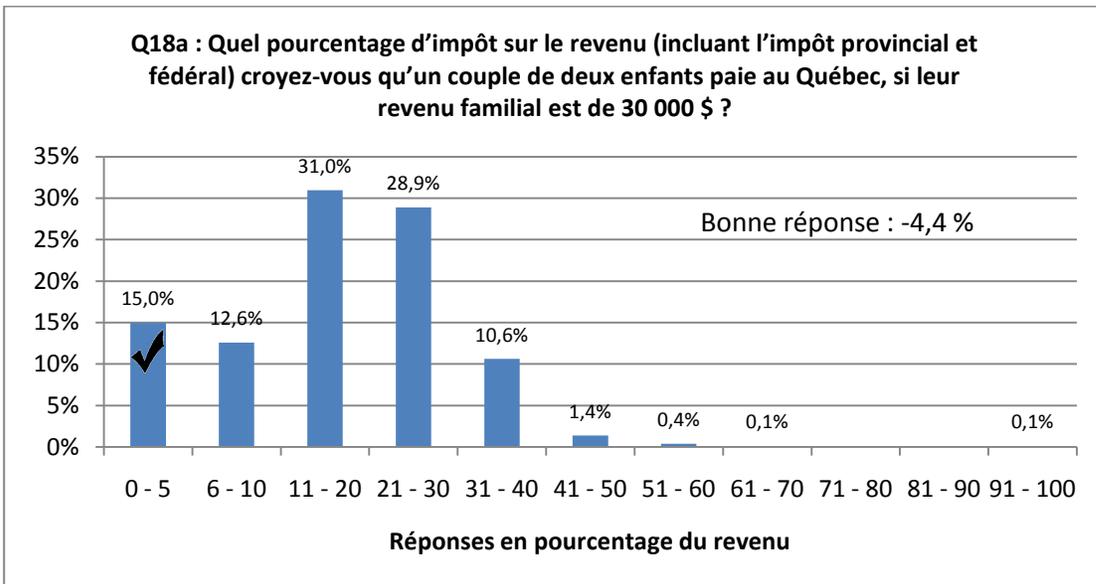
Dans cette section nous regardons les connaissances économiques factuelles des répondants et examinons leurs compréhensions de quelques concepts de base en économie.

Sur les faits économiques (finances publiques)

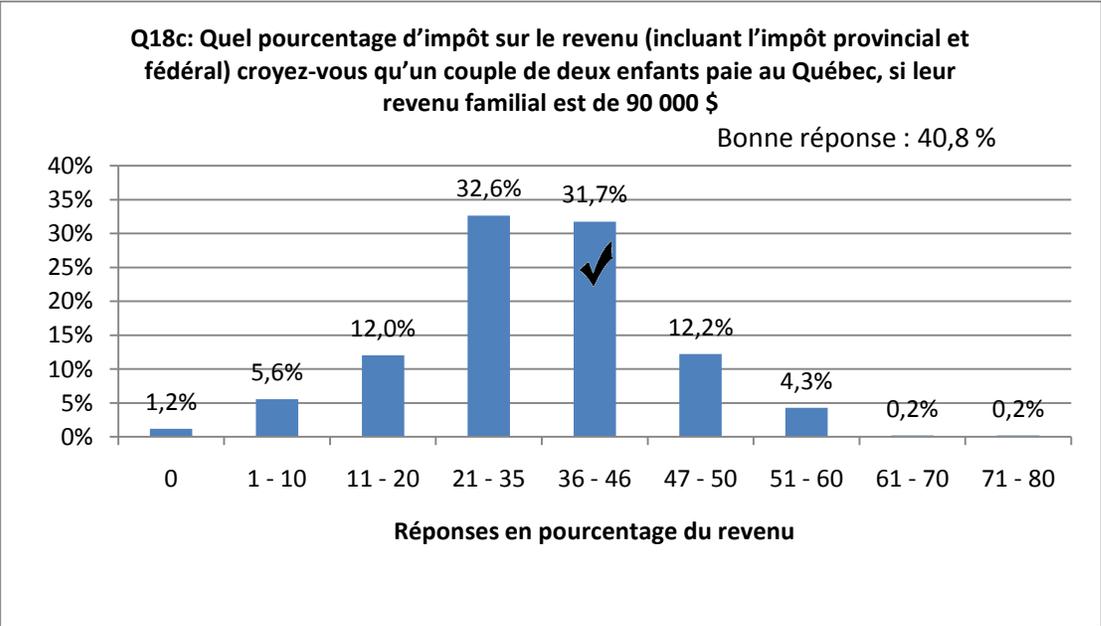
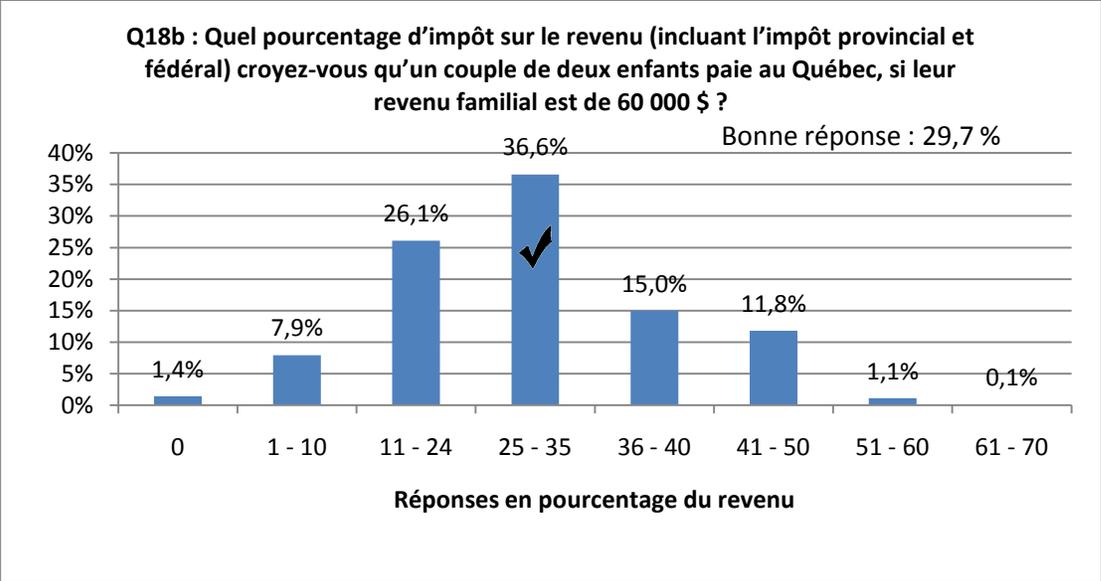
Quel pourcentage d'impôt sur le revenu (incluant l'impôt provincial et fédéral) croyez-vous qu'un couple de deux enfants paie au Québec, si leur revenu familial est de 30 000 \$, 60 000 \$, 90 000 \$ et 120 000 \$.

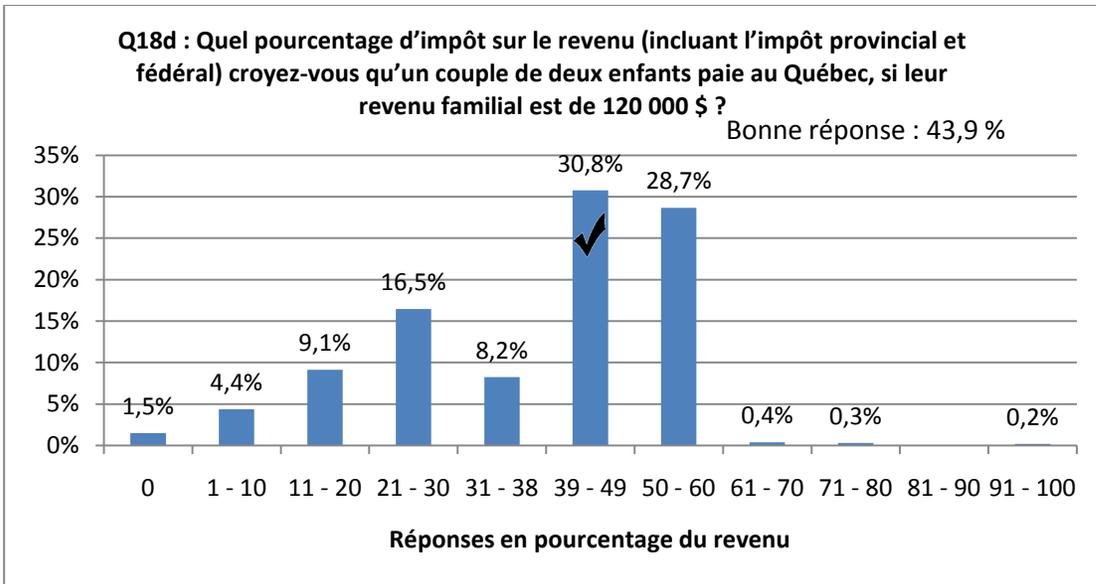
Cette question est plus complexe à répondre que nous l'avions anticipé. Le répondant peut se demander si le revenu du couple provient d'un seul revenu ou de deux revenus, par exemple.

Dans ce type de questions ouvertes, nous comptons comme bonne réponse, une réponse qui se situe entre plus ou moins 5 points de pourcentage de la vraie valeur⁵. L'étalement des réponses dans tous les cas de figure est frappant. L'allure des courbes respecte partiellement la réalité alors qu'en moyenne on reconnaît que des revenus plus élevés entraînent des impôts plus élevés. Cependant, on note une surestimation importante des impôts payés par les ménages du type décrit avec un revenu de 30 000 \$. Les répondants à 28 % sont plus nombreux à surestimer les impôts payés par les ménages avec un revenu de 60 000 \$ que l'inverse (35,4 %). Par ailleurs, 51,4 % des répondants sous-estiment les impôts payés par notre ménage type déclarant un revenu de 90 000 \$. Ils sont 40 % à sous-estimer les impôts payés si le revenu familial est de 120 000 \$ et 30 % à les surestimer.



⁵ Les sources des bonnes réponses aux questions de connaissance sont identifiées en annexe D.



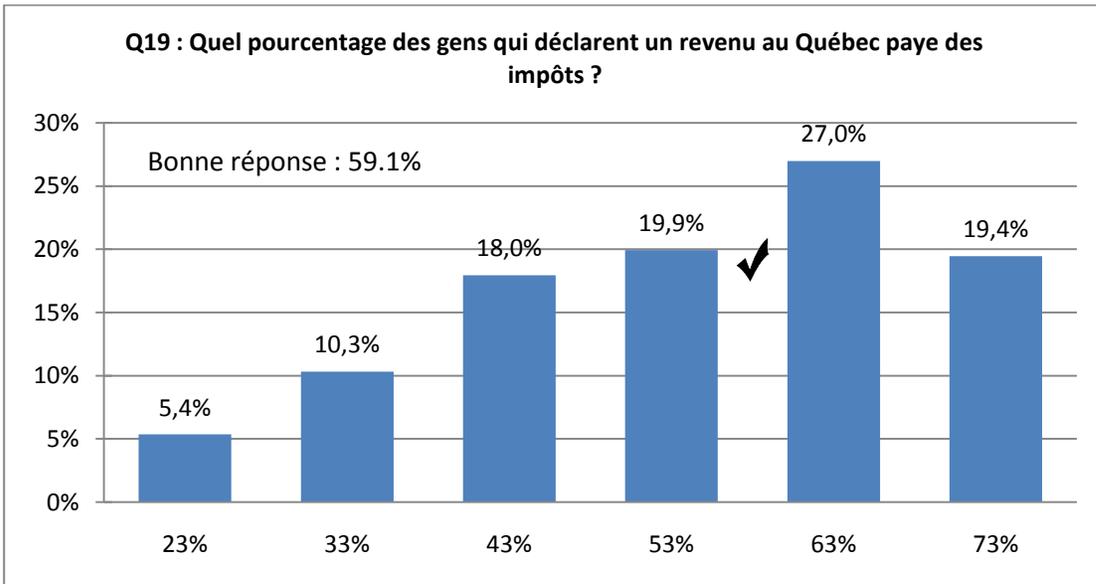


Les taux d'imposition réels ont été calculés d'abord à partir des tableaux des taux d'imposition au fédéral ainsi qu'au provincial pour les revenus énumérés. À ceux-ci ont été ajoutées les subventions du provincial (le soutien aux enfants et la prime au travail) et du fédéral (prestation canadienne pour enfants (PFCE) et le crédit pour la TPS/TVH) en se basant sur les calculateurs à la disposition des citoyens sur les sites respectifs.

En retenant notre zone de tolérance pour une bonne réponse, les membres d'un parti politique ont répondu correctement dans une proportion de 24 % contre 15 % pour les autres en ce qui concerne le revenu familial de 30 000 \$. Les participants certains de voter ont répondu correctement dans une proportion de 38 % contre 28 % pour les autres en ce qui concerne le revenu familial de 60 000 \$. 44 % des personnes ayant un revenu supérieur à 90 000 \$ ont répondu correctement à la question concernant un revenu familial de 90 000 \$. Pour le revenu de 120 000 \$, les personnes entre 18 et 30 ans ne sont que 22 % à trouver une réponse raisonnable contre 33 % pour les autres catégories d'âge. Les répondants déclarant un revenu familial de 90 000 \$ et plus offrent également une réponse plus appropriée pour cette catégorie de revenu relativement aux participants avec d'autres niveaux de revenus (37 % contre 27 %). Les répondants s'identifiant à certains partis politiques fédéraux sont à 32 % à avoir donné une réponse adéquate pour le taux d'imposition d'un revenu de 120 000 \$ (vs 21 % si favorables à d'autres partis).

Les résultats de régressions de type probit (1 = bonne réponse; 0 autrement) retenant la quantité demandée de connaissance économique, le nombre de sources utilisées d'information économique et plusieurs variables exogènes indiquent que la méconnaissance relative des taux d'imposition selon le revenu familial est généralisée à l'ensemble de la population des répondants. La "meilleure" régression

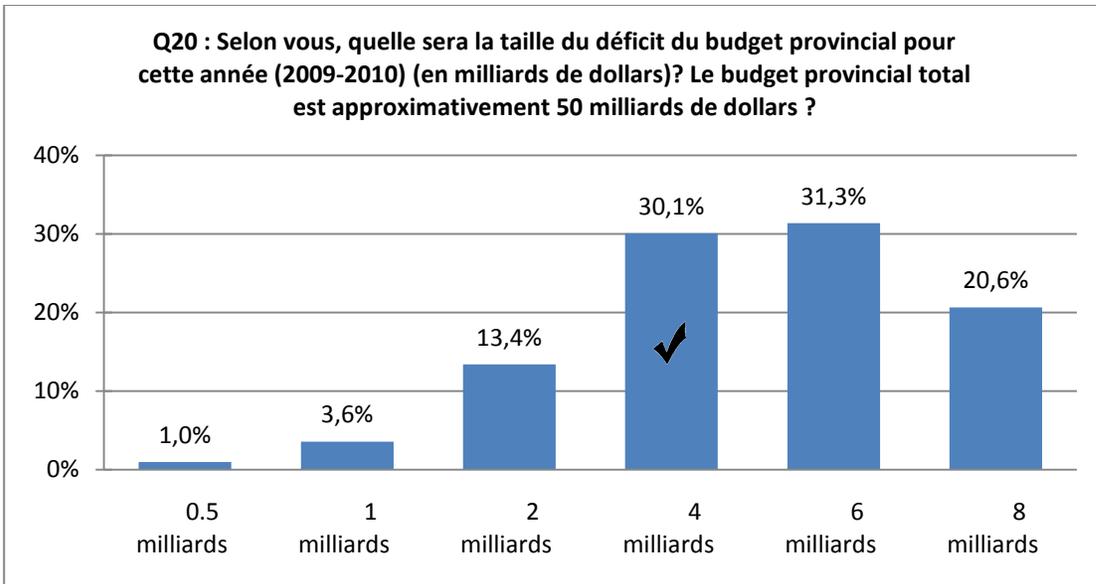
est celle concernant le revenu familial de 90 000 \$ avec plusieurs variables statistiquement significatives : les répondants avec un revenu du ménage égal ou supérieur à 90 000 \$ et ceux qui ont utilisé l'internet pour répondre au sondage présentent une probabilité plus grande de fournir une bonne réponse, alors que c'est l'inverse pour les répondants mariés ou conjoints de fait et sans emploi.



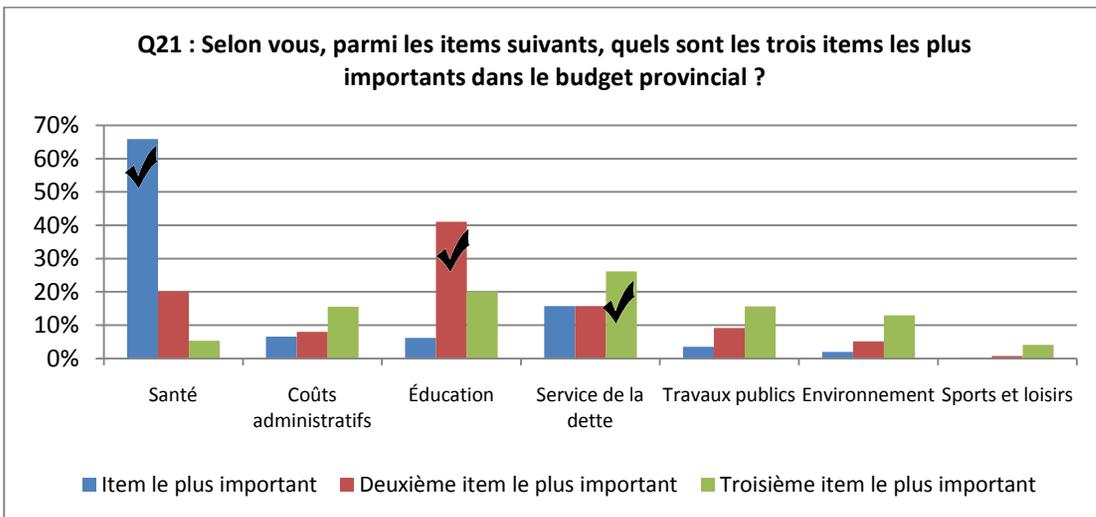
47 % des répondants ont identifié correctement le pourcentage de gens qui déclarent un revenu, paient des impôts à l'intérieur d'une zone de tolérance relativement confortable entre 53 % et 63 %. Les répondants qui déclarent avoir eu recours à l'internet pour répondre au questionnaire ne sont que 39 % à avoir identifié la bonne réponse contre 52 % pour les autres.

Il demeure que 34 % des répondants situent à 43 % ou moins le pourcentage de gens qui déclarent un revenu et paient des impôts.

La régression probit (1 si bonne réponse; 0 autrement) montre que la probabilité de donner la bonne réponse décroît si le répondant est une personne au foyer, est certain de voter à la prochaine élection fédérale et a répondu au questionnaire en utilisant l'internet. Cette probabilité est plus élevée, par ailleurs, si le répondant a voté pour un parti politique donné lors de la dernière élection provinciale.



Une faible minorité de répondants sous-estime la taille du déficit du budget provincial en 2009-2010, une question de grande actualité lors du sondage. 30 % répondent correctement à la question sans qu'un groupe se distingue des autres. L'analyse économétrique (probit) ne montre d'ailleurs aucune variable statistiquement significative outre la constante de régression!

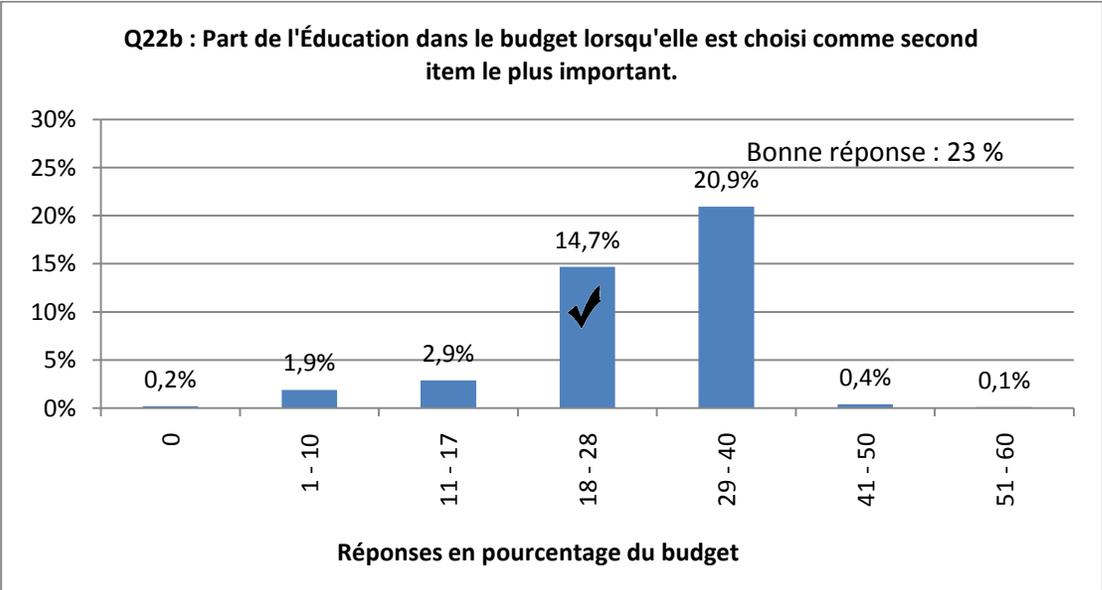
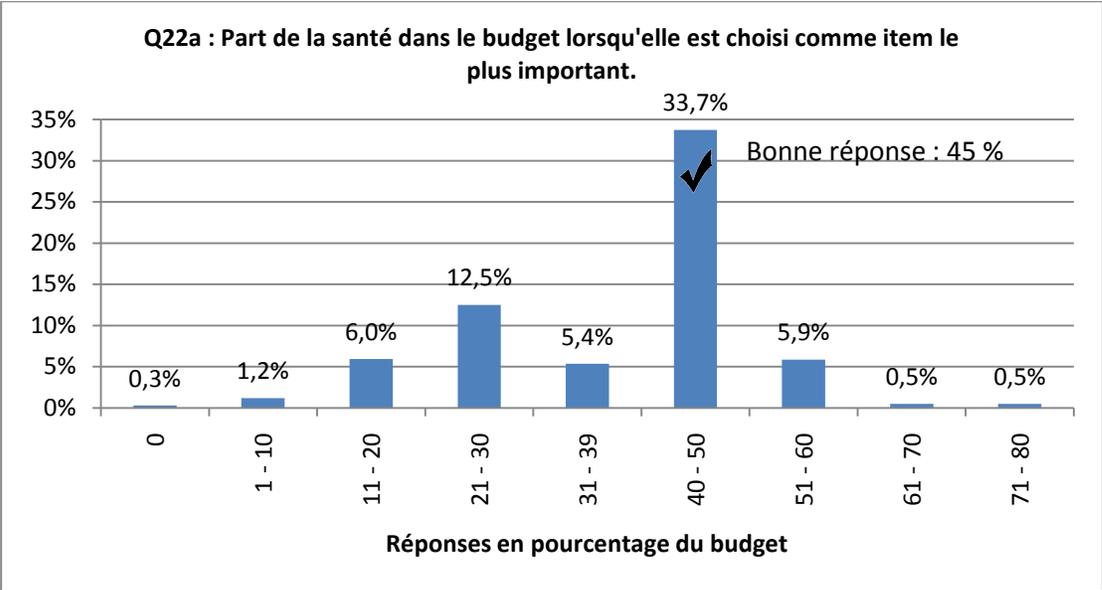


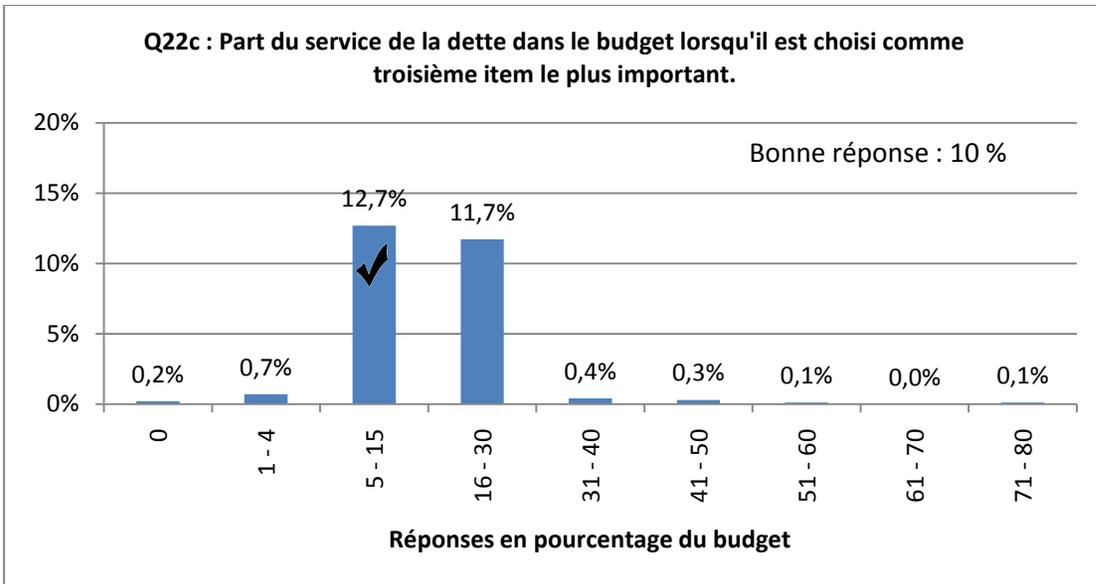
La santé est clairement identifiée comme catégorie dominante dans le budget provincial par 65 % des répondants.

17 % des répondants identifient dans le bon ordre les trois postes budgétaires les plus importants du budget gouvernemental. Mais aucun groupe ne se distingue des autres.

Ils sont 32 % des répondants à identifier correctement les trois champs les plus importants du budget provincial, mais pas nécessairement dans le bon ordre. Ils sont par ailleurs, 45,4 % avec un revenu

familial de 90 000 \$ et plus (vs 30 % avec revenu plus faible), 44 % des participants de la ville de Québec (vs 31 %), 40 % des hommes (vs 25 % des femmes), 34 % des francophones (vs 22 % des non-francophones), 34 % de ceux possédant au moins une voiture (vs 22 % sans voiture), et enfin 34 % de ceux certains de voter aux élections fédérales (vs 23 %) ont bien identifié les trois champs les plus importants, mais pas nécessairement dans le bon ordre.





34 % des 1008 répondants ont bien identifié à la fois la santé comme premier poste budgétaire et que ce secteur s'accaparait d'environ 45 % du budget total du gouvernement (zone de tolérance de plus et moins 5 points de pourcentage). Chez les retraités de notre échantillon, ce score atteint 42 %. 1 personne sur 2 ayant donné la santé comme premier poste a proposé une part budgétaire comprise entre 40 et 50 %.

15 % des répondants identifient correctement l'éducation comme second poste budgétaire et que ce secteur représentait 23 % des dépenses budgétaires. Ce pourcentage double, soit 31 % pour les répondants qui participent aux activités d'un parti politique.

Moins de 13 % des enquêtés, toujours avec notre zone de tolérance, sont en mesure d'identifier correctement le service de la dette publique comme troisième poste budgétaire d'importance et représentant 10 % du budget de l'état.

Les régressions de type probit sur la probabilité de répondre correctement à la fois sur le rang et l'importance budgétaire de ces items dans le budget du gouvernement montrent quelques variables statistiquement significatives. Le votant s'identifiant à un parti spécifique, les répondants avec une éducation universitaire ont une plus grande probabilité d'offrir les bonnes réponses pour la santé. Les étudiants et les votants pour un parti spécifique aux élections fédérales sont quant à eux moins susceptibles que les autres répondants de connaître la situation de la santé.

Les personnes francophones, et les répondants impliqués dans un parti politique ont une plus grande probabilité de connaître la situation de l'éducation alors que c'est l'inverse pour les propriétaires de compagnie.

Les hommes avec une éducation universitaire, les travailleurs à temps partiel et ceux et celles ayant voté pour un parti spécifique à la dernière élection provinciale offrent une plus grande probabilité de donner les bonnes réponses concernant le service de la dette.

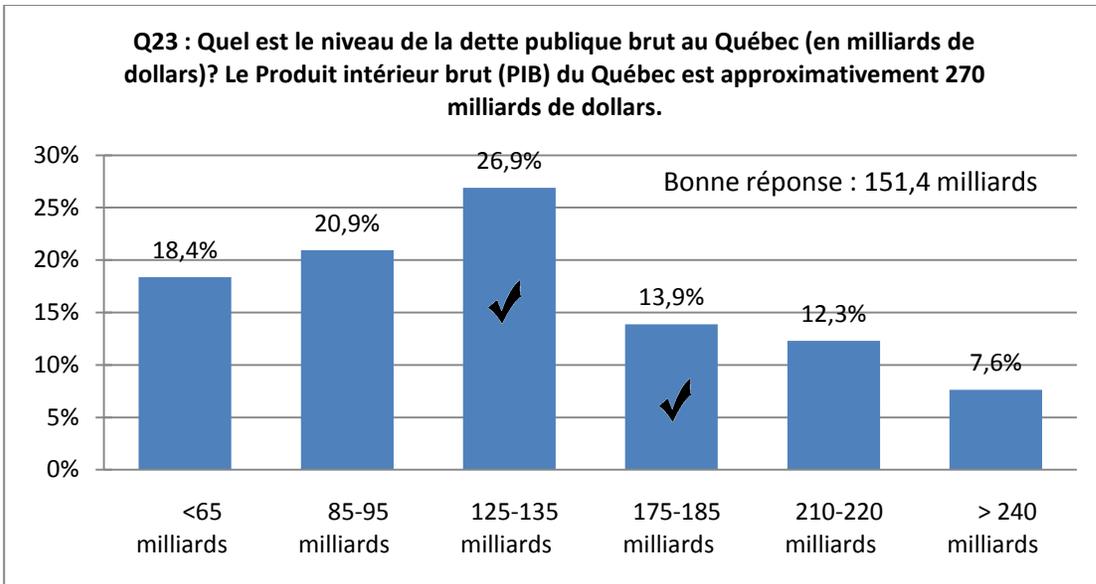
Ne retenant que les répondants qui ont classé les items de la question 21 parmi les trois postes les plus importants du budget provincial et en ignorant la marge de tolérance pour ne retenir que les réponses des participants à l'enquête, le tableau suivant offre des résultats relativement étonnants alors que plusieurs répondants ont classé parmi les trois postes budgétaires les plus importants des secteurs qui en réalité ne sont pas dans cette catégorie.

En moyenne, le pourcentage de la santé dans les dépenses publiques est légèrement sous-estimé par les 921 répondants ayant identifié ce poste parmi les trois les plus importants. Par ailleurs, 304 répondants sont d'avis que les coûts administratifs sont parmi les trois postes budgétaires les plus importants. Il y a de la part de ces répondants une forte surestimation de ces coûts : 50 % d'entre eux croient que ces coûts représentent 25 % et plus du budget total, alors que le pourcentage réel est de 4 %. L'importance de l'éducation est correctement soulignée par 679 répondants. L'importance relative de la dette publique et des travaux publics est en moyenne surestimée. La situation sur l'environnement montre une surestimation moyenne de 16 fois l'importance relative de ce poste budgétaire.

Pour les 203 personnes (près de 20 % de notre échantillon) qui ont classé l'environnement comme poste budgétaire parmi les trois postes plus importants, la médiane des réponses est 15 fois supérieure à la réalité alors que ce poste ne représente que 1 % des dépenses budgétaires. 5 % des répondants offrent ce même type de réponses concernant les sports et les loisirs.

Postes budgétaires identifiés parmi les trois postes les plus importants

Pourcentage du budget	Moyenne	Écart type	Médiane	Obs.	Réel
Santé	37,0 %	13,6	40,0 %	921	45 %
Coûts administratifs	27,1 %	16,1	25,0 %	304	4 %
Éducation	25,0 %	9,0	25,0 %	679	23 %
Service de la dette	22,5 %	13,5	20,0 %	582	10 %
Travaux publics	22,2 %	10,2	20,0 %	285	6 %
Environnement	16,3 %	9,9	15,0 %	203	1 %
Sports et loisirs	12,9 %	9,6	10,0 %	50	1 %

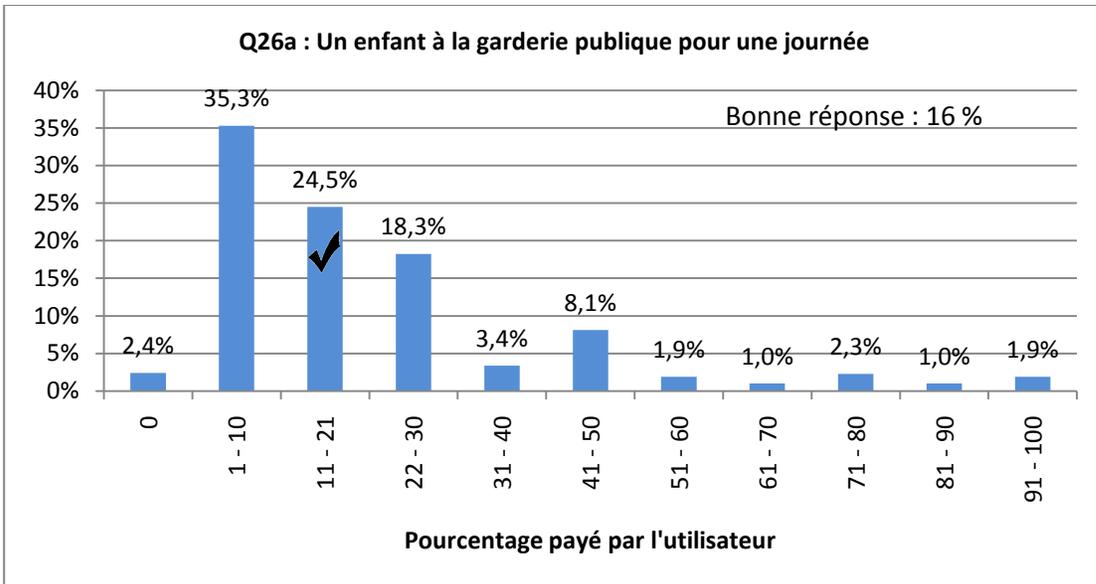


41 % des répondants situent relativement correctement le niveau brut de la dette publique du Québec. Par ailleurs, 57 % des 42 répondants ayant trois enfants dans notre enquête ont vu juste sur cette question. L'analyse économétrique (probit) montre que les répondants impliqués dans un parti politique et ceux ayant voté pour un parti spécifique à la dernière élection provinciale ont, toutes choses égales par ailleurs, une probabilité plus élevée de connaître le niveau de la dette publique brute du Québec.

La question 26 de l'enquête s'intéresse à la proportion payée (en %) par les utilisateurs du coût des services offerts par l'Etat ou subventionnés par celui-ci.

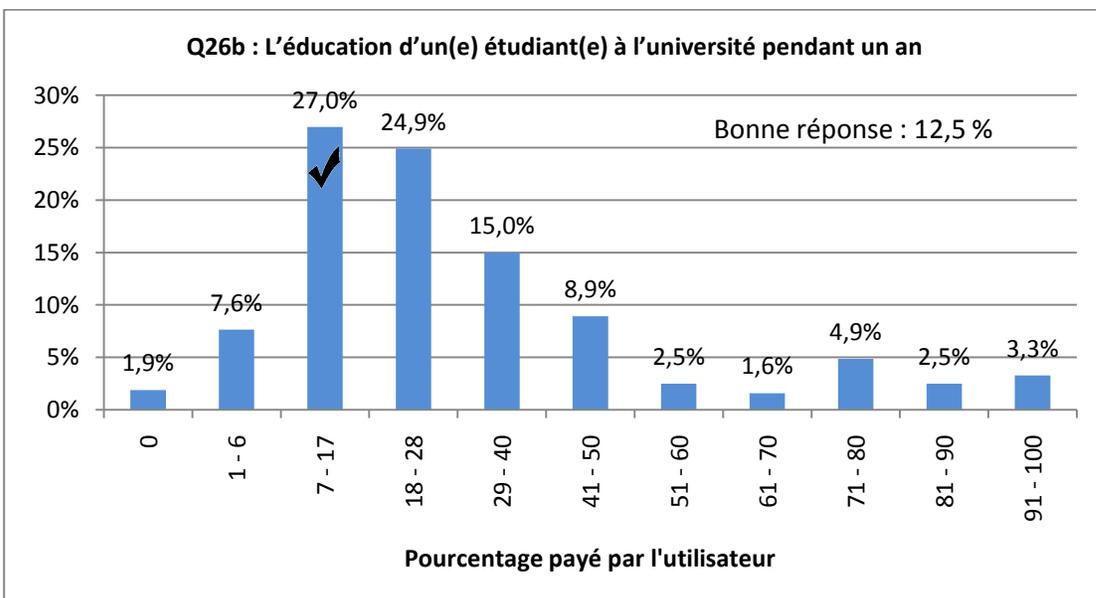
Nous observons une forte dispersion dans les réponses des personnes enquêtées sur cette question. La réponse la plus conforme à la réalité concerne une visite chez le médecin avec 46 % de bonnes réponses (incluant une tolérance de plus ou moins 5 points de pourcentage) suivi de l'entretien des routes avec 30 % de bonnes réponses. Seulement 6 % des répondants connaissent la contribution d'une personne assistant à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal.

La contribution des étudiants aux études universitaires est sous-estimée par 36 % des répondants et surestimée par près de 40 %. 70 % des répondants surestiment la contribution d'un usager à l'entretien d'une autoroute donnée, et près de 50 % celle d'une personne assistant à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal. 19,2 % des répondants croient qu'une personne assistant à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal paie plus de 90 % du coût de l'évènement alors que ce pourcentage est environ de 30 %.

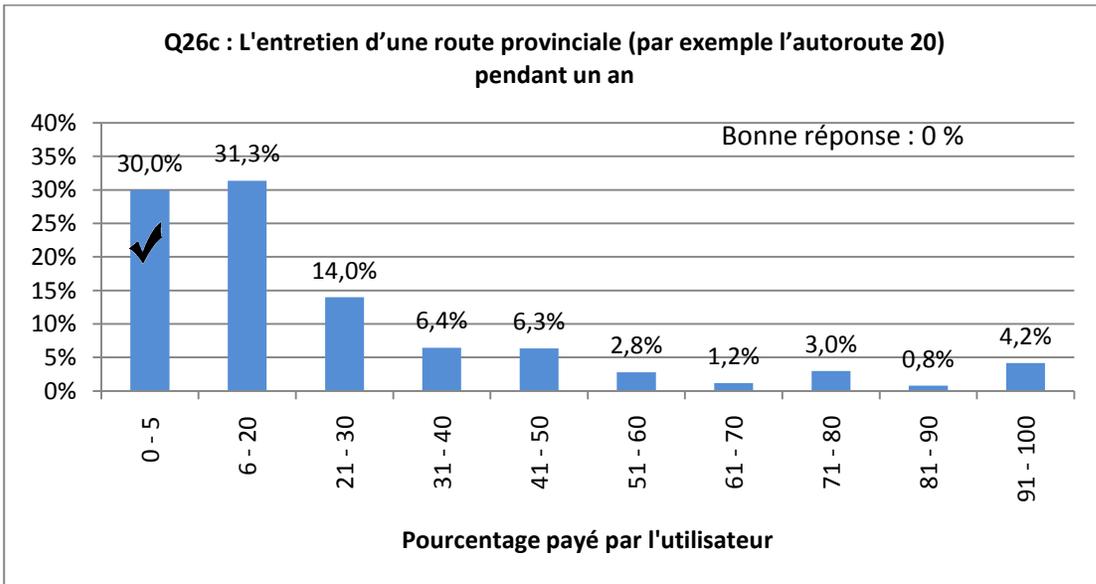


24,5 % des répondants ont correctement identifié le taux payé (retenant notre zone de tolérance habituelle) par l'utilisateur des services de garderie. Il y a une seule différence significative entre groupes relativement à cette question : il s'agit des personnes vivant dans une autre ville que Montréal ou Québec (des non ruraux) alors que seulement 16 % de ce groupe ont donné la bonne réponse (c'est-à-dire 16 % payé par l'utilisateur).

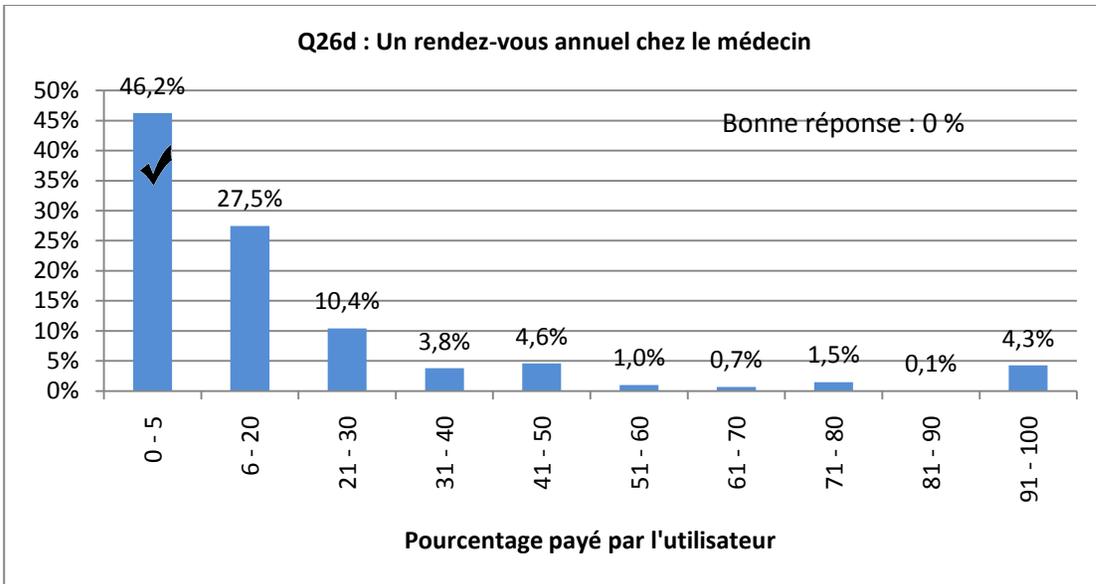
L'analyse économétrique (probit : 1 si bonne réponse; 0 autrement) montre que les répondants, sans emploi, avec un revenu familial de 60 000 \$ et plus, de 90 000 et plus et ceux ayant voté pour un parti politique à la dernière élection provinciale ont une plus grande probabilité que les autres de répondre correctement à cette question.



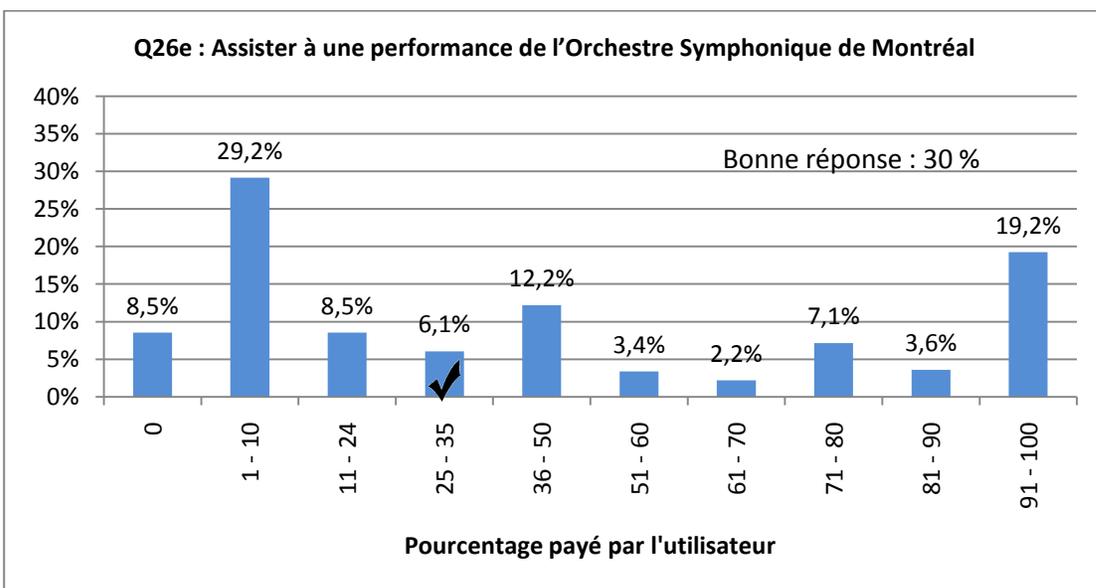
Sur le pourcentage payé par un étudiant universitaire du coût de son éducation, 27 % des répondants offrent une bonne réponse dans la zone de tolérance convenue. Nous n’observons pas de différence significative entre groupes relativement à cette question. La régression probit ne montre aucune variable (rappelons qu’une variable muette “étudiant” fait partie de la régression) statistiquement significative.



Les hommes sont à 36 % à avoir identifié le bon pourcentage contre 24 % pour les femmes. 41 % des répondants détenant une éducation universitaire contre 22 % pour les autres ont déterminé correctement (dans la zone de tolérance) le pourcentage payé par l’utilisateur pour l’entretien d’une route provinciale. Ils sont 44 % avec un revenu familial de 90 000 \$ et plus à le faire contre 28 % pour les autres. 52 % des 87 répondants associés à un parti politique ont identifié la bonne réponse, alors qu’ils ne sont que 20,5 % parmi les répondants qui ne sont pas certains de voter à la prochaine élection fédérale. La régression (probit) confirme la probabilité plus élevée d’un répondant impliqué dans un parti politique de répondre correctement à cette question. C’est aussi le cas pour les hommes et ceux et celles avec une éducation universitaire.



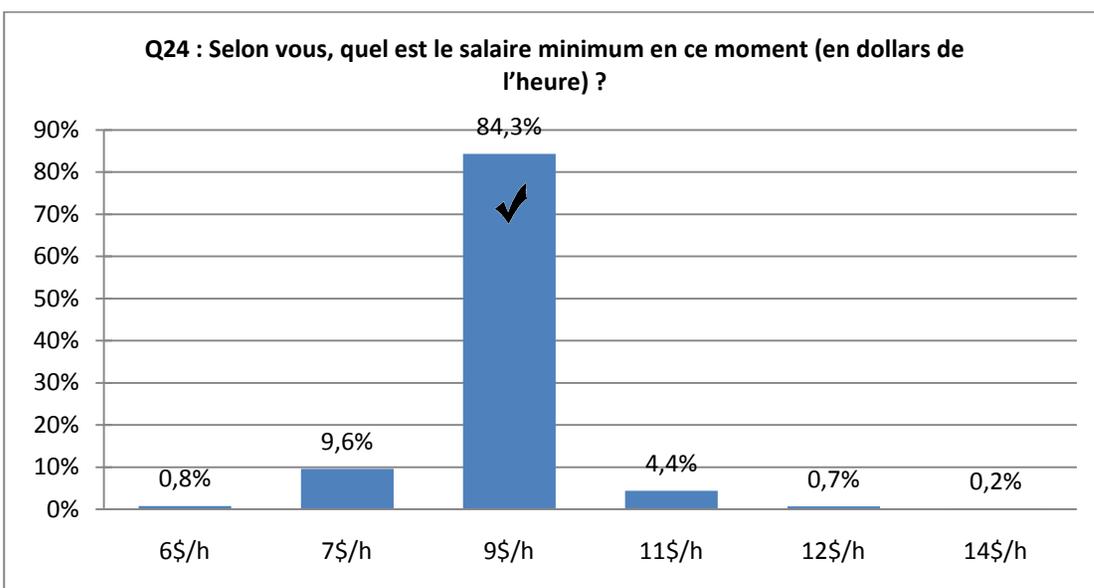
Malgré tout le débat sur la santé et le ticket modérateur, il est assez étonnant que seulement 46,2 % reconnaissent la gratuité d'un rendez-vous annuel chez le médecin. Cette proportion tombe à 30,5 % chez ceux qui ne sont pas certains de voter contre 49,0 % pour les autres. Par ailleurs, 65,5 % des répondants associés à un parti politique connaissent la bonne réponse à cette question (44 % pour les autres). De même, près de 56 % des propriétaires de compagnie (vs 45 %) et 56 % des répondants avec éducation universitaire (vs 39 %) ont bien répondu. La régression (probit) confirme l'association à un parti politique comme facteur augmentant la probabilité d'une bonne réponse. Il en est de même pour ceux qui sont certains de voter à la prochaine élection fédérale et qui déclarent une éducation universitaire.



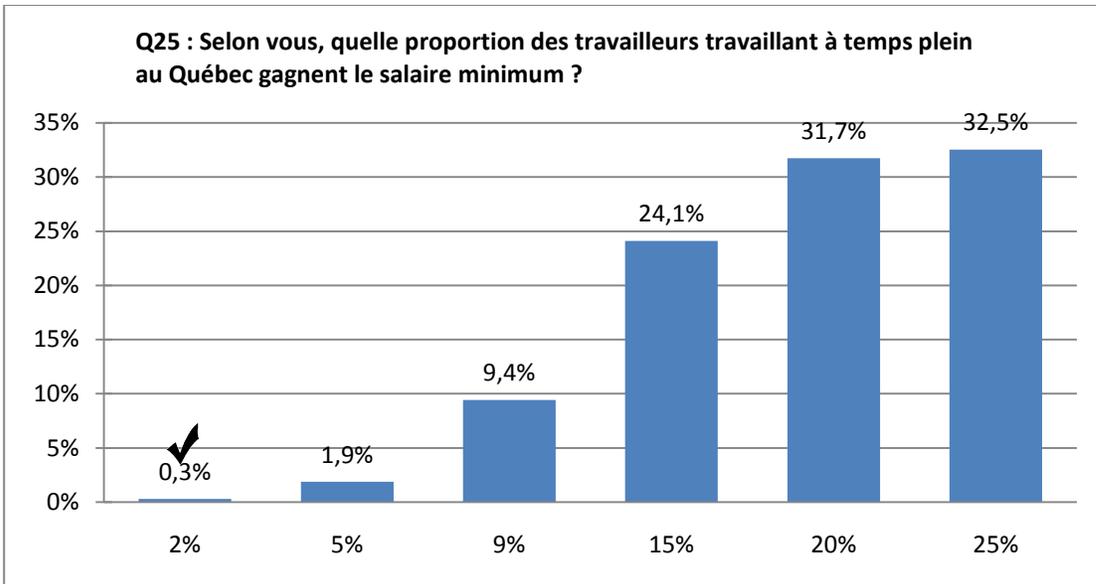
Près de la moitié des répondants surestiment le pourcentage payé par un client assistant à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal. Ils sont plus de 19 % à estimer ce pourcentage entre 91 % et 100 %. Une fois de plus, ceux et celles déclarant leurs intentions de voter à la prochaine élection fédérale montrent une probabilité plus élevée de répondre correctement à cette question.

Sur les faits économiques (rouages de l'économie)

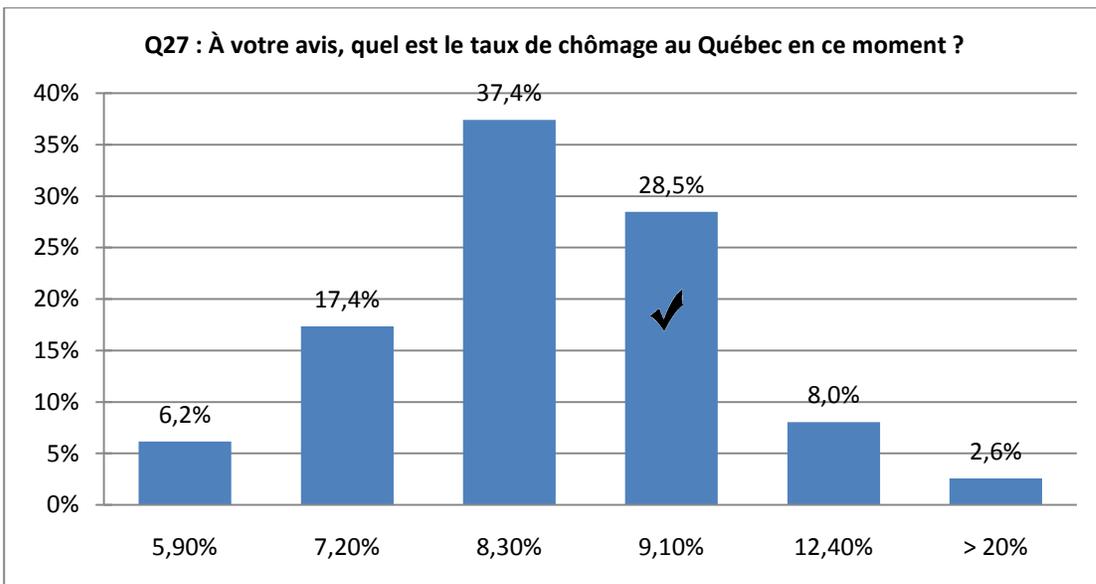
84 % des répondants ont bien identifié le salaire minimum en cours au moment de l'enquête. 87 % des retraités et 76 % des non-retraités ont identifié le bon salaire minimum horaire.



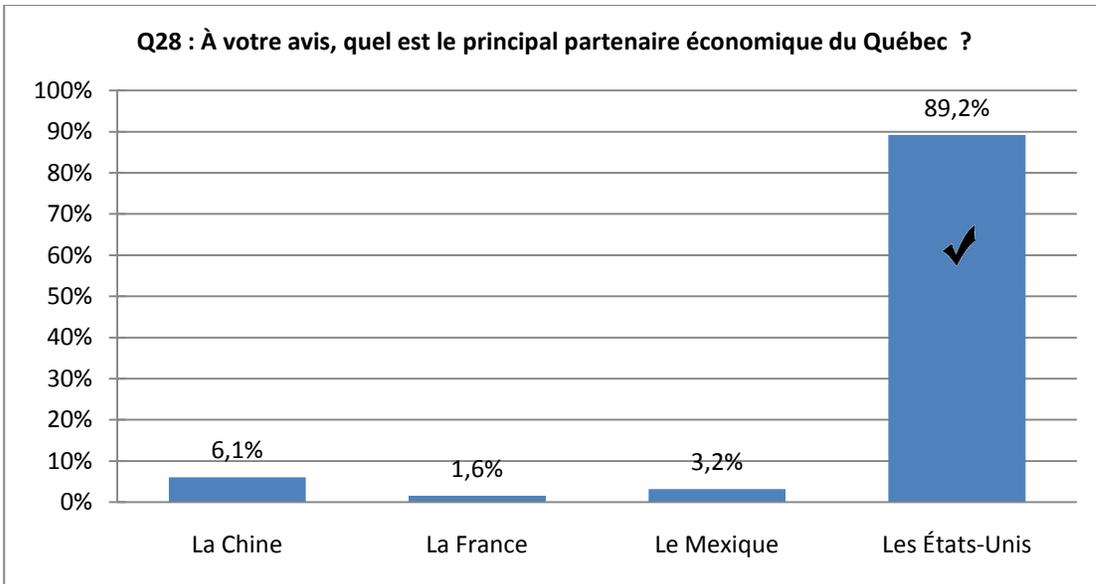
Par ailleurs, seulement 3 répondants sur 1008 ont correctement identifié la proportion des travailleurs travaillant à temps plein au Québec qui sont rémunérés au salaire minimum. 32 % des répondants croient que cette proportion touche 1 travailleur sur cinq et 33 % estiment que cette situation concerne un travailleur sur quatre. Notons que la proportion de travailleurs à temps partiel touchant le salaire minimum est de 5,9 %.



En combinant les répondants des trois dernières catégories (15 %, 20 % et 25 % de travailleurs rémunérés au salaire minimum), notre analyse probit (1 si parmi ces trois catégories; 0 autrement) montre que les hommes, les étudiants et tous les répondants avec un revenu familial supérieur ou égal à 30 000 \$ ont une probabilité plus faible que les autres de surestimer l'importance des travailleurs rémunérés au salaire minimum.

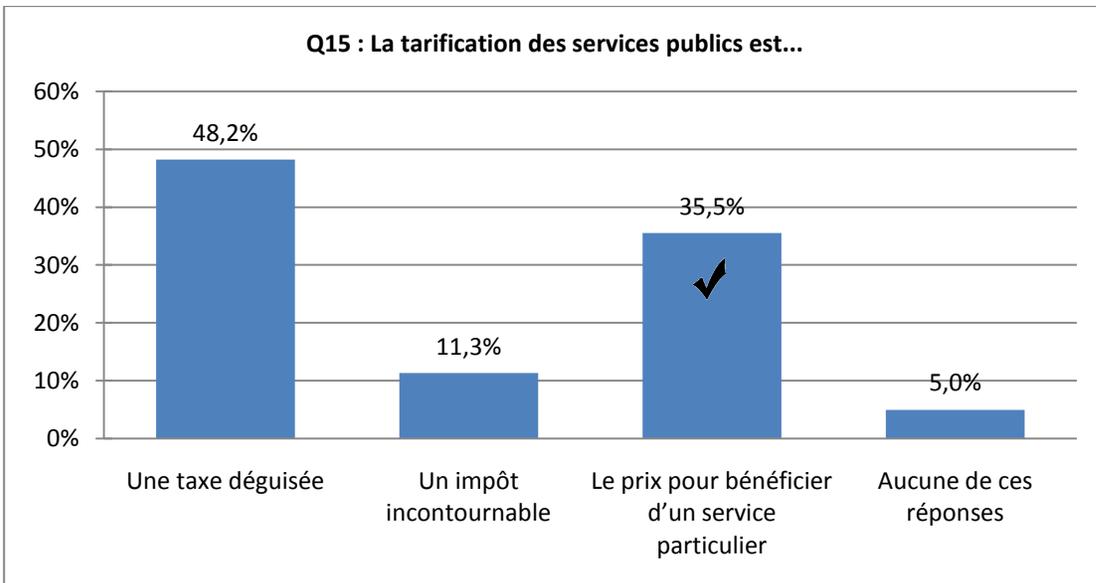


Une bonne majorité des répondants connaissent globalement le taux de chômage au Québec au moment de l'enquête. Mais, de façon plus précise, seulement 28,5 % ont la bonne réponse et c'est particulièrement le cas des répondants déclarant un revenu familial de 90 000 \$ et plus (37 % contre 27 %).



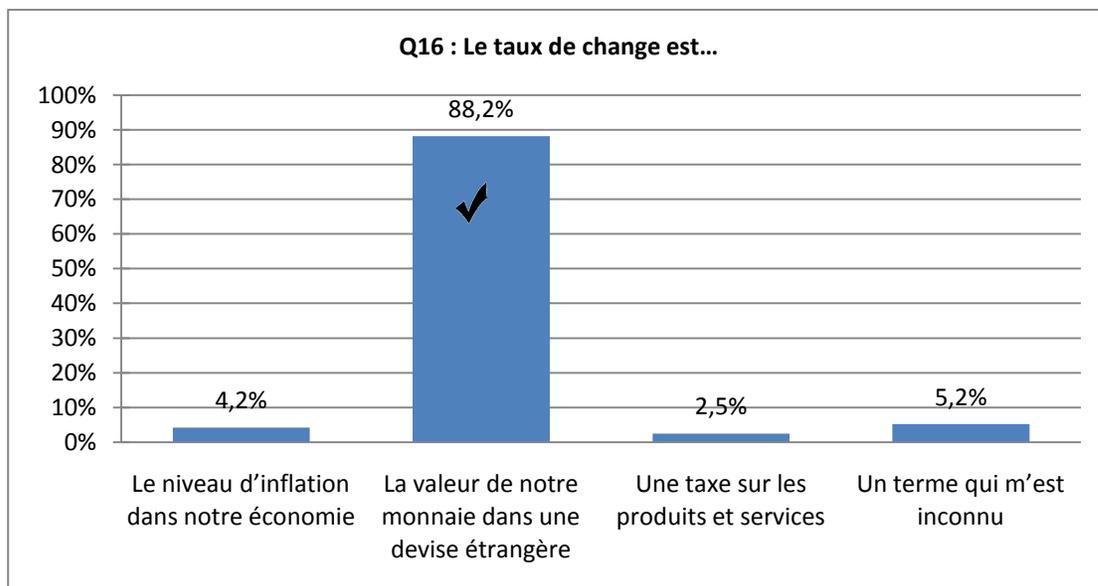
Les États-Unis sont clairement identifiés comme le principal économique du Québec. Les hommes sont plus de 94 % à répondre correctement à cette question

Sur les concepts économiques

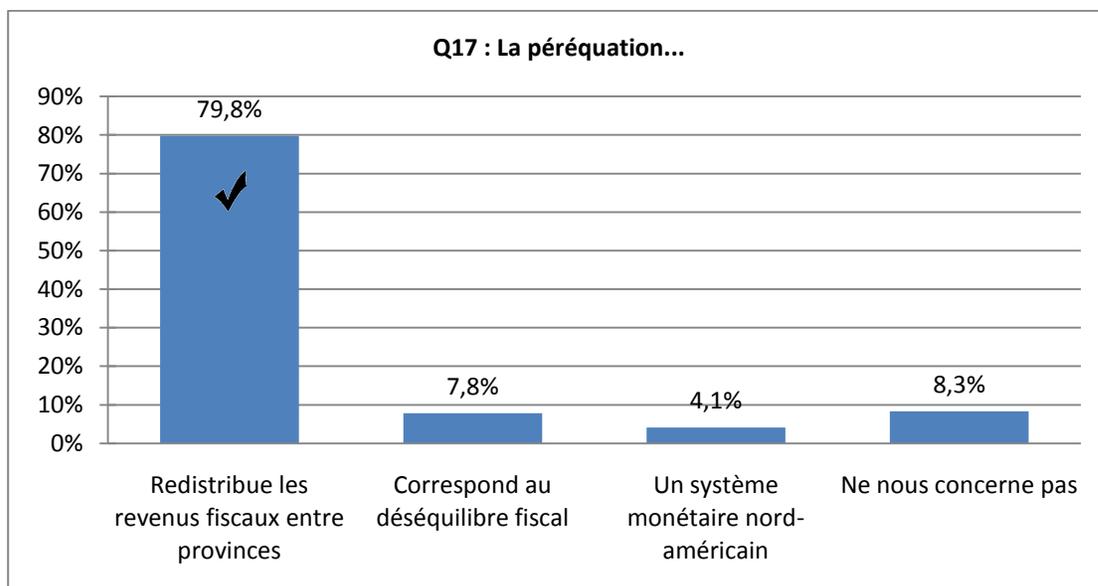


Au chapitre des concepts économiques, si le sujet de la tarification est d'actualité, seulement 36 % des répondants décrivent correctement ce mode de financement de l'État. Cependant, 48 % des répondants déclarant un revenu du ménage d'au moins 90 000 \$ (vs 34 %), 48 % des votants appuyant les libéraux au fédéral (vs 33 %), 41 % des répondants avec éducation universitaire (vs 31 %), et 38 % des francophones (vs 25 %) se démarquent des autres à ce chapitre. L'importance des deux premières variables est confirmée par notre régression probit. Les répondants avec une éducation universitaire et

ceux de langue française ont également une probabilité plus élevée de répondre correctement à cette question. Les répondants de région urbaine autre que Montréal et Québec sont moins susceptibles de répondre correctement à cette question.



Les concepts de taux de change et de péréquation sont des éléments bien maîtrisés par la population des enquêtés. 95 % des répondants avec éducation universitaire et ceux déclarant un revenu familial de 90 000 \$ et plus ont bien identifié le concept du taux de change.



Presque 88 % des hommes dans notre enquête et 72 % des femmes ont bien défini le concept de péréquation. Les membres d'un parti politique avec 92 %, les personnes de 55 ans et plus, les retraités et les personnes avec éducation universitaire avec 89 %, se démarquent également sur la question de la

péréquation. Les membres d'un parti politique et ceux certains de voter ont en moyenne une meilleure idée de la péréquation que leurs contreparties.

Selon notre analyse paramétrique (probit), il est à noter que les étudiants, les participants entre 18 et 30 ans et ceux et celles qui ont voté pour un parti spécifique à la dernière élection provinciale ont une moins grande probabilité que les autres d'avoir répondu correctement à cette question. Les hommes, les répondants de 55 et plus, ceux avec une éducation universitaire, les résidents en région urbaine autre que Montréal et Québec, et les répondants qui se déclarent certains de voter à la prochaine élection fédérale montrent une probabilité plus élevée d'identifier correctement le concept de péréquation.

Que conclure des déterminants des connaissances économiques spécifiques des Québécois?

Le tableau suivant résume quelques éléments des analyses statistiques des déterminants des connaissances économiques spécifiques des Québécois. La première colonne rapporte le pourcentage de bonne réponse à la question posée. Il y a beaucoup de variabilité dans les taux de réponses allant de 0 % à 90 %. Les taux moyens de bonnes réponses sont respectivement 33 % pour les questions sur les faits et 68 % pour les questions conceptuelles. C'est une différence importante, qui demeure même en limitant la comparaison aux questions avec choix de réponses, comme c'est toujours le cas pour les questions conceptuelles. Avec 37 % de répondants déclarant avoir utilisé l'internet pour répondre aux questions (voir Q32), il est permis de se demander s'il est plus facile d'effectuer correctement une recherche pour un concept économique de base que pour retracer correctement des faits économiques divers avec cet outil. En fait, ceci ne semble pas être le cas puisque la population des répondants déclarant ne pas avoir eu recours à l'internet offre pour les deux types de questions des taux de bonnes réponses légèrement supérieurs aux répondants ayant misé sur l'internet.

À quelques exceptions près, les régressions montrent qu'il est très difficile d'identifier des déterminants marquants pour expliquer les bonnes réponses aux questions de connaissances économiques spécifiques de notre enquête. L'analyse par régression confirme des résultats descriptifs que les répondants à revenu familial élevé avec une éducation universitaire font mieux que les autres. L'implication politique sur toutes ses formes joue aussi comme un déterminant important sur la probabilité de répondre correctement aux questions. La colonne idéologie signifie que les analyses statistiques indiquent qu'au moins une des variables liées à l'implication politique des répondants (actif au sein d'un parti, vote à l'élection fédérale prochaine, supporte un ou l'autre des partis politiques fédérales ou provinciales) est un déterminant statistiquement significatif. La colonne intérêt indique que le revenu est une variable statistiquement significative, ce qui est le cas pour plusieurs questions.

Sur les connaissances spécifiques des répondants

Questions et réponses	% de bonnes réponses	Idéologie	Intérêt
FACTUEL			
Q18a : Le pourcentage d'impôt sur le revenu payé au Québec (incluant l'impôt provincial et fédéral) qu'un couple de deux enfants avec un revenu familial de 30 000 \$ est de -4,4.*	15,0 %	√	
Q18b : Le pourcentage d'impôt sur le revenu payé au Québec (incluant l'impôt provincial et fédéral) qu'un couple de deux enfants avec un revenu familial de 60 000 \$ est de 29,5 %.*	36,6 %	√	
Q18c : Le pourcentage d'impôt sur le revenu payé au Québec (incluant l'impôt provincial et fédéral) qu'un couple de deux enfants avec un revenu familial de 90 000 \$ est de 40,8 % ⁴ .	31,7 %		√
Q18d : Le pourcentage d'impôt sur le revenu payé au Québec (incluant l'impôt provincial et fédéral) qu'un couple de deux enfants avec un revenu familial de 120 000 \$ est de 43,9 %.*	30,8 %	√	√
Q19 : Le pourcentage de personnes déclarant un revenu au Québec et payant des impôts est de 59,1 %.*	46,9 %	√	√
Q20 : La taille du déficit du budget provincial pour cette année 2009-2010 est de 4 milliards de dollars.	30,1 %		
Q21 : Les trois items les plus importants dans le budget provincial sont la santé, l'Éducation et le service de la dette.	17,0 %	N/A	N/A
Q22a : La part de la santé dans le budget lorsqu'elle est choisie comme item le plus important est de 45 %.*	33,7 %	√	
Q22b : La part de l'Éducation dans le budget lorsqu'elle est choisie comme second item le plus important est de 23 %.*	14,7 %	√	
Q22c : La part du service de la dette dans le budget lorsqu'il est choisi comme troisième item le plus important est de 10 %.*	12,7 %	√	√
Q23 : Le niveau de la dette publique brut au Québec est de 151,4 en milliards de dollars.	40,8 %	√	
Q26a : Les utilisateurs payent 16 % du coût d'un enfant à la garderie publique pour une journée.*	24,5 %	√	√
Q26b : Les utilisateurs payent 12,5 % du coût de l'éducation d'un(e) étudiant(e) à l'université pendant un an.*	27,0 %	√	
Q26c : Les utilisateurs payent 0 % du coût de l'entretien d'une route provinciale pendant un an.*	30,0 %	√	√
Q26d : Les utilisateurs payent 0 % du coût d'un rendez-vous annuel chez le médecin.*	46,2 %	√	
Q26e : Les utilisateurs payent 30 % du prix pour assister à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal.*	6,1 %	√	
Q24 : Le salaire minimum en ce moment est de 9 \$ de l'heure.	84,3 %	N/A	N/A
Q25 : La proportion des travailleurs travaillant à temps plein au Québec et gagnant le salaire minimum est de 2 %.	0,3 %		√
Q27 : Le taux de chômage au Québec en ce moment est de 9,1 %.	28,5 %	N/A	N/A
Q28 : Le principal partenaire économique du Québec est les États-Unis.	89,2 %	N/A	N/A
CONCEPTUEL			
Q15 : La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.	35,5 %	√	√
Q16 : Le taux de change est la valeur de notre monnaie dans une devise étrangère.	88,2 %	N/A	N/A
Q17 : La péréquation redistribue les revenus fiscaux entre provinces.	79,8 %	√	

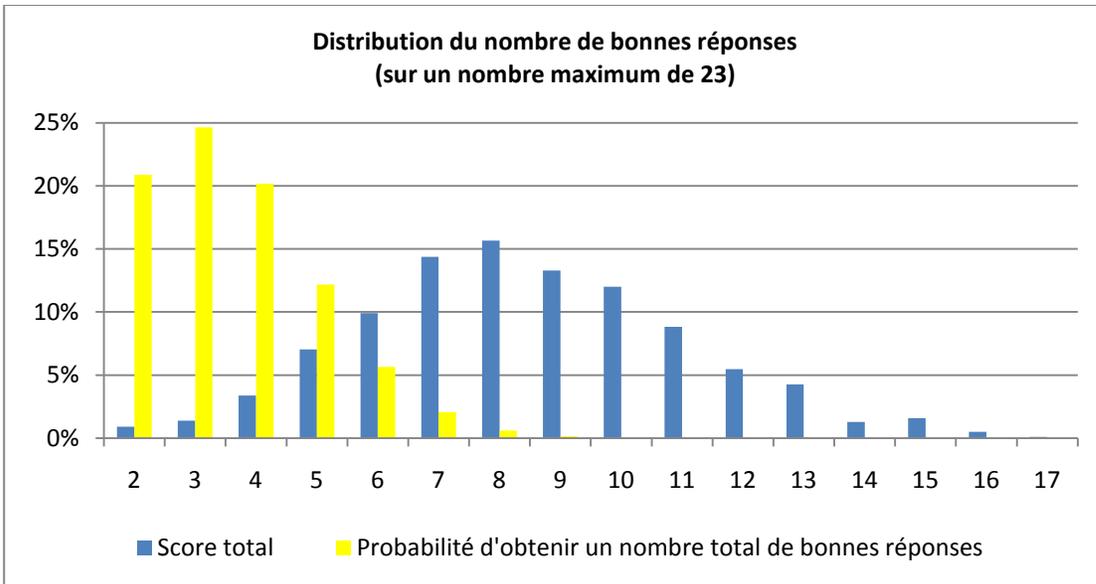
*Implique une zone de tolérance pour valider une bonne réponse
N/A pas de modèle économétrique.

Le désir de demander de l'information ne joue aucun rôle et il en est de même à une exception près pour l'intensité des sources d'information économique utilisées. Il faut rappeler que l'implication politique des répondants était une des rares variables significatives pour expliquer la demande et l'intensité d'information économique. Reconnaître avoir utilisé l'internet pour répondre au questionnaire n'augmente jamais la probabilité de trouver la bonne réponse. Que conclure de ces résultats? S'il faut admettre que certaines questions n'étaient pas faciles, on doit s'interroger si les sources d'informations économiques utilisées sont adéquates. Rendent-elles l'information plus confuse qu'autrement? On a souvent l'impression que les médias électroniques (les plus souvent mentionnés comme sources) mettent l'accent sur la polémique du sujet plutôt que sur la description et la compréhension des faits. La situation devenant alors confuse pour l'auditoire sur ce qu'est la réalité économique. Pour s'informer correctement sur les questions économiques, il semble également que l'internet ne soit pas un outil aussi facile à utiliser qu'anticipé. Sans une connaissance minimale à priori, l'internet peut nous amener sur des sites totalement inadéquats pour trouver la bonne réponse à la question posée. Une recherche typique sur un engin de recherche populaire donne rarement la réponse à la question posée, ou même un lien à un site gouvernemental où la réponse pourrait être trouvée, mais mène plus souvent à des forums de discussion où l'information n'est pas vérifiée. Rappelons que la probabilité d'identifier correctement le pourcentage de gens qui déclarent un revenu au Québec paye des impôts diminue si le répondant mentionne avoir eu recours à l'internet pour répondre au questionnaire!

3.5 Une mesure agrégée de la connaissance des répondants

Le graphique suivant montre la distribution de la performance des répondants en matière de connaissances et de concepts économiques. Cette mesure réfère aux questions Q15 à Q28. Comme discuté précédemment, une différence de plus ou moins 5 points de pourcentage relativement à la réponse correcte est retenue comme une bonne réponse pour quelques questions.

La distribution est relativement normale, mais décalée vers la droite relativement au support de la variable. La moyenne est de 8,5 bonnes réponses sur 23 questions. 86,4 % des participants répondent correctement entre 2 et 9 fois.

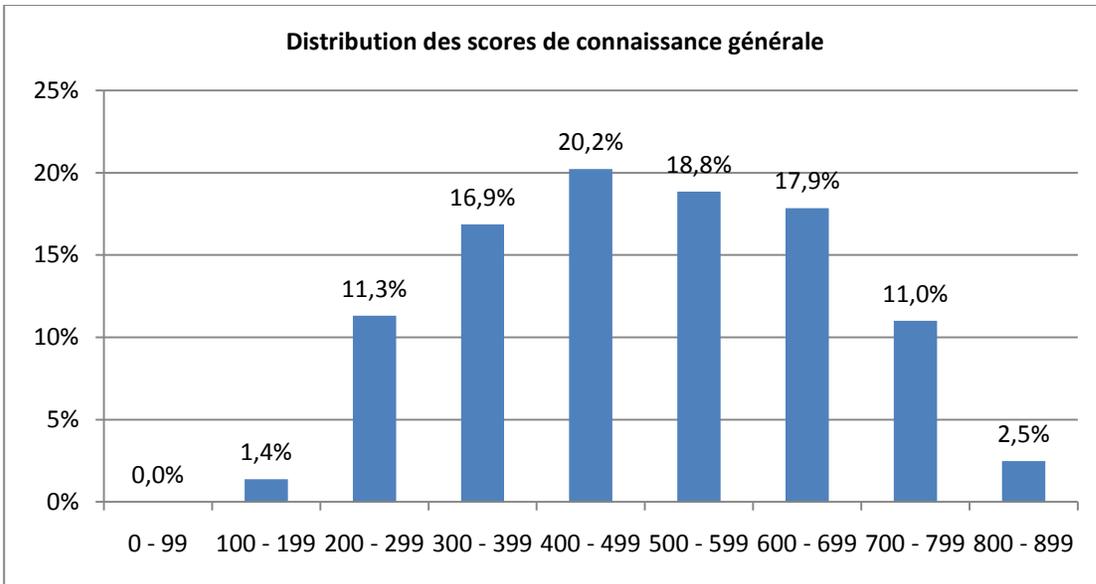


La courbe décalée vers la gauche représente la distribution des bonnes réponses sur la base de choix de réponses aléatoires des répondants⁶. La moyenne et la distribution des fréquences et celles des probabilités sont statistiquement significativement différentes⁷.

À l’instar de Blinder et Krueger (2004), nous avons construit une variable de connaissance relative des répondants. Cette variable ordonne les répondants selon leurs bonnes réponses en distinguant les questions à choix multiples des questions ouvertes. Selon la procédure retenue, un participant unique qui aurait parfaitement répondu à toutes les questions des deux groupes aurait le rang 1008 (un rang élevé signifie une plus grande connaissance économique). Comme le montre le graphique, la courbe de connaissance relative des répondants s’apparente à une distribution normale avec une moyenne de 498,15 et un écart-type de 163,96.

⁶Le calcul est le suivant: la probabilité d'obtenir un certain nombre de bonnes réponses en répondant aléatoirement aux questions sur les faits économiques est obtenue en calculant la fonction de distribution de la somme de plusieurs variables binomiales (les questions n'ayant pas toutes le même nombre de choix de réponses, ces variables binomiales n'ont pas la même probabilité). La technique utilisée est décrite dans Butler, K. and M. Stephens. (1993), "The Distribution of a Sum of Binomial Random Variables", Technical report. 467, Department of Statistics, Stanford University. Il est intéressant de contraster ces résultats avec le **Sondage La Presse-Angus Reid du 25 février 2010 sur les finances publiques (texte de Francis Vailles)**. Pour ce sondage, le taux de bonnes réponses oscille entre 22 et 35 % (44 % pour une question reliée à la hausse des droits de scolarité) sur 9 questions relativement difficiles. Par exemple : Selon vous combien "Un ticket modérateur de 25 \$ imposés aux adultes à chaque visite chez le médecin?" Choix de réponse A) 35 millions B) 75 millions C) 150 millions D) 500 millions. Toutes les questions offrent 4 choix de réponses. Donc un choix au hasard donne 25 % de bonnes réponses, ce qui n'est pas très concluant relativement aux taux observés!

⁷ Test de rang de Wilcoxon-Mann-Whitney.



En décomposant cette mesure en quartile, nous observons que les hommes sont proportionnellement deux fois plus élevés que les femmes (35 % vs 15 %) à faire partie du quartile supérieur. C'est la même situation pour les répondants avec une éducation universitaire (38 % vs 15 % pour les autres). 45 % de ceux et celles déclarant un revenu du ménage de 90 000 \$ et plus sont présents dans ce quartile. 33 % des répondants âgés de 55 ans et plus et des retraités (contre 21 % des plus jeunes et des non-retraités) et enfin 27 % des personnes certaines de voter à des élections fédérales éventuelles (vs 13 % pour les incertains se retrouvent dans ce quartile supérieur ou l'index de connaissance est supérieur à 628,59.

34 % des répondants incertains de voter à une prochaine élection fédérale, 32 % des femmes, 31 % des personnes sans éducation universitaire, 26 % des répondants avec revenus inférieurs à 90 000 \$ et 26 % de non-membre de parti politique font partie du quartile inférieur de cette mesure de connaissance économique.

Cette mesure idiosyncratique et relative de la connaissance économique globale des participants devrait s'expliquer en théorie par la demande d'information économique, le nombre de sources économiques consultées et les variables explicatives exogènes usuelles. Avec une régression par moindres carrés ordinaires, nous obtenons un R^2 corrigé de 18 % comme ajustement du modèle aux données. Plusieurs variables explicatives influencent le niveau relatif des connaissances économiques des répondants. Être de sexe masculin, âgé de 55 et plus, avoir une éducation universitaire, déclarer un revenu familial égal ou supérieur à 60 000 \$ et plus (en particulier pour les répondants avec un revenu familial égal ou supérieur à 90 000 \$, et avoir voté pour certains partis politiques à la dernière élection provinciale sont des variables qui influencent positivement le fait d'être parmi les mieux renseignés au plan économique relativement aux autres répondants de notre échantillon. Une variable intéressante est le fait d'avoir

utilisé l'internet pour répondre au sondage. La régression montre que ce facteur influence négativement notre variable relative de la connaissance économique générale des répondants! Ce résultat conforte les résultats précédents sur les connaissances économiques spécifiques validant l'idée que si on ne connaît rien d'un thème, l'internet n'est pas d'une grande utilité. La diffusion des faits ou concepts économiques de base sur l'internet n'est peut-être pas si bien organisée ou structurée relativement à ce que l'on peut croire ou espérer. Nous avons pu expérimenter d'ailleurs cette dernière possibilité en essayant de trouver à l'aide d'internet les réponses à nos questions.

Notons que les variables de demande d'information économique et du nombre de sources économiques consultées n'exercent aucune influence statistiquement significative lorsque les variables exogènes usuelles sont prises en compte⁸. Il s'agit d'un résultat similaire à ceux trouvés sur les questions de connaissances spécifiques.

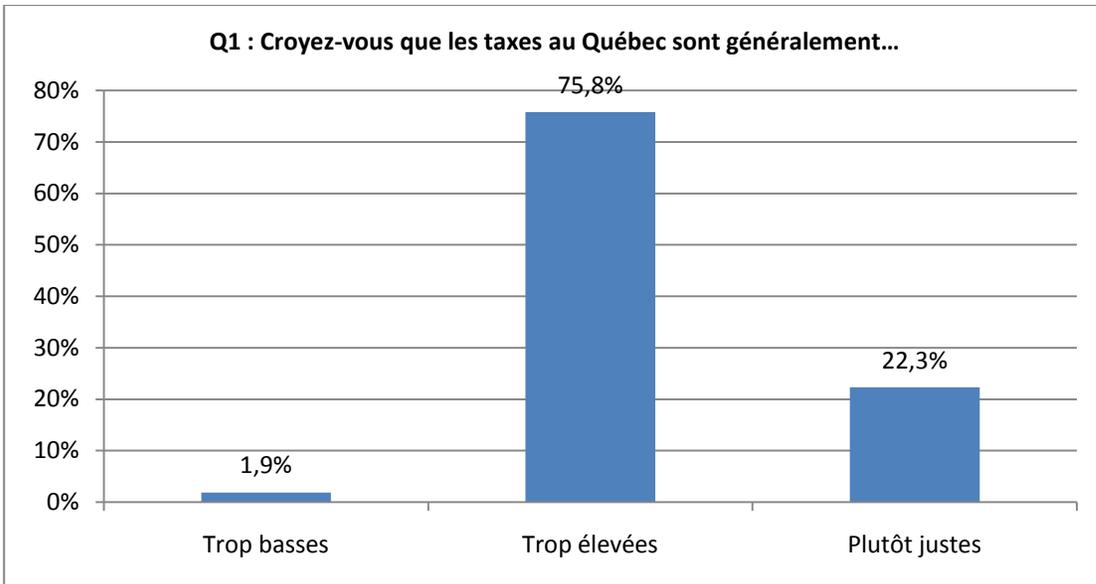
3.6 Les opinions des Québécois sur les questions économiques

Opinions touchant les finances publiques

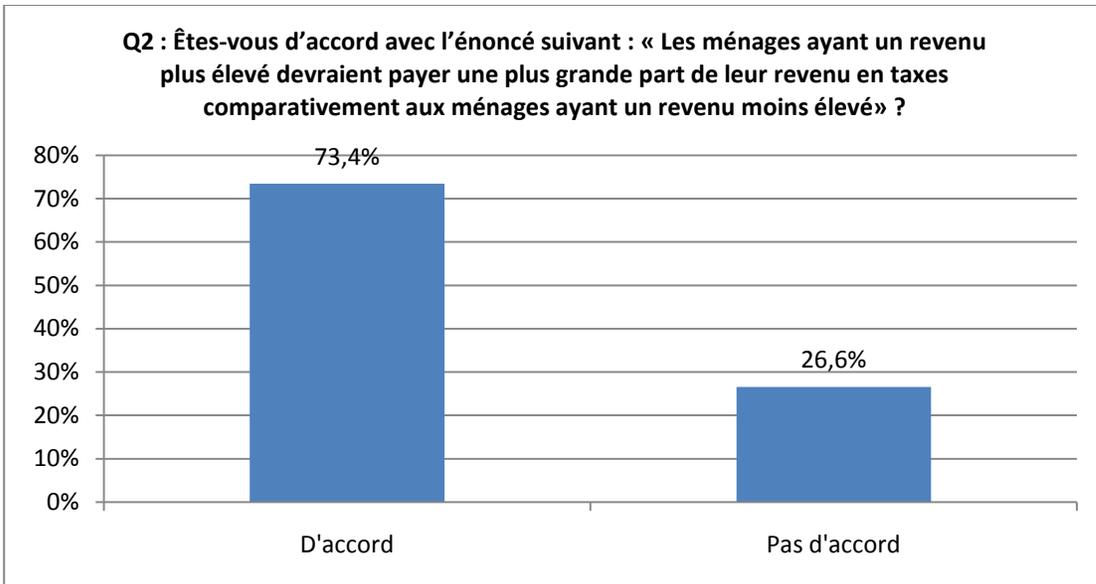
Une importante majorité des répondants (76 %) estiment que le niveau de taxes est trop élevé au Québec. Des différences significatives sont, par ailleurs, observées entre groupes. Les répondants avec éducation universitaire ne sont que 66 % (contre 83 % pour les autres) à partager cet avis. Par ailleurs, 90 % des personnes refusant de déclarer leurs revenus du ménage (elles sont 96) partagent l'opinion d'un niveau de taxes trop élevé au Québec. Partageant également cet avis : 87 % des répondants anglophones (73 % pour les autres), 77 % des participants possédant au moins une auto (vs 66 % pas de voiture), 86 % pour les votants pour un parti spécifique au fédéral (74 % pour les autres), 90 % des personnes incertaines de voter (vs 73 % des certaines) et 77 % de non-membres de parti politique (vs 77 % de membre).

Une infime minorité est d'avis que les taxes sont trop basses.

⁸ La régression de la connaissance relative générale des répondants sur l'intensité de la demande de connaissances économiques, et l'intensité des sources consultées plus une constante donne un R^2 de 0,006.

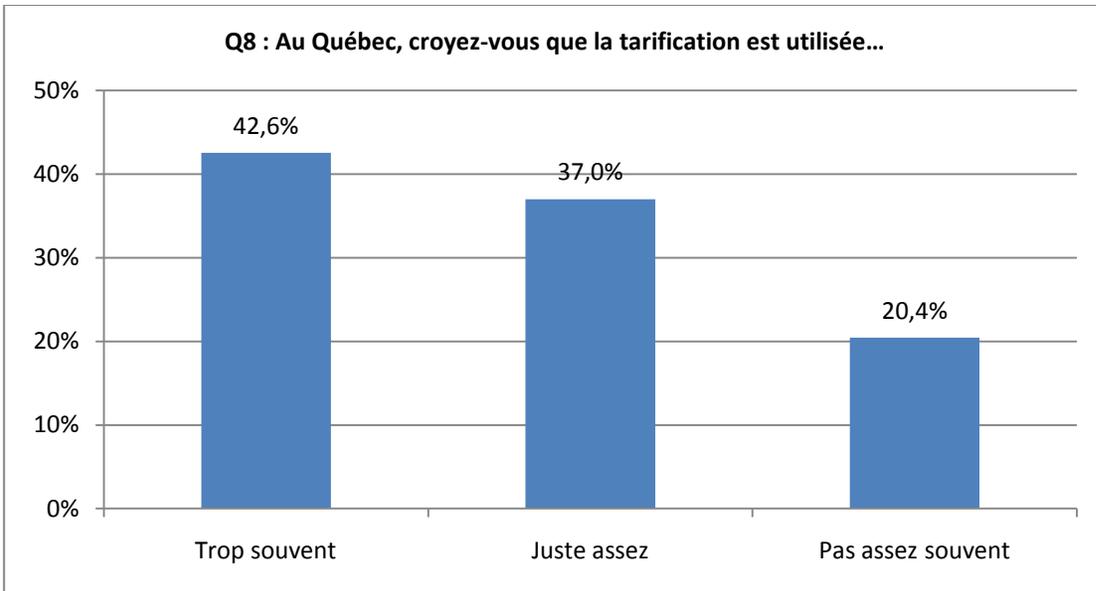


Une régression de type probit (1 si les taxes sont trop élevées; 0 autrement) ajoute des précisions sur les caractéristiques des répondants pour différencier leur opinion sur le niveau des taxes au Québec. Les résultats montrent que la probabilité de considérer les taxes au Québec comme généralement trop élevées décroît relativement au répondant moyen pour les répondants âgés de 18-31 ans, avec éducation universitaire, de langue maternelle française, qui se déclarent certains de voter à une prochaine élection fédérale, désirant plus d'informations économiques et avec un niveau relativement plus élevé de connaissances économiques générales. Par ailleurs, cette probabilité croît avec les répondants qui n'ont pas révélé leurs revenus de ménage, ceux qui voteraient pour un parti spécifique à une prochaine élection fédérale, qui ont voté pour un parti donné à la dernière élection provinciale, et qui ont correctement identifié le pourcentage de Québécois qui paient des impôts sur leurs revenus.



Près des trois quarts des répondants sont d'accord avec la progressivité de l'impôt sur le revenu. Les répondants qui n'ont pas de voiture se démarquent avec 90 % d'appui avec cet énoncé. 77 % des répondants avec un enfant appuie aussi cette notion. Par ailleurs, ils ne sont qu'à 61 % des propriétaires de compagnie, 60 % pour les répondants appuyant un parti spécifique fédéral et les personnes déclarant un revenu familial de 90 000 \$ et plus pour appuyer cette proposition. Les répondants moins susceptibles d'appuyer cette proposition s'identifient selon notre analyse économétrique (probit) avec des revenus de 60 000 \$ et plus ou qui n'ont pas révélé leur revenu familial, les propriétaires d'une compagnie ou qui voteront pour un parti spécifique à la prochaine élection fédérale.

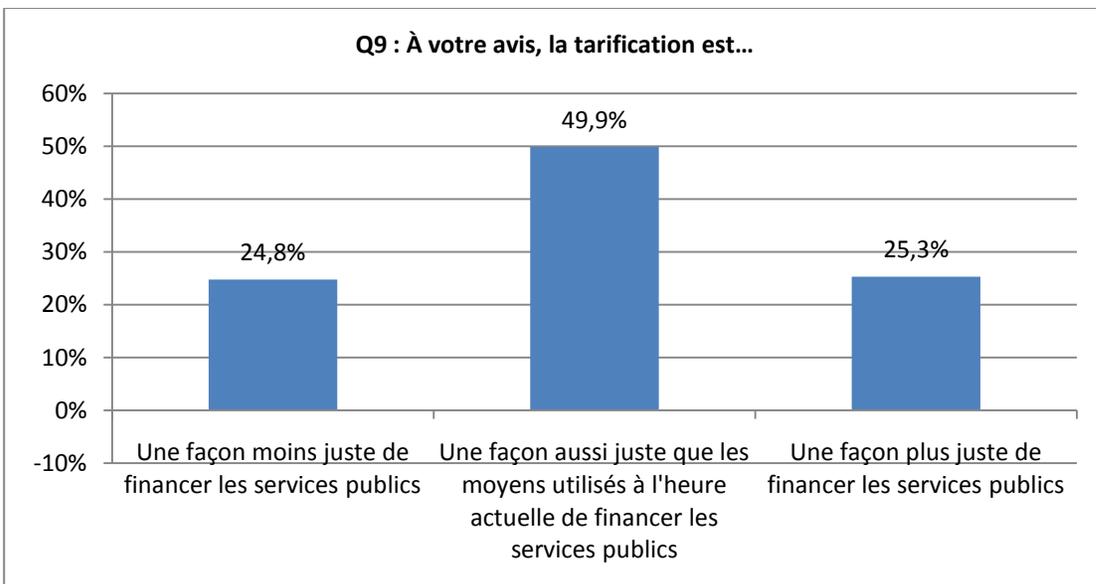
Les opinions sur la tarification comme moyens utilisés pour financer les dépenses publiques et sur son caractère équitable sont nuancées.



Les répondants qui déclarent être incertains de voter à une prochaine élection fédérale sont 57 % à croire que la tarification est trop souvent utilisée au Québec.

Les répondants avec un revenu familial supérieur à 60 000 \$ considèrent à 34 % que la tarification n'est pas assez souvent utilisée contre 45 % pour les autres.

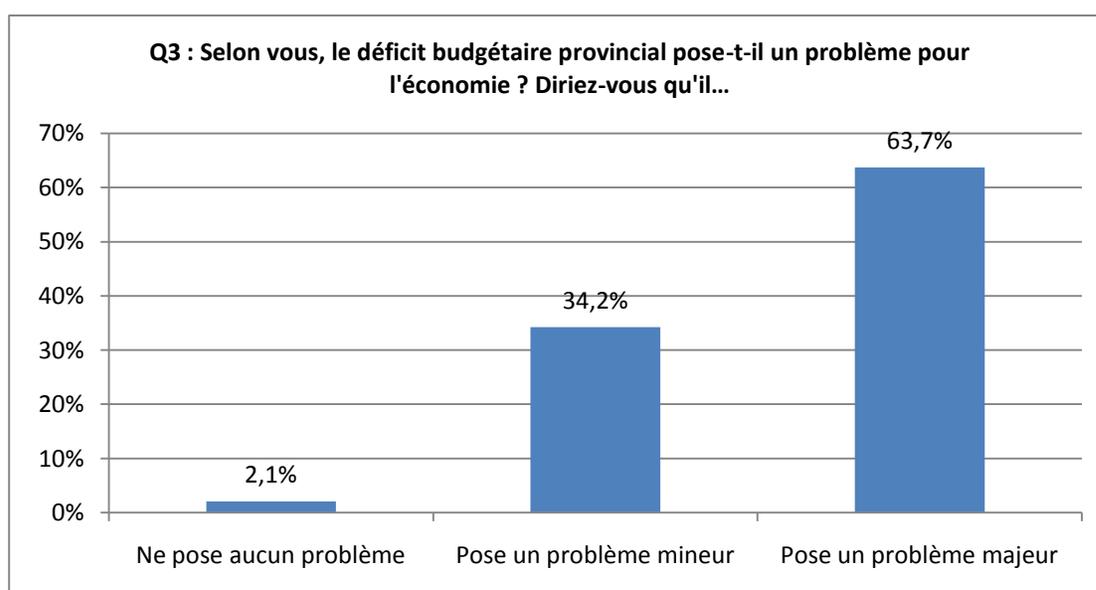
Un probit ordonné (0 = trop, 1 = juste, 2 = pas assez) montre que les étudiants jugent que nous avons trop recours à la tarification, alors que ce n'est pas assez pour ceux certains de voter à la prochaine élection fédérale. Les répondants avec de meilleures connaissances économiques générales et ceux qui ont bien identifié la tarification comme l'utilisateur-payeur trouvent également que nous n'avons pas suffisamment recours à la tarification des services publics.



Presque 25 % des répondants partagent l'avis que la tarification est une façon moins juste de financer les services publics. Il n'y a pas de différence significative selon les groupes.

Par ailleurs, 41 % des répondants avec un revenu familial de 90 000 \$ et plus considèrent la tarification comme un moyen plus juste pour financer les services publics. Ils sont 27 % de cet avis parmi les répondants qui se déclarent certains de voter à la prochaine élection fédérale (vs 15 % pour les incertains). 32 %, des hommes, 26 % des répondants ne demeurant à la maison la journée entière et 36 % des votants pour un parti spécifique à la dernière élection provinciale partagent cette opinion.

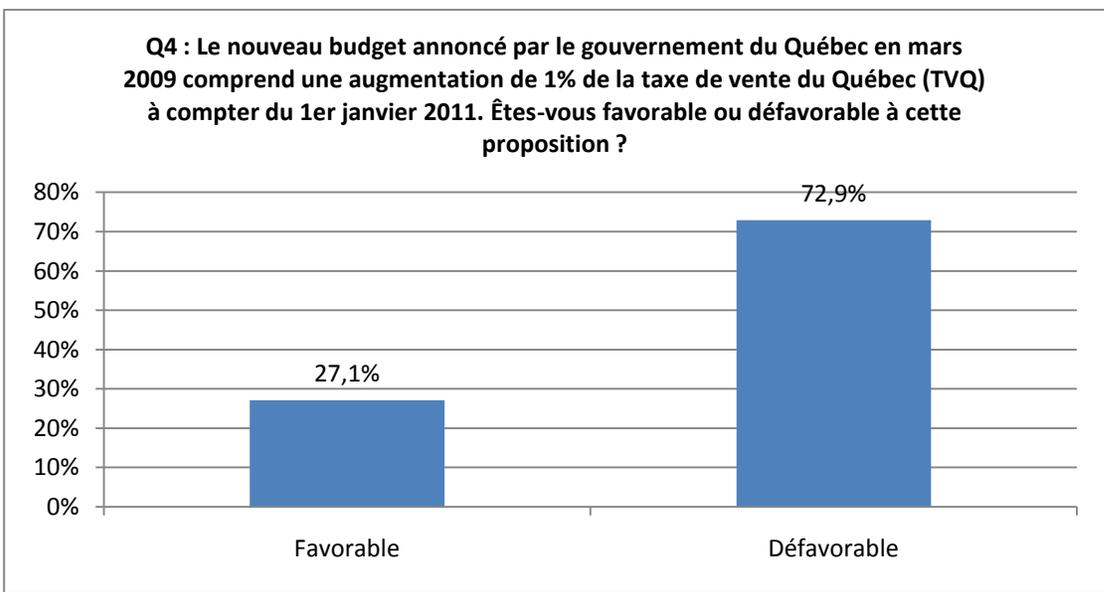
Un probit ordonné (0 = moins juste, 1 = aussi juste, 2 = plus juste) montre que les hommes et les répondants avec des revenus de ménage de 90 000 \$ et plus, ceux qui ont voté pour certains partis spécifiques à la dernière élection provinciale, et qui ont identifié correctement la définition de la tarification montrent une probabilité plus élevée de considérer la tarification comme une formule plus juste de financement des services publics. La formule apparaît moins juste pour les répondants avec une plus grande intensité de sources d'informations économiques.



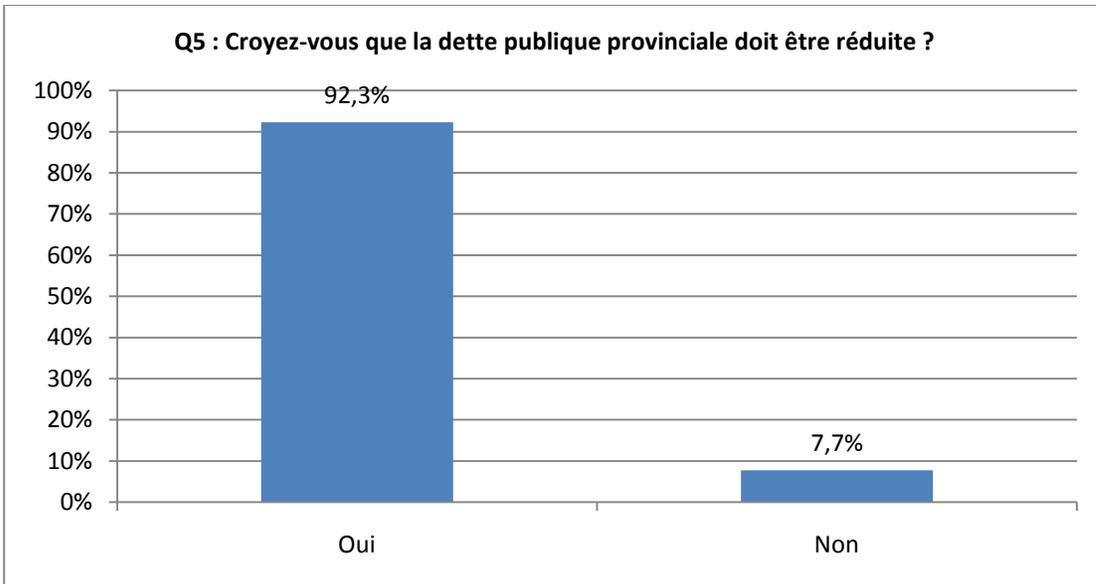
Près de 65 % des répondants (72,5 % pour les répondants ayant votés pour un parti spécifique à la dernière élection provinciale jugent que le déficit budgétaire est un problème majeur. Par contre, 66 % des répondants de plus de 30 ans et 55 % des votants pour un parti spécifique à une prochaine élection fédérale jugent que ce déficit budgétaire ne pose pas un problème majeur.

Qui sont plutôt d'avis contraire? L'analyse économétrique (probit : 1 si pas de problème majeur; 0 autrement) identifie les jeunes de 18 à 30 ans, les votants pour un parti particulier lors de la dernière élection provinciale et ceux qui ont correctement identifié l'ampleur du déficit 2009-10 comme

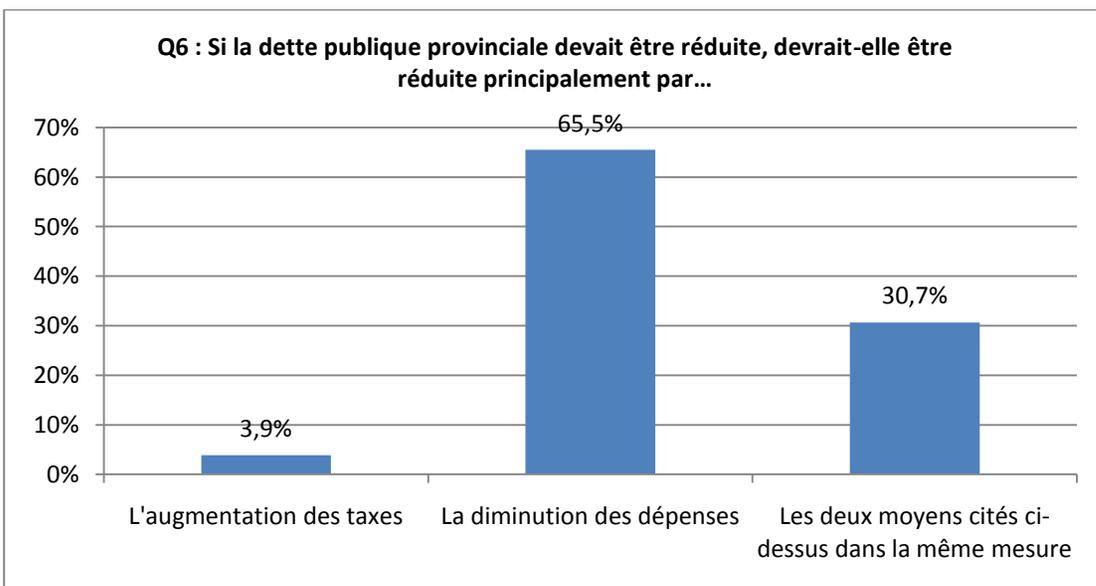
présentant une probabilité plus élevée que la moyenne de considérer le déficit budgétaire provincial comme un problème mineur. À l’opposé, les retraités et les mieux informés au niveau des connaissances économiques générales sont moins susceptibles de partager cette opinion.



Seulement 27 % des répondants sont favorables à la hausse de 1 % de la taxe de vente annoncée au budget de 2009. Parmi les personnes supportant cette hausse (plus de 34 %), on retrouve les diplômés universitaires. 45 % des membres d’un parti, 41 % de ceux et celles déclarant un revenu familial de 90 000 \$ et plus, 38 % des retraités, 36 % des hommes, 30 % des personnes certaines de voter à une prochaine élection fédérale, 30 % des francophones et 21 % de ceux âgés entre 31 et 54 ans appuient cette hausse. Notre régression de type probit indique que les répondants plutôt favorables à l’augmentation de la taxe de vente de 1 % sont des hommes, âgés entre 18-30 ans, de langue française, retraités, avec des revenus de ménage supérieurs à 90 000 \$ et plus, certains de voter à la prochaine élection fédérale, affichant un désir plus élevé d’informations économiques et avec de meilleures connaissances économiques générales. S’ils ont par ailleurs bien identifié la valeur du déficit provincial et sont mariés ou conjoints de fait, la probabilité de favoriser l’augmentation de la taxe de vente de 1 % est moins élevée chez ces répondants.



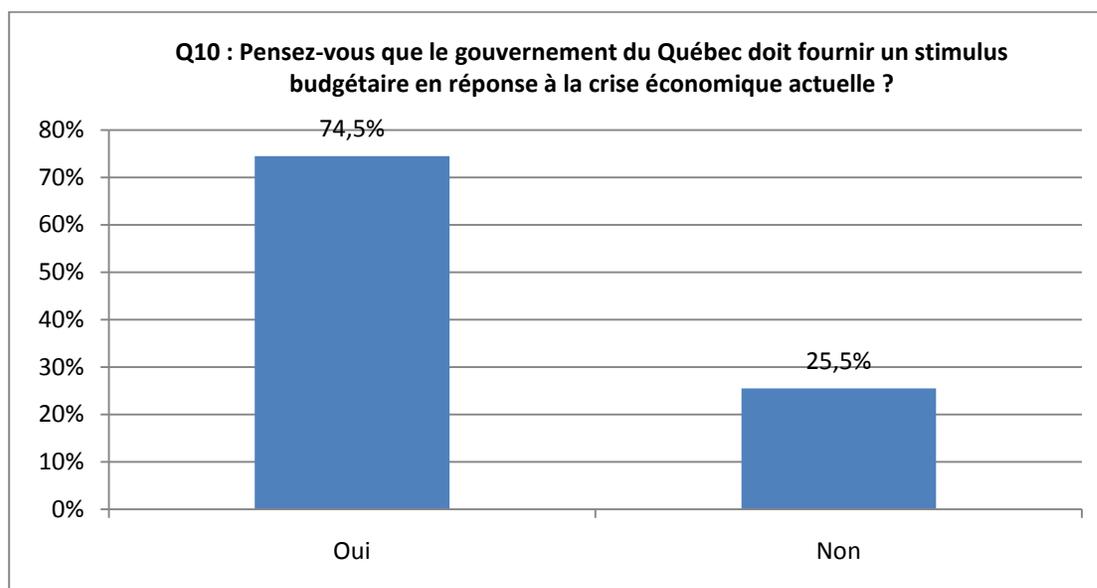
Plus de 90 % des personnes sondées estiment que la dette publique provinciale doit être réduite. Il n’y a aucune différence entre les groupes.



Pour 65,5 % des répondants, l’objectif de réduction de la dette doit être atteint par la réduction des dépenses. Quelques groupes de répondants se distinguent de cette moyenne globale : 44 % des répondants participants à un parti politique (vs 67 % des non-membres), 76 % des personnes incertaines de voter à une prochaine élection fédérale (vs 64 % des personnes certaines), 67 % de ceux possédant au moins une d’auto (vs 55 % si pas d’auto, 72 % des personnes sans éducation universitaire (vs 57 % si éducation universitaire), 70 % des mariés ou conjoints de fait (vs 58 % les autres) et 71 % des femmes contre 60 % des hommes soutiennent cette proposition.

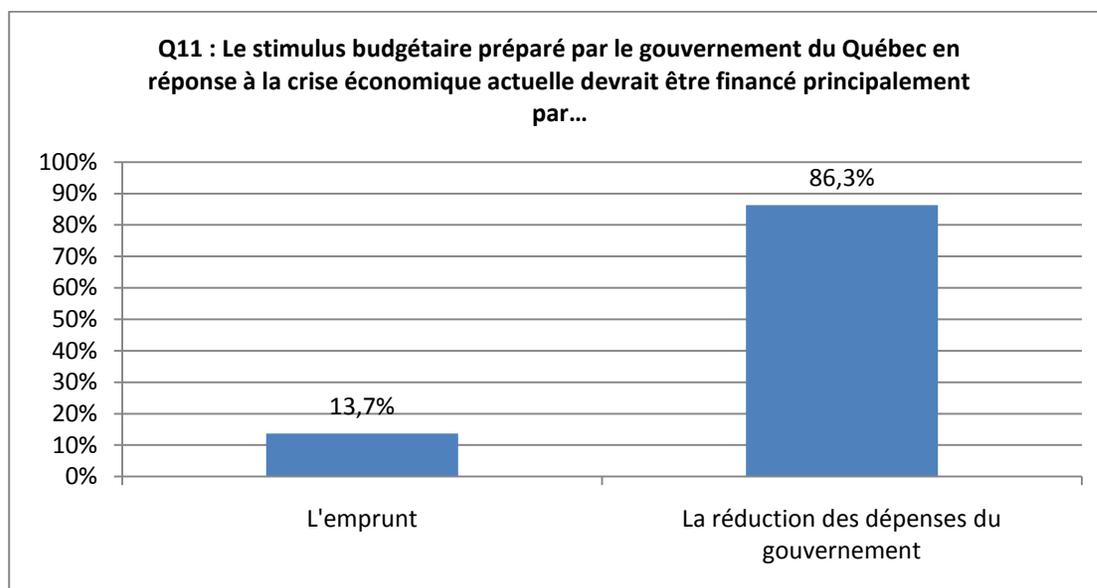
31 % des répondants suggèrent de combiner des hausses de taxes et une réduction des dépenses pour réduire la dette publique provinciale. Les répondants avec éducation universitaire, les membres de parti politique et ceux et celles associés à certains partis politiques lors de la dernière élection provinciale sont favorables à cette combinaison de hausse de taxes et de réduction des dépenses.

L'analyse économétrique (probit : 1 si diminution des dépenses; 0 autrement) visant à identifier les déterminants de la réduction des dépenses comme seule mesure acceptable pour réduire la dette publique provinciale est une proposition moins susceptible d'être soutenue par les hommes, les personnes avec éducation universitaire, les travailleurs à temps partiel, les retraités, les personnes au foyer, les répondants avec un revenu du ménage dans la fourchette 60 000 \$ et 90 000 \$, ceux impliqués dans un parti politique, ceux souhaitant avoir plus d'informations économiques, et qui ont davantage de connaissances économiques générales. Par ailleurs, les répondants avec les caractéristiques suivantes ont une plus grande probabilité de soutenir cette proposition : les personnes en couple, les votants d'un parti politique particulier à la dernière élection provinciale, et ceux et celles qui sont d'avis que la dette provinciale doit être réduite.



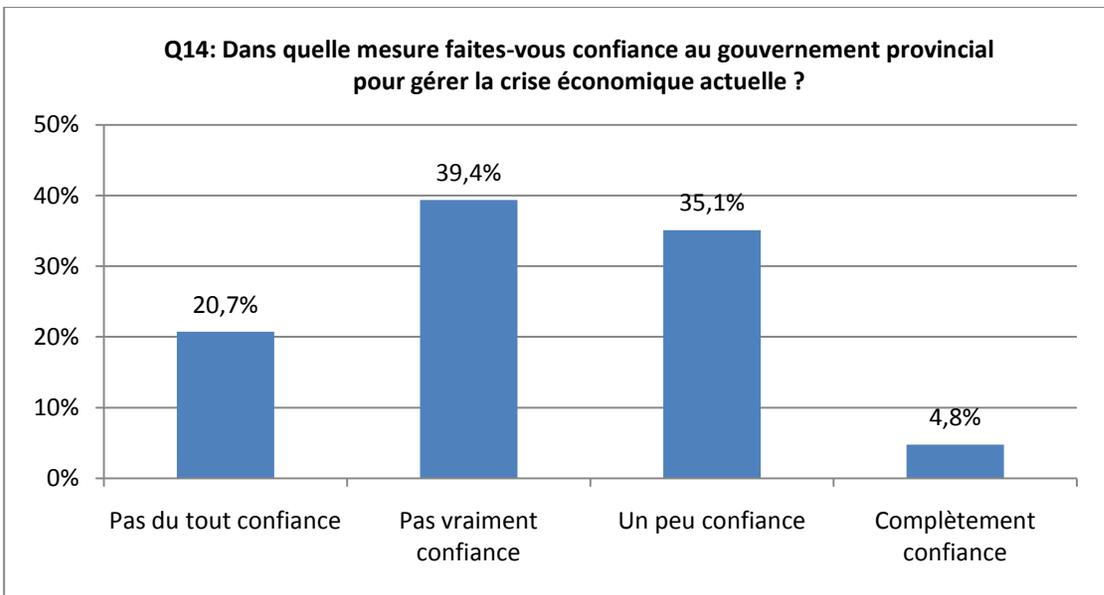
74,5 % des répondants invitent le gouvernement du Québec à fournir un stimulus budgétaire. Ils sont plus de 82 % chez les femmes à appuyer cette idée contre seulement 67 % chez les hommes. 80,6 % des répondants s'identifiant à un parti politique spécifique provinciale supportent cette politique contre 63 % pour les répondants associés à un autre parti. Seulement 68 % des répondants avec éducation universitaire contre 79 % des non-universitaires ont répondu oui. Les francophones, ceux avec des revenus inférieurs à 90 000 \$ et les personnes au foyer sont de l'avis que le gouvernement doit fournir un stimulus budgétaire pour répondre à la crise.

Cependant, on souhaite que ce stimulus budgétaire soit réalisé par le biais d'une réduction des dépenses gouvernementales. Pour les économistes professionnels, ce type de réponse peut paraître paradoxal comme mesure de politique économique stimulante en période de crise économique. Mais relativement à l'emprunt qui est l'autre choix offert pour soutenir ce stimulus, les répondants semblent opter pour le pari qu'ils sont mieux placés pour relancer eux-mêmes l'économie si la réduction des dépenses conduit éventuellement à la réduction des taxes et des impôts.



Les membres d'un parti politique appuient l'emprunt à plus de 32 % suivi des répondants avec une éducation universitaire et de ceux qui ne possèdent pas d'auto à 22 %. 19 % des hommes contre 7 % des femmes déclarent que l'emprunt est la bonne réponse.

Parmi les 74,5 % des répondants qui croyaient que le gouvernement du Québec devait fournir un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique (Q10), plusieurs groupes se différencient des 86,3 % des répondants qui favorisent la réduction des dépenses du gouvernement. Les femmes privilégient cette option à 92 % contre 77 % pour les hommes. Cette proportion tombe à 73 % pour les répondants parmi le quartile de connaissance économique générale le plus élevé. Les membres d'un parti politique ne sont que 66 % à privilégier cette option contre 87 % pour les autres.



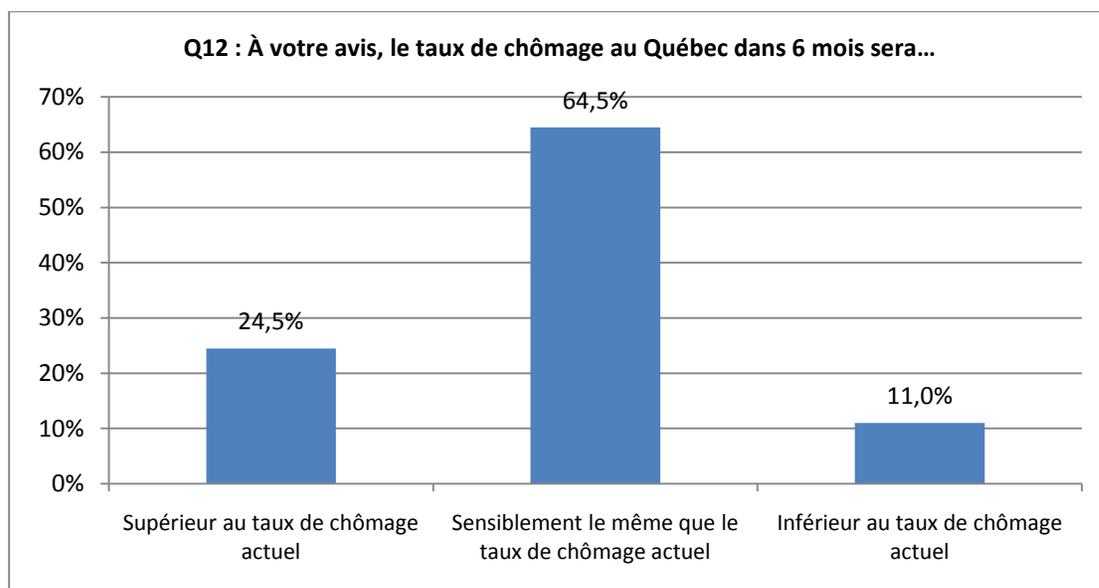
Il faut noter que trois répondants sur cinq ne font pas confiance au gouvernement provincial pour gérer la crise économique actuelle. Cette proportion atteint 76 % pour les répondants sans emploi, mais tombe à 58 % chez les répondants certains de voter à une prochaine élection fédérale, et à respectivement 34 % et 37 % chez ceux et celles identifiés à un parti fédéral donné et un parti provincial donné. Les partisans d'un parti politique spécifique fédéral et au provincial expriment également leur manque de confiance à hauteur respectivement de 69,6 % et 71 %.

Comment se décline cette situation de confiance pour les 74,5 % des répondants qui croyaient que le gouvernement du Québec devait fournir un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique (Q10). De fait, les proportions ne sont pas très différentes de celles observées pour l'ensemble des répondants avec respectivement 18 % qui n'ont pas du tout confiance, 39,4 % pas vraiment confiants, 36,2 % un peu confiant, et 5,6 % qui sont complètement confiants. Les sans-emplois sont 30 % à se déclarer n'avoir aucune confiance au gouvernement provincial. À l'autre extrémité, les membres de deux partis politiques fédéraux sont respectivement à 16,5 % à déclarer leur confiance totale.

Un probit ordonné (0 = pas du tout confiant, 1 = pas vraiment confiant, 2 = un peu confiant, 3 = complètement confiant) offre un éclairage complémentaire pour expliquer l'opinion des répondants relativement envers leur confiance au gouvernement pour gérer la crise économique. Les répondants en couple, les sans-emplois et ceux consultant plusieurs sources d'information économique sont davantage susceptibles de se retrouver dans la catégorie d'aucune confiance envers le gouvernement. À l'autre extrémité, la probabilité d'exprimer une complète confiance au gouvernement se retrouve parmi les répondants avec éducation universitaire, de langue française maternelle, et ayant voté pour un parti

spécifique à la dernière élection provinciale. Notons que les répondants ayant exprimé le désir de voir intervenir le gouvernement sur la crise financière ont une probabilité plus forte de se retrouver dans cette catégorie de pleine confiance.

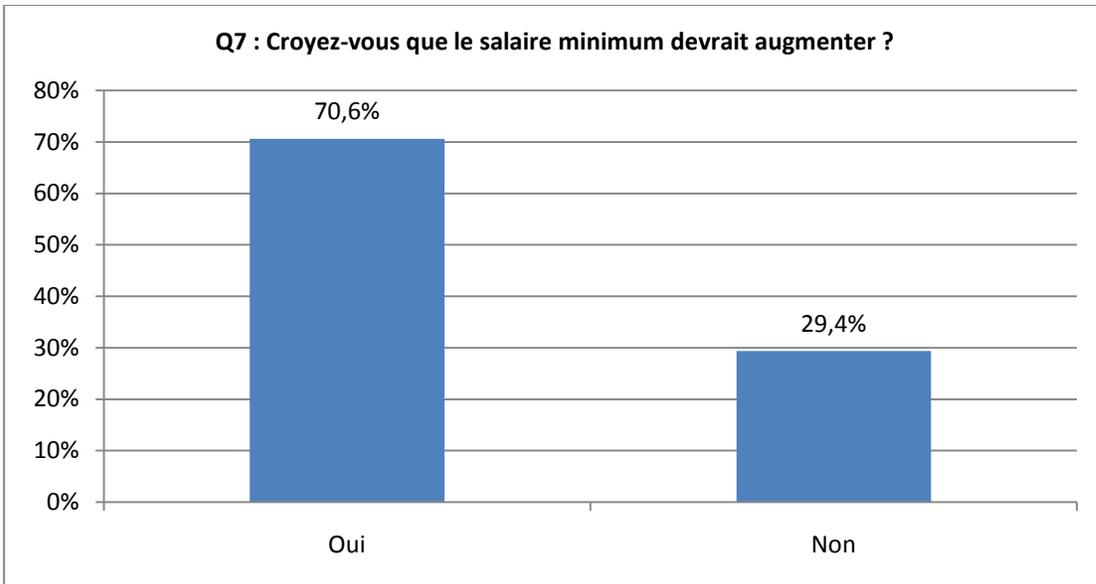
Opinions touchant les rouages de l'économie



Les deux tiers des Québécois sont d'avis que le taux de chômage prévisible dans six mois ne bougera pas relativement à la situation actuelle.

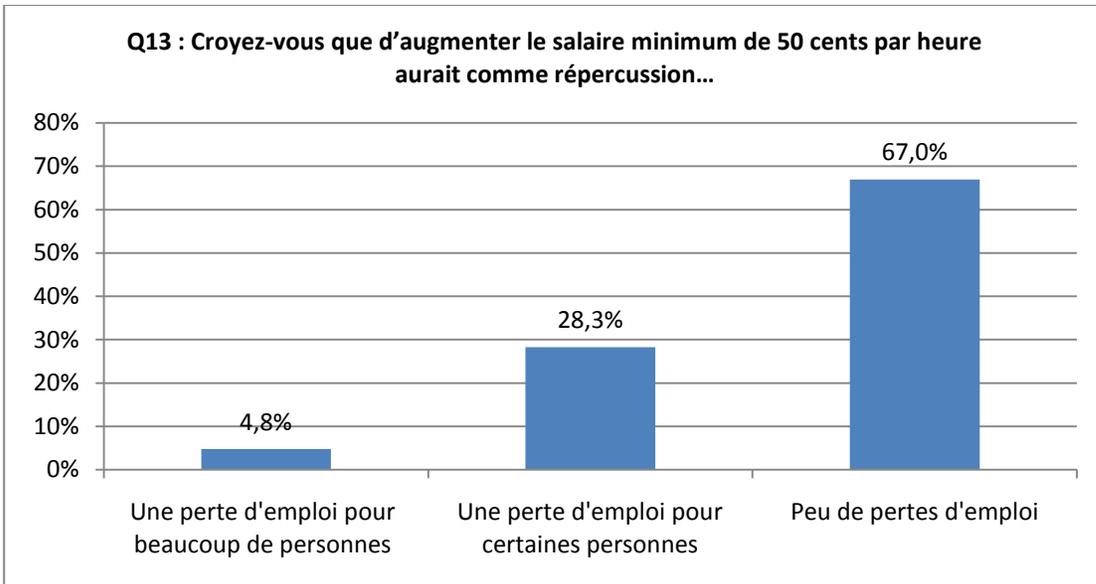
Par ailleurs, 35 % des sans-emplois sont d'avis que le taux de chômage sera supérieur dans 6 mois. L'opinion d'un taux de chômage qui serait supérieur dans le temps varie avec le niveau général de connaissances économiques.

Plus de 70 % des répondants soutiennent les hausses du salaire minimum et une proportion comparable de répondants estime que l'effet d'une hausse du salaire minimum cause peu de pertes d'emploi.



Plusieurs groupes particuliers se distinguent de la moyenne appuyant la hausse du salaire minimum. C'est le cas des femmes à 77 % (64,5 % pour les hommes), des non-proprétaires à 78,5 % (65 % pour les propriétaires), des répondants sans automobile à 80,5 %, des travailleurs à temps partiel à 80,5 %, des personnes au foyer à 82 %, des sans emploi à 85 % et des non-proprétaires de compagnie à 72 % (61 % si propriétaire). Les partisans d'un parti politique donné sur la scène provinciale ne sont, par ailleurs, que 57,5 % à partager cette opinion. Les votants de deux partis politiques au fédéral ne sont que 53 % (vs 73 %) et 72 % (vs 62 %) respectivement à croire que le salaire minimum devrait augmenter.

L'analyse économétrique (Probit : 1 = supporte la hausse du salaire minimum : 0 = autrement) corrobore plusieurs de ces résultats. Les sans-emplois présentent une plus grande probabilité de supporter cette hausse que les travailleurs. Les hommes, les votants appuyant un parti politique donné à une prochaine élection fédérale et les répondants ayant voté pour un parti spécifique à la dernière élection provinciale ont une probabilité moins élevée d'appuyer la hausse du salaire minimum.



Des répondants appuyant deux partis politiques fédéraux et un parti politique provincial spécifique à 58 % sont proportionnellement moins nombreux que la moyenne de 67 % des répondants à valider le résultat que d'augmenter le salaire minimum de 50 cents par heure causerait peu de pertes d'emploi. Il en est de même pour les retraités. En revanche, les francophones et personnes au foyer sont plus nombreux que la moyenne à penser qu'il y aurait peu de pertes d'emploi si augmentait le salaire.

Lorsque l'on restreint cette question aux 70,6 % des répondants qui trouvent que le salaire minimum devrait augmenter, alors 74,9 % d'entre eux croient que l'augmentation du salaire minimum de 50 cents causerait peu de pertes d'emploi.

Une analyse économétrique de l'opinion que la hausse du salaire minimum causerait peu de pertes d'emploi (Probit : 1 si peu de pertes d'emplois; 0 autrement) est susceptible d'être moins soutenue chez les répondants de 18-30 ans, les retraités, ceux ayant voté pour un parti particulier à la dernière élection provinciale et qui expriment une demande élevée d'information économique. Les répondants de langue française, avec un revenu familial entre 60 000 \$ et 90 000 \$, ceux affirmant vouloir voter à la prochaine élection fédérale et qui sont favorables à une hausse du salaire minimum⁹ montrent une probabilité plus élevée de soutenir cette opinion.

⁹ Cette dernière variable pourrait être corrélée avec le résidu de la régression probit. Il n'est pas évident, par ailleurs que l'on dispose de bons instruments pour corriger le caractère endogène de la variable. Notons que la régression sans cette variable donne des résultats comparables pour la majorité des variables statistiquement significatives.

Que conclure des déterminants sur les opinions des Québécois sur des sujets économiques d'importance?

Déterminants sur les opinions des Québécois sur des sujets économiques d'importance

Les opinions sollicitées	% support	Idéologie	Intérêt	Connaissance
Q5 : La dette publique provinciale doit être réduite.	92,3 %	N/A	N/A	N/A
Q11 : Stimuler l'économie pour contrer la crise actuelle par la réduction des dépenses gouvernementales.	86,3 %	N/A	N/A	N/A
Q1 : Les taxes au Québec sont très élevées.	75,8 %	✓	✓	✓
Q10 : Fournir un stimulus budgétaire pour contrer la crise économique	74,5 %	N/A	N/A	N/A
Q2 : Revenu plus élevé signifie taxes plus élevées	73,4 %	✓	✓	
Q4 : Défavorable à l'augmentation de 1% de la TVQ.	72,9 %	✓	✓	✓
Q7 : Favorable à l'augmentation du salaire minimum	70,6 %	✓		✓
Q13 : Hausse de 50 cents du salaire minimum causera peu de pertes d'emploi.	67 %	✓	✓	
Q6 : Réduire la dette publique provinciale par la diminution exclusive des dépenses	65,5 %	✓	✓	✓
Q12 : Taux de chômage inchangé dans 6 mois.	64,5 %	N/A	N/A	N/A
Q3 : Déficit budgétaire provincial pose un problème majeur	63,7 %	✓	✓	✓
Q14 : Pas confiance au gouvernement pour gérer la crise économique	60,1 %	✓		
Q9 : Tarification : un mode de financement de l'État aussi juste que les autres	49,9 %	✓	✓	✓
Q8 : Tarification est utilisée trop souvent	42,6 %	✓		✓

La colonne idéologie signifie que les analyses statistiques indiquent qu'au moins une des variables liées à l'implication politique des répondants (actif au sein d'un parti, vote à l'élection fédérale prochaine, supporte un ou l'autre des partis politiques fédérales ou provinciales) est un déterminant statistiquement significatif. La colonne intérêt indique que le revenu est une variable statistiquement significative, ce qui est le cas pour plusieurs questions. La colonne connaissance couvre la connaissance spécifique et générale des répondants.

Ce qui est frappant du tableau résumant les déterminants des opinions des Québécois sur différentes questions économiques et socio-économiques de notre sondage est d'observer la forte majorité des consensus en général. On note même une majorité des deux tiers, souvent considérée comme très stable, sur 8 des 14 opinions sollicitées. Somme toute, il n'y a que les deux questions reliées à la tarification où une certaine forme de dissension entre répondants s'exprime.

Contrairement à l'étude de Blinder et Krueger où l'idéologie dominait les opinions, les intérêts et les connaissances exercent également une influence significative sur les opinions des Québécois sur des questions économiques et socioéconomiques d'importance¹⁰.

4. Conclusion générale

Devrait-on être optimiste ou pessimiste devant les résultats de notre sondage? Un point positif est très certainement le fort désir des Québécois de connaître et de comprendre davantage les rouages de l'économie alors que 83,9 % des répondants seraient personnellement intéressés à regarder une émission de télévision qui aurait pour objectif d'expliquer la manière dont fonctionne l'économie. Il est opportun de rappeler que la télévision est sans conteste la principale source d'information économique identifiée comme telle par 87,7 % des répondants.

Sur le plan des connaissances économiques, les Québécois ne se distinguent pas particulièrement des Américains selon une étude comparable avec environ un tiers de bonnes réponses. Le principal facteur de connaissance est comme pour l'étude américaine l'implication politique des répondants sous une forme ou sous une autre. Par ailleurs, au niveau des faits, plusieurs Québécois connaissent très mal l'importance relative des programmes publics et qui paie quoi de ces programmes. À titre d'exemple, 30 % des répondants sont d'avis que les coûts administratifs sont parmi les trois postes budgétaires les plus importants du gouvernement et 50 % d'entre eux croient que ces coûts représentent 25 % et plus du budget total, alors que le pourcentage réel est de 4 %. La situation sur l'environnement montre une surestimation moyenne de 16 fois l'importance relative de ce poste budgétaire selon 20 % de notre échantillon. Malgré tout le débat sur la santé et le ticket modérateur, il est assez étonnant que seulement 46,2 % reconnaissent la gratuité d'un rendez-vous annuel chez le médecin. 70 % des répondants

¹⁰ Il est intéressant de comparer quelques résultats de notre sondage à ceux obtenus du sondage Léger Marketing pour le compte de TVA et Journal de Montréal réalisé le 29 septembre 2009. Le sondage portait sur les perceptions des Québécois à l'égard des augmentations de tarifs des services gouvernementaux. Réalisé par internet, le sondage a rejoint de 500 personnes. Sur des questions relativement comparables, ce sondage montre que 70 % des répondants se disaient préoccupés par le retour au déficit (**63,5 % de nos répondants mentionnent que le déficit budgétaire provincial pose un problème majeur**); 64 % des Québécois attribuent le retour au déficit à la mauvaise gestion gouvernementale (**60,1 % de nos répondants déclarent ne pas faire confiance au gouvernement pour gérer la crise actuelle**); selon 65 % des Québécois, les hausses des tarifs gouvernementaux sont un moindre mal comparativement à des hausses d'impôts sur le revenu (**49,9 % de nos répondants pensent que la tarification est un moyen de financement de l'État aussi juste que les autres**). Selon le Sondage La Presse-Angus Reid du 25 février 2010 sur les finances publiques (texte de Francis Vailles), 70 % sont d'accord avec l'utilisateur payeur confrontés avec l'alternative où tous devraient avoir un accès gratuit payé par l'ensemble (30 %).

surestiment la contribution d'un usager à l'entretien d'une autoroute donnée, et 19,2 % des répondants croient qu'une personne assistant à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal paie plus de 90 % du coût de l'évènement alors que ce pourcentage est environ 30 %.

Le désir de demander de l'information ne joue aucun rôle et il en est de même à une exception près pour l'intensité des sources d'information économique utilisées pour expliquer le niveau de connaissance des répondants. Reconnaître avoir utilisé l'internet pour répondre au questionnaire n'augmente jamais la probabilité de trouver la bonne réponse. S'il faut admettre que certaines questions n'étaient pas faciles, on doit s'interroger si les sources d'informations économiques utilisées sont adéquates. Les médias électroniques (les plus souvent mentionnés comme sources) mettent souvent l'accent sur la polémique du sujet plutôt que sur la description et la compréhension des faits. Il apparaît également que l'internet n'est pas un outil aussi facile à utiliser qu'anticipé. Sans une connaissance minimale à priori, l'internet peut nous amener sur des sites totalement inadéquats pour trouver la bonne réponse à la question posée.

Sur plusieurs questions économiques et socio-économiques, l'opinion des Québécois semble faire largement consensus. Pour environ 90 % de Québécois, la dette publique provinciale doit être réduite de même que la réduction des dépenses gouvernementales. On note une majorité des deux tiers, souvent considérée comme une tendance très stable, sur 8 des 14 opinions sollicitées. Somme toute, il n'y a que les deux questions reliées à la tarification ou une certaine forme de dissension entre répondants s'exprime.

Si selon Blinder et Krueger l'idéologie domine presque exclusivement les opinions des Américains sur des questions économiques et socioéconomiques d'importance et relativement équivalentes aux nôtres, notre sondage montre que les intérêts (essentiellement captés par la variable revenu du ménage) et les connaissances exercent également une influence significative sur les opinions des Québécois. Évidemment, cet exercice a des limites. Un bel exemple concerne le salaire minimum où 70,6 % des répondants émettent une opinion favorable à l'augmentation du salaire minimum. Or si 84,3 % des répondants ont su identifier le niveau du salaire minimum au moment de l'enquête, seulement 3 répondants sur 1008 ont correctement déterminé la proportion des travailleurs travaillant à temps plein au Québec et rémunérés au salaire minimum. Alors que 2 % des travailleurs à temps plein touchent le salaire minimum, 65 % des répondants croient que cette proportion touche au moins 1 travailleur sur cinq!

En résumé, il y a une volonté chez les québécois de connaître les rouages de l'économie, mais l'acquisition de ces connaissances n'est pas chose aisée. Des efforts d'information et d'éducation économique sont à faire. Comme les opinions ne sont pas totalement ancrées seulement dans

l'idéologie, on peut espérer qu'une meilleure connaissance de faits et des enjeux pourrait permettre aux responsables politiques de soumettre des solutions favorables au bien-être collectif. Des solutions ou décisions plus soutenues par une communauté moins informée permettraient de réduire la forte dominance des groupes de pression sur le marché politique.

Quelles sont les étapes subséquentes de notre recherche? Plusieurs possibilités existent tant sur les questions posées que sur les groupes qu'il faudrait sonder en particulier. Les questions liées au dernier budget provincial seraient, par exemple, une recherche importante pour comprendre certaines réactions négatives et fortes au dernier budget. Le ticket modérateur a fait l'objet d'une réaction somme toute disproportionnée et particulièrement surprenante alors qu'un sondage de Léger Marketing de septembre 2009 indiquait un appui favorable de 57 % des répondants à un ticket modérateur pour l'accès aux soins de santé¹¹. Quel est plus spécifiquement l'état des connaissances économiques et les opinions de ceux qui principalement façonnent l'opinion publique comme les journalistes œuvrant dans les médias électroniques¹²? On pourrait également imaginer une expérience en laboratoire ou sur le terrain où on pourrait observer le changement dans les opinions suite à des informations plus précises ou à une série d'évènements de nature à les modifier. Comment comprendre la dynamique dans la formation des opinions, par des sondages de nature longitudinale où le recours à l'économie expérimentale (ou en jumelage) est absolument fondamental en démocratie pour espérer avoir le soutien de la population dans les réformes absolument essentielles que doivent gérer les gouvernements élus dans le monde actuel. La problématique n'est pas de manipuler les opinions, mais essentiellement de voir si être mieux informé des faits et des tenants et aboutissants de certaines politiques modifie les perceptions et opinions. On souligne constamment l'importance de l'information et la connaissance dans une foule d'activités des gens concernant leur santé, leur éducation, leur sécurité, leurs décisions d'investissement et d'épargne..... En améliorant leurs connaissances économiques, pourquoi en serait-il autrement dans leurs activités comme citoyen en démocratie.

¹¹ Léger Marketing pour le compte de TVA et Journal de Montréal réalisé le 29 septembre 2009 : Perceptions des Québécois à l'égard des augmentations de tarifs des services gouvernementaux.

¹² On peut aussi songer aux hommes d'affaires (via les chambres de commerce), les enseignants, les politiciens....

Annexe A : Stratégie Angus Reid : Recrutement des membres du forum

La fondation d'un forum en ligne de qualité repose sur le recrutement de ses membres. Le Forum Angus Reid a ainsi développé une approche proactive utilisant une variété de méthodes, multiples sources et un processus de confirmation double afin de recruter ses membres à travers la toile de la population canadienne.

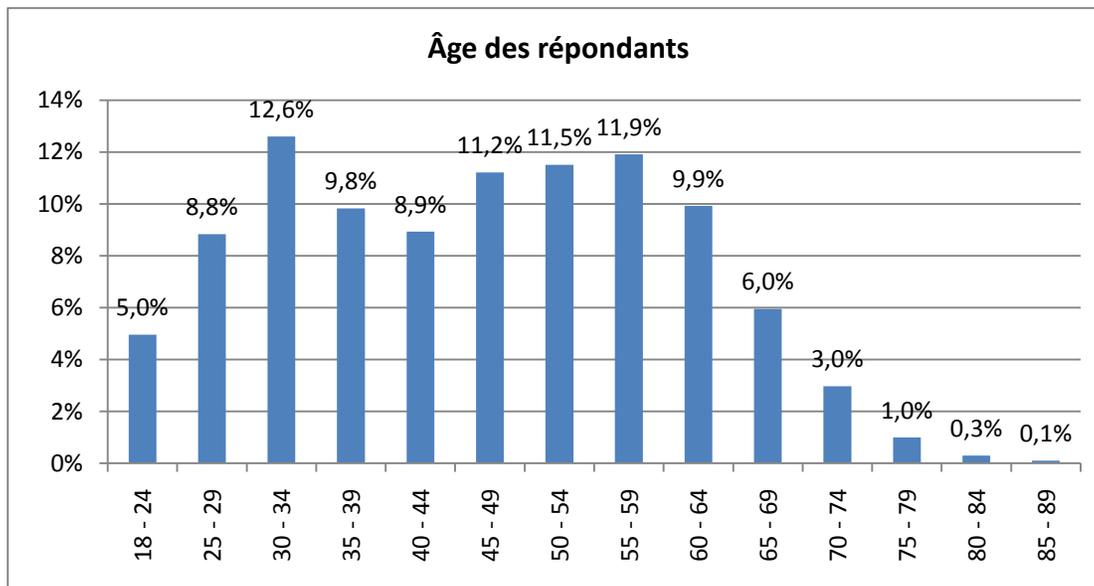
Typiquement, les campagnes de recrutement sont soigneusement ciblées et spécifiquement conçues pour éviter les listes commerciales sur utilisées, se concentrant sur la qualité plutôt que la quantité. Les méthodes utilisées incluent l'achat direct d'espaces médias (placement de bannières publicitaires sur une variété de sites Web), le marketing direct par courriel, les réseaux d'affiliation, l'optimisation et le référencement de la publicité par les engins de recherche. Angus Reid Strategies (ARS) cherche également à développer des partenariats avec des clients et des organismes de recherches, tels que des organismes à but non lucratif, afin d'obtenir un accès aux répondants potentiels qui ne pourraient être rejoints par le recrutement en ligne traditionnel.

ARS utilise son équipe de spécialistes d'achat d'espaces médias afin de planifier sa stratégie de recrutement, et a développé un système efficace de campagnes de recrutement visant différents segments de la population. Les messages de recrutement sont choisis en tenant compte de toute une variété de motivations possiblement requises pour persuader des individus de se joindre à un forum de recherche, et utilisent fréquemment certains mots-clés sur un thème donné pour générer de l'intérêt.

Cette variété d'approches a une large portée auprès de la communauté en ligne, tout en gardant un certain contrôle sur la composition globale du forum en rendant possible la spécification d'une population cible moins facile à trouver sur internet. Cette approche assure une balance démographique convenable qui englobe la diversité du Canada à travers tous les segments de la population.

Annexe B : Une image socio-économique des répondants démographiques

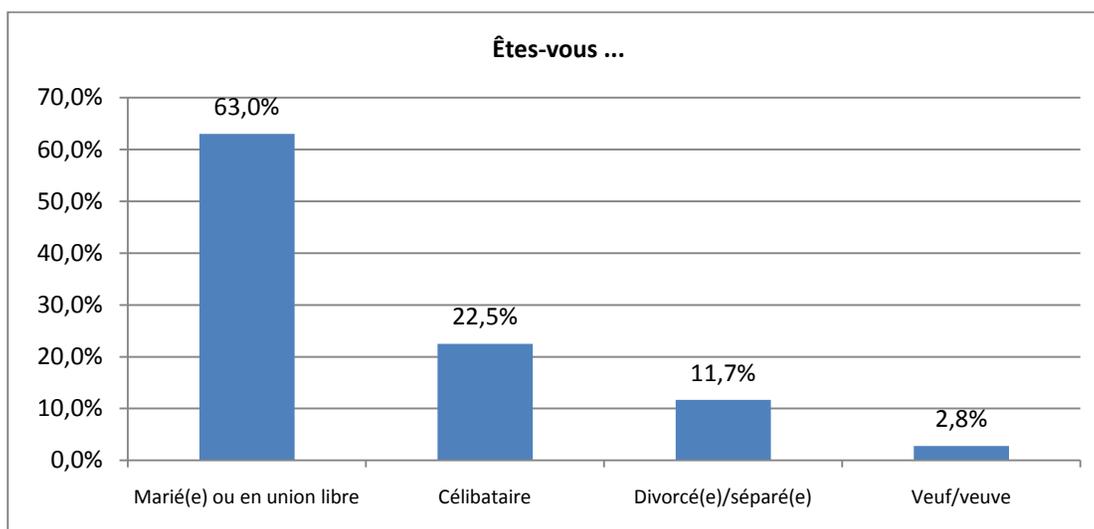
	Fréquence	Pourcentage
Homme	502	49,8 %
Femme	506	50,2 %



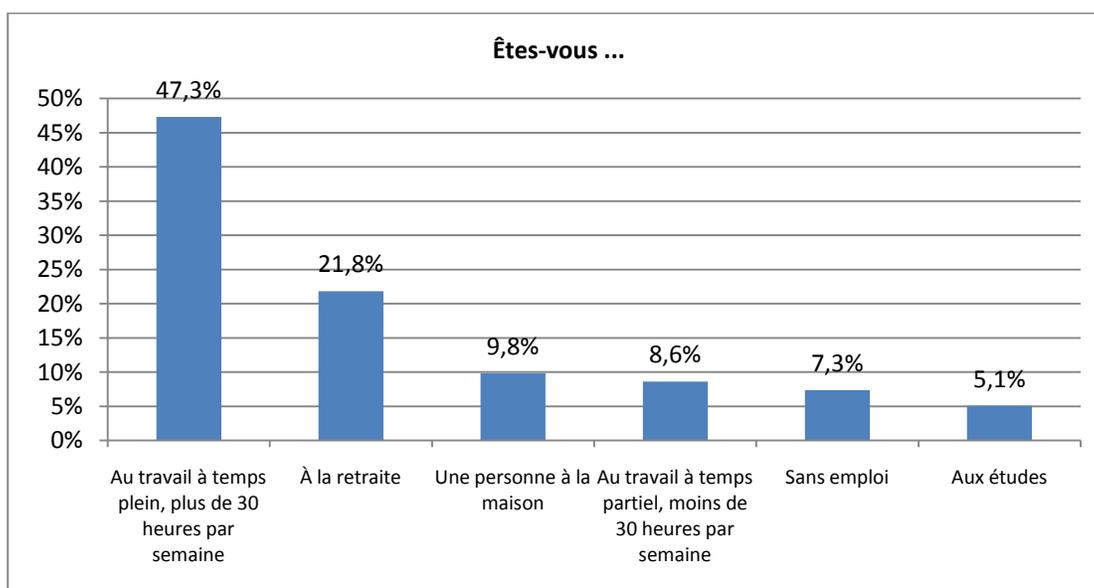
QD1 et QD2

	Moyenne	Écart type	Min	Max
En vous incluant, combien de personnes compte votre ménage?	2,46	1,25	1	9
Combien d'enfants habitent avec vous?	0,60	0,97	0	6

QD4



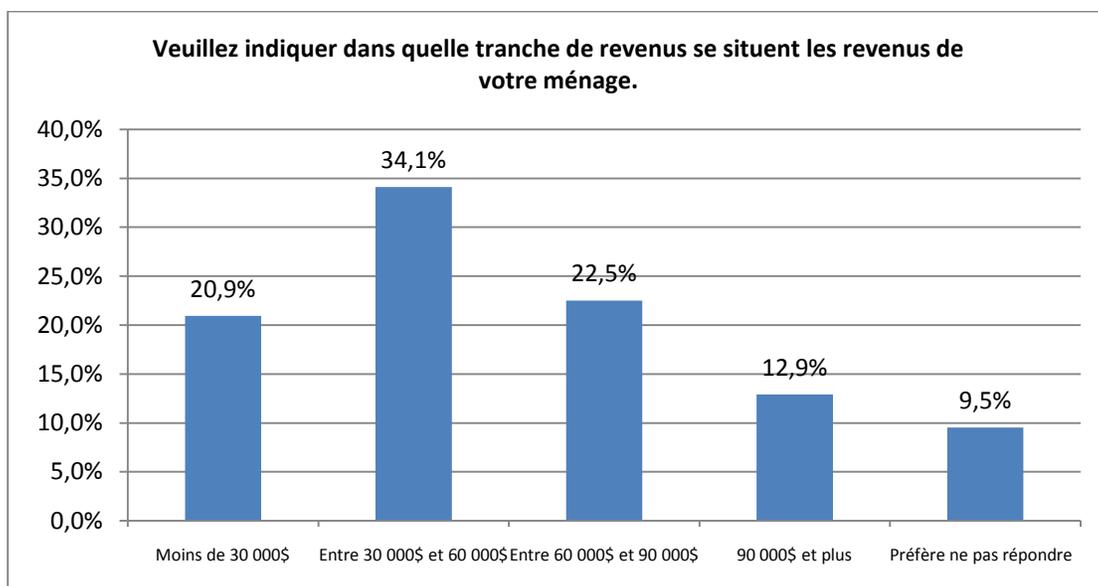
QD5



QD9

Niveau de scolarité	Fréquence	Pourcentage
Élémentaire	6	0,6 %
Études secondaires partielles	71	7,0 %
Diplôme d'études secondaires	179	17,8 %
Études collégiales/professionnelles partielles	315	31,3 %
Études universitaires partielles	132	13,1 %
Diplôme universitaire de premier cycle	206	20,4 %
Études d'études supérieures partielles	28	2,8 %
Diplôme d'études supérieures	71	7,0 %

QD10

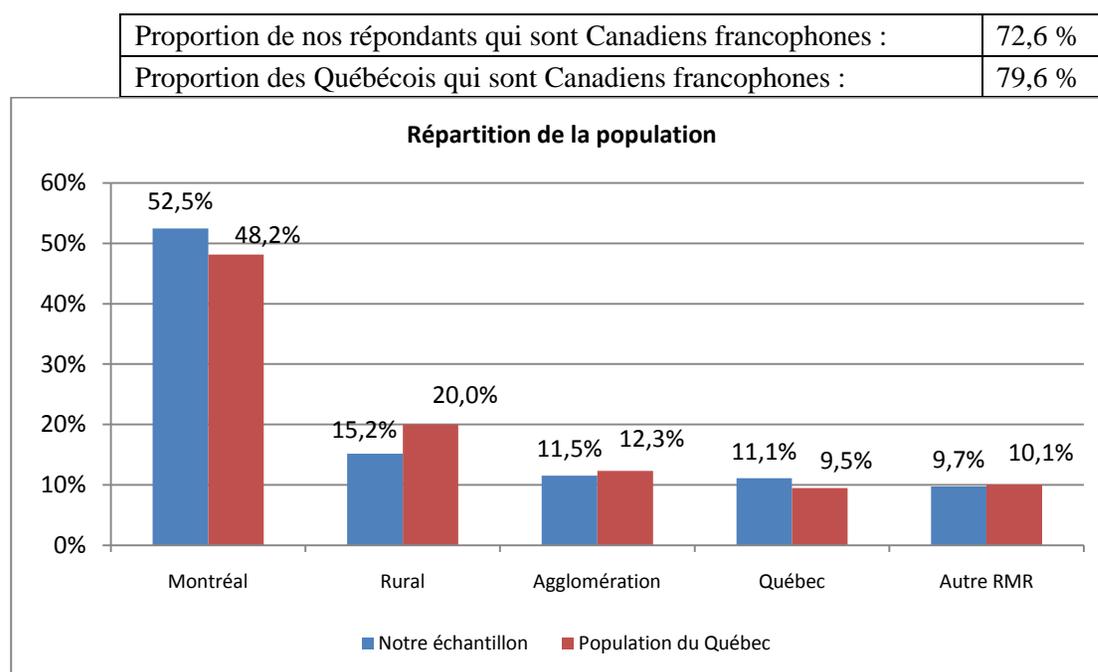


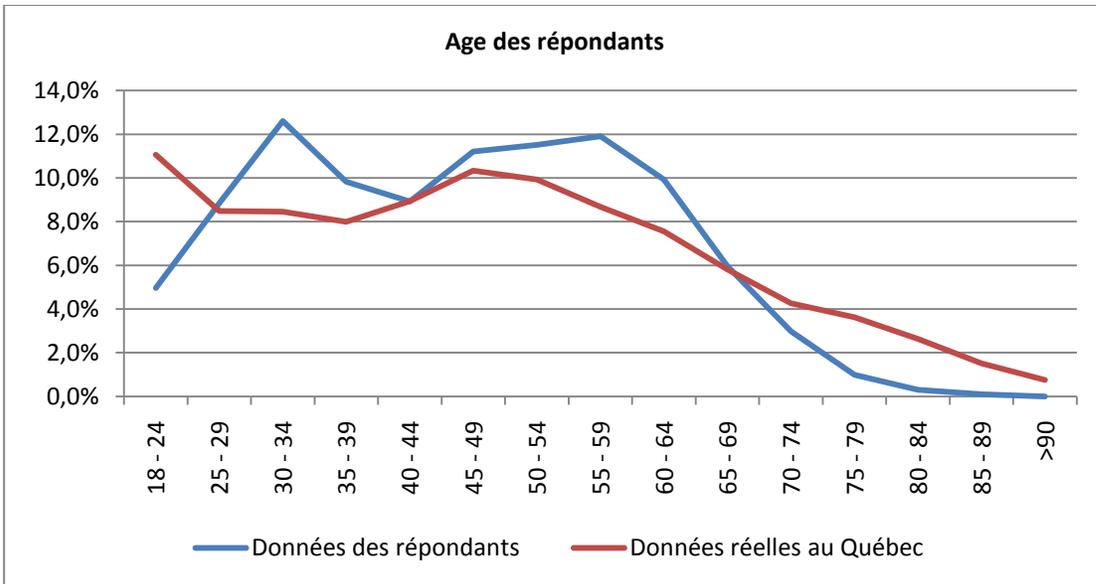
QD11 Veuillez indiquer parmi les choix suivants celui qui décrit le mieux vos origines ethniques ou culturelles.

Origine ethnique	Fréquence	Pourcentage
Canadien(ne)	817	81,1 %
Français(e)	74	7,3 %
Autre	117	11,6 %

QD12 Dans la liste suivante, veuillez sélectionner la langue que vous parlez le plus souvent à la maison.

Langue la plus parlée à la maison	Fréquence	Pourcentage
Français	841	83,4 %
Anglais	127	12,6 %
Autre	40	4,0 %





	Moyenne âge	Nombre d'observations
Sondage	46,4	1 008
Québec	40,5	7 828 879

Langue dans laquelle le sondage a été complété :

	Fréquence	Pourcentage
Français	835	82,8 %
Anglais	173	17,2 %

Annexe C : Les résultats économétriques

	Probit ordonné Intensité de la demande	Probit ordonné Intensité des sources d'information	Régression Connaissance générale	
1. Socio-économiques				
Homme	-0,00262 -0,0375	0,168** 2,402	51,54*** 5,133	
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>				
Age 18-30	0,0277 0,28	-0,0196 -0,198	15,42 1,091	
Age >55	0,178* 1,812	0,306*** 3,103	49,44*** 3,486	
Marié ou conjoint de fait	0,163** 2,077	-0,117 -1,492	-5,333 -0,474	
Éducation universitaire	-0,114 -1,571	0,0937 1,292	60,07*** 5,777	
Origine canadienne	0,0386 0,42	0,0186 0,203	17,24 1,313	
Langue française	-0,186* -1,818	-0,136 -1,327	9,654 0,657	
2. Emploi et revenu				
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>				
Travailleur à temps partiel	-0,0481 -0,38	0,065 0,514	-7,227 -0,398	
Retraité	-0,147 -1,226	-0,0955 -0,794	12,84 0,743	
Étudiant	0,0592 0,351	0,19 1,128	2,271 0,094	
Personne au foyer	-0,2 -1,584	-0,101 -0,803	-30,70* -1,707	
Sans emploi	0,115 0,818	-0,0378 -0,267	8,106 0,401	
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>				
Revenu 30000 - 60000	0,028 0,28	-0,0536 -0,535	16,68 1,161	
Revenu 60000 - 90000	-0,0399 -0,339	0,045 0,382	58,05*** 3,439	
Revenu plus de 90000	-0,12 -0,872	0,123 0,898	95,20*** 4,838	
Revenu non révélé	-0,0621 -0,45	0,127 0,925	2,496 0,126	
Propriétaire d'une compagnie	-0,104 -0,95	0,0674 0,618	-11,06 -0,707	
3. Localisation				
<i>Variable de référence : Région rurale</i>				
Ville de Montréal	-0,0807	0,242**	7,111	
	-0,798	2,382	0,49	
Ville de Québec	-0,247*	0,241*	0,546	

	-1,863	1,813	0,0287	
Autre région urbaine	-0,0815 -0,732	0,177 1,586	22,5 1,407	
4. Profil électoral				
Certain de voter aux prochaines élections	0,320*** 3,165	-0,0474 -0,47	18,46 1,278	
Impliqué dans un parti politique	-0,17 -1,417	0,403*** 3,369	26,87 1,557	
Vote fédéral aux prochaines élections : Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas				
Parti 1	-0,0319 -0,297	0,108 1,002	11,53 0,746	
Vote provincial aux dernières élections : Variable de référence : Autre parti				
Parti 1	-0,0804 -0,761	0,238** 2,256	30,46** 2,012	
Parti 2	-0,131 -1,325	0,189* 1,912	24,91* 1,763	
Parti 3	-0,0545 -0,421	0,0179 0,138	43,11** 2,323	
5. Intérêt pour l'économie				
A répondu au sondage avec l'aide d'internet	0,101 1,465	0,244*** 3,518	-25,21** -2,53	
6. Variables spécifiques				
Intensité de Q29 : Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.		0,134*** 5,773	-5,023 -1,495	-8,395** -2,307
Intensité de Q31 : nombre de source d'information			-0,919 -0,245	7,260* 1,83
Index des connaissances				
Q19. Pourcentage de québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.				
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.				
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.				
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.				
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.				
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.				
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.				
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.				
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.				
Constante ou seuil(1)	-1,198***	-0,707***	355,6***	497,5***

	-6,248	-3,581	12,22	34,26
Seuil(2)	-0,155 -0,817	0,253 1,291		
Seuil(3)	0,464** 2,442	1,096*** 5,539		
Seuil(3)	1,125*** 5,872	1,918*** 9,528		
Seuil(4)	1,438*** 7,439	2,496*** 12,05		
Seuil(5)	2,199*** 10,56	3,072*** 13,78		
Seuil(6)		3,509*** 13,78		
Seuil(7)		4,074*** 10,92		
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0109	0,0348		
R-carré (corrige)			0,185	0,0054

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 trop élevé, 0 autrement)		Q1 : Les taxes au Québec sont très élevées	
1. Socio-économiques			
Homme			-0,101 -0,98
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>			
Age 18-30			-0,359*** -2,614
Age >55			-0,0247 -0,172
Marié ou conjoint de fait			0,202* 1,802
Éducation universitaire			-0,464*** -4,42
Origine canadienne			-0,0598 -0,438
Langue française			-0,564*** -3,458
2. Emploi et revenu			
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>			
Travailleur à temps partiel			-0,172 -0,968
Retraité			0,00866 0,0501
Étudiant			0,323 1,35
Personne au foyer			-0,133 -0,706
Sans emploi			0,0377 0,18
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>			
Revenu 30000 - 60000			0,227 1,562
Revenu 60000 - 90000			-0,00847 -0,05
Revenu plus de 90000			0,124 0,636
Revenu non révélé			0,651*** 2,841
Propriétaire d'une compagnie			0,196 1,205
3. Localisation			
<i>Variable de référence : Région rurale</i>			
Ville de Montréal			-0,138 -0,927
Ville de Québec			-0,172 -0,899
Autre région urbaine			-0,248 -1,533
4. Profil électoral			
Certain de voter aux prochaines élections			-0,651*** -3,676

Impliqué dans un parti politique			-0,148 -0,884
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>			
Parti 1			0,340** 1,977
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>			
Parti 1			0,260* 1,707
Parti 2			0,198 1,414
Parti 3			0,475** 2,409
5. Intérêt pour l'économie			
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			0,183* 1,791
6. Variables spécifiques			
Intensité de Q29 Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	-0,047 -1,515	-0,0489 -1,567	-0,0719** -2,157
Intensité de Q31 : nombre de sources d'information	0,0311 0,901	0,0311 0,892	0,0472 1,217
Index des connaissances	-0,00180*** -6,56	-0,00218*** -7,453	-0,00167*** -4,925
Q19. Pourcentage de québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.		0,387*** 4,09	0,365*** 3,592
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.			
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.			
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.			
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.			
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.			
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.			
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.			
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.			
Constante ou seuil(1)	1,631*** 8,617	1,657*** 8,694	2,440*** 7,193
Seuil(2)			
Seuil(3)			
Seuil(3)			
Seuil(4)			

Seuil(5)			
Seuil(6)			
Seuil(7)			
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0409	0,0561	0,153
R-carré (corrigé)			

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 d'accord, 0 autrement)	Q2 : Revenu plus élevé signifie taxes plus élevées		
1. Socio-économiques			
Homme			0,114 1,196
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>			
Age 18-30			0,139 1,045
Age >55			0,116 0,87
Marié ou conjoint de fait			0,0706 0,669
Éducation universitaire			0,0405 0,411
Origine canadienne			0,0177 0,142
Langue française			-0,0782 -0,562
2. Emploi et revenu			
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>			
Travailleur à temps partiel			-0,129 -0,778
Retraité			0,0694 0,426
Étudiant			-0,0256 -0,109
Personne au foyer			-0,152 -0,913
Sans emploi			-0,0551 -0,288
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>			
Revenu 30000 - 60000			-0,216 -1,536
Revenu 60000 - 90000			-0,537*** -3,338
Revenu plus de 90000			-0,764*** -4,141
Revenu non révélé			-0,422** -2,259
Propriétaire d'une compagnie			-0,322** -2,326
3. Localisation			
<i>Variable de référence : Région rurale</i>			
Ville de Montréal			-0,0234 -0,169
Ville de Québec			-0,143 -0,807
Autre région urbaine			-0,175 -1,163
4. Profil électoral			
Certain de voter aux prochaines élections			0,112 0,835

Impliqué dans un parti politique			0,0165 0,099
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>			
Parti 1			-0,394*** -2,855
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>			
Parti 1			-0,131 -0,919
Parti 2			-0,0767 -0,572
Parti 3			-0,275 -1,614
5. Intérêt pour l'économie			
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			-0,0391 -0,414
6. Variables spécifiques			
Intensité de Q29 : Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.			0,0551* 1,726
Intensité de Q31 : nombre de source d'information	0,0466 1,424	0,0466 1,424	0,0424 1,2
Index des connaissances	-0,000275 -1,067	-0,000261 -0,963	2,61E-05 0,0829
Q19. Pourcentage de québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.		-0,0144 -0,161	-0,0696 -0,741
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.			
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.			
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.			
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.			
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.			
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.			
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.			
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.			
Constante ou seuil(1)	0,617*** 3,676	0,617*** 3,675	0,826*** 2,807
Seuil(2)			
Seuil(3)			
Seuil(3)			
Seuil(4)			

Seuil(5)			
Seuil(6)			
Seuil(7)			
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,00261	0,00263	0,059
R-carré (corrigé)			

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 un problème mineur, 0 problème majeur)	Q3 : Déficit budgétaire provincial pose un problème mineur		
1. Socio-économiques			
Homme			-0,053 -0,588
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>			
Age 18-30			0,312** 2,547
Age >55			0,245* 1,936
Marié ou conjoint de fait			0,119 1,194
Éducation universitaire			0,132 1,405
Origine canadienne			-0,113 -0,978
Langue française			-0,0178 -0,137
2. Emploi et revenu			
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>			
Travailleur à temps partiel			0,196 1,244
Retraité			-0,306** -1,993
Étudiant			0,279 1,336
Personne au foyer			-0,108 -0,684
Sans emploi			-0,252 -1,358
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>			
Revenu 30000 - 60000			0,162 1,27
Revenu 60000 - 90000			-0,145 -0,959
Revenu plus de 90000			0,23 1,319
Revenu non révélé			-0,254 -1,424
Propriétaire d'une compagnie			0,00882 0,0644
3. Localisation			
<i>Variable de référence : Région rurale</i>			
Ville de Montréal			0,0825 0,633
Ville de Québec			-0,00393 -0,0231
Autre région urbaine			0,187 1,309
4. Profil électoral			
Certain de voter aux prochaines élections			0,0293

			0,227
Impliqué dans un parti politique			0,142 0,938
Vote fédéral aux prochaines élections :			
<i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>			
Parti 1			0,0671 0,491
Vote provincial aux dernières élections :			
<i>Variable de référence : Autre parti</i>			
Parti 1			0,302** 2,246
Parti 2			0,218* 1,73
Parti 3			-0,0366 -0,216
5. Intérêt pour l'économie			
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			-0,121 -1,349
6. Variables spécifiques			
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	-0,0345 -1,198	-0,0364 -1,258	-0,0339 -1,129
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,041 -1,306	-0,042 -1,335	-0,0610* -1,828
Index des connaissances	-0,000344 -1,385	-0,000573** -2,199	-0,000930*** -3,106
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.			
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.			
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.		0,275*** 2,995	0,286*** 3,016
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.			
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.			
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.			
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.			
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.			
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.			
Constante ou seuil(1)	0,0224 0,134	0,0599 0,356	-0,0712 -0,257
Seuil(2)			

Seuil(3)			
Seuil(3)			
Seuil(4)			
Seuil(5)			
Seuil(6)			
Seuil(7)			
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,00432	0,0111	0,053
R-carré (corrigé)			

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 favorable, 0 défavorable)	Q4 : Favorable à l'augmentation de 1 % de la TVQ.					
1. Socio-économiques						
Homme			0,500*** 4,979			0,505*** 5,016
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>						
Age 18-30			0,345** 2,504			0,329** 2,385
Age >55			0,0464 0,331			0,0326 0,232
Marié ou conjoint de fait			-0,256** -2,339			-0,263** -2,402
Éducation universitaire			0,111 1,092			0,102 1,001
Origine canadienne			0,13 0,965			0,139 1,026
Langue française			0,558*** 3,596			0,563*** 3,62
2. Emploi et revenu						
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>						
Travailleur à temps partiel			0,0985 0,547			0,0923 0,512
Retraité			0,371** 2,232			0,393** 2,349
Étudiant			-0,196 -0,82			-0,206 -0,864
Personne au foyer			0,247 1,326			0,251 1,343
Sans emploi			-0,225 -1,02			-0,21 -0,947
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>						
Revenu 30000 - 60000			0,141 0,977			0,133 0,921
Revenu 60000 - 90000			0,171 1,009			0,183 1,077
Revenu plus de 90000			0,379** 1,981			0,373* 1,949
Revenu non révélé			0,0441 0,216			0,0557 0,273
Propriétaire d'une compagnie			-0,0682 -0,441			-0,0697 -0,45
3. Localisation						
<i>Variable de référence : Région rurale</i>						
Ville de Montréal			0,14 0,958			0,134 0,914
Ville de Québec			0,225 1,204			0,223 1,189
Autre région urbaine			0,154 0,96			0,143 0,893
4. Profil électoral						
Certain de voter aux prochaines élections			0,470*** 2,89			0,461*** 2,839

Impliqué dans un parti politique			0,296* 1,851			0,285* 1,774
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>						
Parti 1			-0,25 -1,578			-0,251 -1,582
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>						
Parti 1			-0,0574 -0,379			-0,0721 -0,474
Parti 2			-0,161 -1,151			-0,169 -1,208
Parti 3			-0,339* -1,791			-0,327* -1,73
5. Intérêt pour l'économie						
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			-0,0765 -0,777			-0,0724 -0,733
6. Variables spécifiques						
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	0,0407 1,32	0,0423 1,366	0,0657** 1,998	0,0407 1,32	0,0449 1,448	0,0668** 2,031
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	0,0511 1,514	0,0523 1,542	0,0222 0,595	0,0511 1,514	0,055 1,615	0,0262 0,699
Index des connaissances	0,00228*** 8,337	0,00249*** 8,69	0,00183*** 5,592	0,00228*** 8,337	0,00255*** 8,818	0,00189*** 5,738
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.						
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.						
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.		-0,257*** -2,584	-0,243** -2,302		-0,278*** -2,777	-0,261** -2,458
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.					0,198** 2,166	0,172* 1,758
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.						
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.						
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.						
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.						

Q7. Le salaire minimum doit augmenter.						
Constante ou seuil(1)	-2,048*** -10,61	-2,088*** -10,74	-3,155*** -9,402	-2,048*** -10,61	-2,199*** -10,88	-3,243*** -9,538
Seuil(2)						
Seuil(3)						
Seuil(3)						
Seuil(4)						
Seuil(5)						
Seuil(6)						
Seuil(7)						
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0662	0,072	0,156	0,0662	0,076	0,158
R-carré (corrigé)						

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 diminution des dépenses, 0 autrement)		Q6: Réduire la dette publique provinciale par la diminution exclusive des dépenses			
1. Socio-économiques					
Homme			-0,226** -2,459		-0,222** -2,407
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>					
Age 18-30			-0,207 -1,635		-0,227* -1,784
Age >55			0,0444 0,345		0,0518 0,401
Marié ou conjoint de fait			0,414*** 4,051		0,429*** 4,188
Éducation universitaire			-0,227** -2,396		-0,222** -2,335
Origine canadienne			0,0337 0,282		0,0351 0,293
Langue française			-0,117 -0,871		-0,124 -0,916
2. Emploi et revenu					
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>					
Travailleur à temps partiel			-0,424*** -2,625		-0,430*** -2,649
Retraité			-0,301* -1,921		-0,312** -1,982
Étudiant			-0,223 -1,035		-0,204 -0,945
Personne au foyer			-0,413** -2,489		-0,411** -2,471
Sans emploi			-0,0636 -0,347		-0,0896 -0,487
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>					
Revenu 30000 - 60000			-0,0452 -0,345		-0,0697 -0,529
Revenu 60000 - 90000			-0,311** -2,006		-0,343** -2,198
Revenu plus de 90000			-0,294 -1,638		-0,320* -1,777
Revenu non révélé			-0,115 -0,64		-0,145 -0,801
Propriétaire d'une compagnie			0,0637 0,445		0,0625 0,434
3. Localisation					
<i>Variable de référence : Région rurale</i>					
Ville de Montréal			-0,0192 -0,144		-0,0278 -0,208
Ville de Québec			-0,207 -1,195		-0,222 -1,283
Autre région urbaine			-0,0373 -0,255		-0,0266 -0,181
4. Profil électoral					
Certain de voter aux prochaines élections			-0,253* -1,845		-0,261* -1,903
Impliqué dans un parti politique			-0,456***		-0,457***

			-2,984			-2,973
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>						
Parti 1			0,16 1,127			0,165 1,159
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>						
Parti 1			0,178 1,298			0,169 1,224
Parti 2			0,099 0,772			0,0815 0,633
Parti 3			0,402** 2,33			0,377** 2,177
5. Intérêt pour l'économie						
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			0,0104 0,115			0,0138 0,153
6. Variables spécifiques						
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	-0,0411 -1,422	-0,0409 -1,41	-0,0663** -2,187	-0,0411 -1,422	-0,0462 -1,583	-0,0725** -2,375
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,0801** -2,537	-0,0795** -2,516	-0,0497 -1,451	-0,0801** -2,537	-0,0821*** -2,591	-0,052 -1,512
Index des connaissances	-0,00112*** -4,433	-0,00121*** -4,533	-0,000770** -2,506	-0,00112*** -4,433	- 0,00125*** -4,668	-0,000811*** -2,629
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.						
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.						
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.						
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.						
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.		0,0954 1,076	0,0557 0,601		0,0852 0,958	0,0468 0,504
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.					0,438*** 2,899	0,479*** 3,023
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.						
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.						
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.						
Constante ou seuil(1)	1,310*** 7,536	1,317*** 7,567	1,548*** 5,35	1,310*** 7,536	0,959*** 4,509	1,192*** 3,823
Seuil(2)						
Seuil(3)						

Seuil(3)						
Seuil(4)						
Seuil(5)						
Seuil(6)						
Seuil(7)						
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0232	0,0241	0,0865	0,0232	0,0306	0,0935
R-carré (corrige)						

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 Oui, 0 Non)		Q7: Favorable à l'augmentation du salaire minimum	
1. Socio-économiques			
Homme			-0,218** -2,314
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>			
Age 18-30			-0,095 -0,737
Age >55			0,240* 1,745
Marié ou conjoint de fait			-0,0545 -0,522
Éducation universitaire			-0,0764 -0,792
Origine canadienne			-0,0421 -0,345
Langue française			0,063 0,466
2. Emploi et revenu			
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>			
Travailleur à temps partiel			0,267 1,518
Retraité			-0,242 -1,501
Étudiant			-0,095 -0,431
Personne au foyer			0,21 1,173
Sans emploi			0,416** 1,987
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>			
Revenu 30000 - 60000			-0,18 -1,308
Revenu 60000 - 90000			-0,12 -0,751
Revenu plus de 90000			-0,144 -0,782
Revenu non révélé			0,0905 0,474
Propriétaire d'une compagnie			-0,261* -1,885
3. Localisation			
<i>Variable de référence : Région rurale</i>			
Ville de Montréal			-0,111 -0,787
Ville de Québec			-0,0206 -0,114
Autre région urbaine			-0,229 -1,501
4. Profil électoral			
Certain de voter aux prochaines élections			-0,0589

			-0,429
Impliqué dans un parti politique			-0,082 -0,533
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>			
Parti 1			-0,401*** -2,959
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>			
Parti 1			-0,211 -1,477
Parti 2			-0,0485 -0,358
Parti 3			-0,413** -2,43
5. Intérêt pour l'économie			
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			0,118 1,263
6. Variables spécifiques			
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	0,0599** 1,995	0,0599** 1,994	0,0569* 1,8
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,0479 -1,478	-0,0479 -1,477	-0,0393 -1,137
Index des connaissances	-0,00104*** -4,044	-0,00104*** -3,88	-0,000575* -1,887
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.			
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.			
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.			
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.			
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.			
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.			
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.			
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.		0,000651	-0,0512
		0,00486	-0,364
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.			
Constante ou seuil(1)	1,107***	1,106***	1,445***
	6,288	4,764	4,245
Seuil(2)			

Seuil(3)			
Seuil(3)			
Seuil(4)			
Seuil(5)			
Seuil(6)			
Seuil(7)			
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0195	0,0195	0,0778
R-carré (corrigé)			

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit ordonné (trop souvent, juste assez, pas assez souvent)	Q8: Tarification est utilisée trop souvent		
1. Socio-économiques			
Homme			0,123 1,549
<i>Variable de référence : Age 31-54</i> Age 18-30			0,0879 0,805
Age >55			-0,00676 -0,0603
Marié ou conjoint de fait			-0,155* -1,762
Éducation universitaire			-0,0123 -0,151
Origine canadienne			-0,0197 -0,191
Langue française			0,173 1,494
2. Emploi et revenu			
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>			
Travailleur à temps partiel			-0,138 -0,973
Retraité			-0,0896 -0,665
Étudiant			-0,489** -2,572
Personne au foyer			-0,23 -1,611
Sans emploi			-0,124 -0,784
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>			
Revenu 30000 - 60000			-0,0874 -0,776
Revenu 60000 - 90000			0,0721 0,546
Revenu plus de 90000			0,0933 0,603
Revenu non révélé			-0,188 -1,196
Propriétaire d'une compagnie			0,0777 0,645
3. Localisation			
<i>Variable de référence : Région rurale</i> Ville de Montréal			0,159 1,393
Ville de Québec			-0,0208 -0,139
Autre région urbaine			-0,0837 -0,665
4. Profil électoral			
Certain de voter aux prochaines élections			0,259**

			2,251
Impliqué dans un parti politique			0,201 1,497
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>			
Parti 1			-0,0699 -0,573
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>			
Parti 1			-0,0077 -0,065
Parti 2			0,0238 0,215
Parti 3			-0,0387 -0,265
5. Intérêt pour l'économie			
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			-0,121 -1,553
6. Variables spécifiques			
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.			0,00428 0,164
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,0174 -0,641	-0,019 -0,692	-0,0318 -1,087
Index des connaissances	0,00163*** 7,364	0,000983*** 4,214	0,000664** 2,562
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.			
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.		0,734*** 9,245	0,747*** 9,142
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.			
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.			
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.			
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.			
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.			
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.			
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.			
Constante ou seuil(1)	0,572*** 4,011	0,487*** 3,38	0,539** 2,195

Seuil(2)	1,620*** 10,96	1,599*** 10,69	1,689*** 6,777
Seuil(3)			
Seuil(3)			
Seuil(4)			
Seuil(5)			
Seuil(6)			
Seuil(7)			
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0258	0,0663	0,0896
R-carré (corrigé)			

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit ordonné (une façon moins juste de financer les services publics, une façon aussi juste que les moyens utilisés à l'heure actuelle de financer les services publics, une façon plus juste de financer les services publics)	Q9: Tarification : un mode de financement de l'État aussi juste que les autres		
1. Socio-économiques			
Homme			0,203*** 2,592
<i>Variable de référence : Age 31-54</i> Age 18-30			-0,208* -1,916
Age >55			0,0308 0,28
Marié ou conjoint de fait			-0,0117 -0,135
Éducation universitaire			-0,113 -1,395
Origine canadienne			0,126 1,238
Langue française			-0,0456 -0,399
2. Emploi et revenu			
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>			
Travailleur à temps partiel			-0,121 -0,864
Retraité			0,0123 0,0928
Étudiant			0,113 0,613
Personne au foyer			-0,0983 -0,714
Sans emploi			0,0259 0,166
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>			
Revenu 30000 - 60000			0,194* 1,754
Revenu 60000 - 90000			0,229* 1,75
Revenu plus de 90000			0,357** 2,311
Revenu non révélé			0,0295 0,195
Propriétaire d'une compagnie			0,217* 1,791
3. Localisation			
<i>Variable de référence : Région rurale</i>			
Ville de Montréal			0,114 1,016
Ville de Québec			0,253* 1,723

Autre région urbaine			-0,00647 -0,0525
4. Profil électoral			
Certain de voter aux prochaines élections			0,129 1,166
Impliqué dans un parti politique			0,0137 0,102
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>			
Parti 1			-0,107 -0,895
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>			
Parti 1			0,307*** 2,617
Parti 2			0,107 0,985
Parti 3			0,350** 2,438
5. Intérêt pour l'économie			
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			-0,036 -0,468
6. Variables spécifiques			
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	-0,00688 -0,278	-0,0155 -0,619	-0,0141 -0,548
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,0649** -2,397	-0,0678** -2,47	-0,0872*** -3,023
Index des connaissances	0,00109*** 5,016	0,000374 1,627	-2,90E-05 -0,113
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.			
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.		0,811*** 10,06	0,834*** 10,05
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.			
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.			
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.			
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.			
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.			

Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.			
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.			
Constante ou seuil(1)	-0,368** -2,505	-0,515*** -3,455	-0,187 -0,779
Seuil(2)	1,004*** 6,744	0,952*** 6,305	1,332*** 5,472
Seuil(3)			
Seuil(3)			
Seuil(4)			
Seuil(5)			
Seuil(6)			
Seuil(7)			
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0146	0,0639	0,0902
R-carré (corrigé)			

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 peu de pertes d'emploi, 0 autrement)		Q13: Hausse de 50 cents du salaire minimum causera peu de pertes d'emploi		
1. Socio-économiques				
Homme			0,0304 0,331	0,148 1,517
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>				
Age 18-30			-0,328*** -2,624	-0,338** -2,571
Age >55			0,0362 0,277	-0,0494 -0,353
Marié ou conjoint de fait			-0,0843 -0,837	-0,0893 -0,835
Éducation universitaire			0,0827 0,872	0,145 1,431
Origine canadienne			-0,0187 -0,158	-0,0192 -0,152
Langue française			0,424*** 3,281	0,478*** 3,488
2. Emploi et revenu				
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>				
Travailleur à temps partiel			0,111 0,655	-0,0134 -0,0749
Retraité			-0,431*** -2,783	-0,422** -2,55
Étudiant			-0,126 -0,588	-0,118 -0,522
Personne au foyer			0,222 1,325	0,171 0,966
Sans emploi			0,253 1,338	0,112 0,569
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>				
Revenu 30000 - 60000			0,0565 0,436	0,14 1,018
Revenu 60000 - 90000			0,261* 1,708	0,341** 2,096
Revenu plus de 90000			-0,0787 -0,443	-0,0267 -0,141
Revenu non révélé			0,0861 0,488	0,04 0,214
Propriétaire d'une compagnie			-0,304** -2,201	-0,245* -1,685
3. Localisation				
<i>Variable de référence : Région rurale</i>				
Ville de Montréal			-0,15 -1,121	-0,151 -1,054
Ville de Québec			-0,174 -1,011	-0,21 -1,157
Autre région urbaine			-0,109 -0,743	-0,0345 -0,218
4. Profil électoral				
Certain de voter aux prochaines élections			0,279**	0,332**

			2,153	2,443
Impliqué dans un parti politique			-0,208 -1,368	-0,199 -1,218
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>				
Parti 1			-0,126 -0,929	0,0527 0,358
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>				
Parti 1			-0,274** -1,962	-0,195 -1,324
Parti 2			-0,229* -1,736	-0,226 -1,62
Parti 3			-0,518*** -3,09	-0,389** -2,189
5. Intérêt pour l'économie				
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			-0,0172 -0,191	-0,0755 -0,79
6. Variables spécifiques				
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	-0,0343 -1,19	-0,0337 -1,168	-0,044 -1,456	-0,0774** -2,405
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,0574* -1,826	-0,0563* -1,79	-0,0314 -0,941	-0,0195 -0,551
Index des connaissances	- 0,000371 -1,481	- 0,000434* -1,666	-0,00028 -0,944	-8,27E-05 -0,261
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.				
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.				
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.				
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.				
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.				
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.				
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.				
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.		-0,119 -0,882	-0,114 -0,807	-0,115 -0,766
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.				1,210*** 12,08

Constante ou seuil(1)	0,882*** 5,149	1,014*** 4,452	0,769** 2,372	-0,335 -0,937
Seuil(2)				
Seuil(3)				
Seuil(3)				
Seuil(4)				
Seuil(5)				
Seuil(6)				
Seuil(7)				
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,00618	0,00679	0,0625	0,183
R-carré (corrigé)				

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit ordonné (pas du tout confiance, pas vraiment confiance, un peu confiance, complètement confiance)		Q14: Confiance envers le gouvernement pour gérer la crise économique	
1. Socio-économiques			
Homme			-0,0432 -0,57
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>			
Age 18-30			0,165 1,586
Age > 55			0,0308 0,292
Marié ou conjoint de fait			-0,249*** -2,985
Éducation universitaire			0,195** 2,483
Origine canadienne			-0,0577 -0,594
Langue française			0,253** 2,314
2. Emploi et revenu			
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>			
Travailleur à temps partiel			-0,0428 -0,318
Retraité			-0,0914 -0,714
Étudiant			0,0265 0,149
Personne au foyer			-0,121 -0,908
Sans emploi			-0,363** -2,41
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>			
Revenu 30000 - 60000			-0,013 -0,122
Revenu 60000 - 90000			-0,0238 -0,189
Revenu plus de 90000			0,133 0,902
Revenu non révélé			-0,0302 -0,206
Propriétaire d'une compagnie			-0,216* -1,861
3. Localisation			
<i>Variable de référence : Région rurale</i>			
Ville de Montréal			0,103 0,954
Ville de Québec			0,23 1,64
Autre région urbaine			0,0422 0,355
4. Profil électoral			
Certain de voter aux prochaines élections			0,17

			1,585
Impliqué dans un parti politique			-0,0144 -0,113
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>			
Parti 1			0,153 1,341
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>			
Parti 1			0,841*** 7,359
Parti 2			-0,15 -1,432
Parti 3			-0,0581 -0,422
5. Intérêt pour l'économie			
A répondu au sondage avec l'aide d'internet			0,0798 1,078
6. Variables spécifiques			
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	0,0253 1,052	0,0251 1,042	0,0403 1,618
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,0112 -0,426	-0,0162 -0,618	-0,0557** -2,002
Index des connaissances	0,000428** 2,061	0,000566*** 2,675	0,000274 1,148
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.			
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.			
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.			
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.			
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.			
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.			
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.		0,284*** 3,555	0,361*** 4,259
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.			
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.			
Constante ou seuil(1)	-0,586*** -4,097	-0,327** -2,036	-0,113 -0,471
Seuil(2)	0,489*** 3,427	0,756*** 4,681	1,077*** 4,474
Seuil(3)	1,905*** 12,32	2,182*** 12,56	2,699*** 10,57
Seuil(3)			

Seuil(4)			
Seuil(5)			
Seuil(6)			
Seuil(7)			
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0021	0,00731	0,08
R-carré (corrigé)			

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 Oui, 0 Non)	Q15: La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier	Q17: La péréquation redistribue les revenus fiscaux entre provinces
1. Socio-économiques		
Homme	0,161* 1,811	0,552*** 5,096
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>		
Age 18-30	0,0632 0,506	-0,281** -2,042
Age >55	-0,133 -1,042	0,462*** 2,865
Marié ou conjoint de fait	-0,0851 -0,856	0,0361 0,303
Éducation universitaire	0,243*** 2,642	0,475*** 4,138
Origine canadienne	0,0599 0,51	0,185 1,287
Langue française	0,483*** 3,551	-0,143 -0,877
2. Emploi et revenu		
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>		
Travailleur à temps partiel	0,207 1,292	-0,19 -1,003
Retraité	0,278* 1,81	-0,0753 -0,381
Étudiant	0,203 0,959	-0,526** -2,327
Personne au foyer	0,108 0,666	-0,268 -1,558
Sans emploi	-0,0466 -0,252	-0,143 -0,7
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>		
Revenu 30000 - 60000	0,0773 0,607	0,0849 0,586
Revenu 60000 - 90000	0,218 1,462	0,209 1,199
Revenu plus de 90000	0,433** 2,509	0,348 1,534
Revenu non révélé	-0,111 -0,616	0,143 0,717
Propriétaire d'une compagnie	0,00233 0,0168	-0,0685 -0,405
3. Localisation		
<i>Variable de référence : Région rurale</i>		
Ville de Montréal	-0,248* -1,958	0,146 1,006
Ville de Québec	-0,301* -1,807	0,0469 0,244
Autre région urbaine	-0,313** -2,234	0,545*** 3,25

4. Profil électoral		
Certain de voter aux prochaines élections	0,069 0,53	0,679*** 4,864
Impliqué dans un parti politique	0,106 0,693	0,273 1,172
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>		
Parti 1	0,134 0,985	0,124 0,713
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>		
Parti 1	0,307** 2,27	-0,24 -1,466
Parti 2	-0,0222 -0,176	-0,368** -2,465
Parti 3	-0,0161 -0,0968	-0,0118 -0,0581
5. Intérêt pour l'économie		
A répondu au sondage avec l'aide d'internet	-0,0612 -0,692	-0,173* -1,65
6. Variables spécifiques		
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	0,0235 0,789	-0,0343 -0,989
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,00132 -0,0394	0,0798* 1,933
Index des connaissances		
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.		
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.		
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.		
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.		
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.		
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.		
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.		
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.		
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.		
Constante ou seuil(1)	-1,115*** -4,254	-0,365 -1,231

Seuil(2)		
Seuil(3)		
Seuil(3)		
Seuil(4)		
Seuil(5)		
Seuil(6)		
Seuil(7)		
Nombre d'observations	1,008	1,008
Pseudo R2	0,05	0,188
R-carré (corrigé)		

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

	Le pourcentage d'impôt sur le revenu payé au Québec qu'un couple de deux enfants avec un revenu familial de...			
Probit (1 Oui, 0 Non)	30 00 \$ est de -4,4 %	60 00 \$ est de 29,5 %	90 00 \$ est de 40,8 %	120 00 \$ est de 43,9 %
1. Socio-économiques				
Homme	0,00739 0,0694	-0,0854 -0,975	0,157* 1,744	0,151* 1,683
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>				
Age 18-30	0,0939 0,636	0,0364 0,294	-0,145 -1,108	-0,329** -2,444
Age >55	-0,00972 -0,0642	0,189 1,534	0,129 1,011	0,0522 0,41
Marié ou conjoint de fait	-0,0391 -0,323	-0,0393 -0,399	-0,220** -2,169	-0,155 -1,536
Éducation universitaire	-0,102 -0,912	0,178** 1,977	-0,0273 -0,292	0,0661 0,709
Origine canadienne	-0,135 -0,999	-0,00488 -0,0426	0,013 0,11	0,105 0,879
Langue française	0,183 1,153	-0,0637 -0,495	-0,148 -1,126	-0,122 -0,919
2. Emploi et revenu				
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>				
Travailleur à temps partiel	0,268 1,484	-0,189 -1,188	-0,314* -1,842	-0,0877 -0,524
Retraité	0,184 1,02	-0,12 -0,803	0,115 0,753	0,0999 0,648
Étudiant	-0,146 -0,547	0,0267 0,128	0,127 0,592	0,0689 0,311
Personne au foyer	0,091 0,492	-0,354** -2,158	-0,212 -1,267	-0,234 -1,356
Sans emploi	-0,188 -0,832	-0,0962 -0,54	-0,673*** -3,217	-0,0423 -0,23
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>				
Revenu 30000 - 60000	-0,123 -0,81	0,000443 0,00349	-0,0227 -0,173	0,151 1,136
Revenu 60000 - 90000	0,0818 0,467	0,131 0,892	0,123 0,803	0,233 1,506
Revenu plus de 90000	0,181 0,883	0,0628 0,365	0,417** 2,378	0,524*** 2,974
Revenu non révélé	0,0768 0,376	0,123 0,715	-0,0685 -0,374	0,145 0,806
Propriétaire d'une compagnie	-0,192 -1,086	0,17 1,274	0,147 1,073	0,00668 0,0477
3. Localisation				
<i>Variable de référence : Région rurale</i>				
Ville de Montréal	-0,207 -1,406	-0,197 -1,555	-0,108 -0,827	0,0657 0,497
Ville de Québec	-0,306 -1,52	0,0223 0,136	-0,0131 -0,0769	0,0809 0,471
Autre région urbaine	-0,0804	-0,124	-0,0314	0,0314

	-0,5	-0,885	-0,218	0,216
4. Profil électoral				
Certain de voter aux prochaines élections	-0,211 -1,427	0,254** 1,964	0,0547 0,408	0,00133 0,01
Impliqué dans un parti politique	0,489*** 2,955	-0,108 -0,715	0,088 0,576	0,144 0,949
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>				
Parti 1	-0,0293 -0,176	0,0519 0,386	-0,0182 -0,132	0,0975 0,71
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>				
Parti 1	0,02 0,129	0,0702 0,531	0,105 0,764	-0,0112 -0,0802
Parti 2	-0,129 -0,879	0,0452 0,364	0,109 0,841	0,270** 2,085
Parti 3	-0,197 -0,979	-0,132 -0,802	0,0757 0,443	0,0822 0,484
5. Intérêt pour l'économie				
A répondu au sondage avec l'aide d'internet	-0,0276 -0,26	0,169* 1,949	0,264*** 2,948	0,123 1,372
6. Variables spécifiques				
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	0,0148 0,419	-0,000655 -0,0223	-0,00803 -0,264	-0,0285 -0,926
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,0935** -2,259	-0,0265 -0,805	-0,0603* -1,761	-0,0335 -0,979
Index des connaissances				
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.				
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.				
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.				
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.				
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.				
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.				
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.				
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.				
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.				
Constante ou seuil(1)	-0,459 -1,517	-0,445* -1,745	-0,311 -1,18	-0,724*** -2,715

Seuil(2)				
Seuil(3)				
Seuil(3)				
Seuil(4)				
Seuil(5)				
Seuil(6)				
Seuil(7)				
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0396	0,0265	0,048	0,0392
R-carré (corrigé)				

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 Oui, 0 Non)	Q19: Le pourcentage de personnes déclarant un revenu au Québec et payant des impôts est de 59,1 %.*	Q20: La taille du déficit du budget provincial pour cette année 2009-2010 est de 4 milliards de dollars.
1. Socio-économiques		
Homme	-0,00625 -0,0726	-0,0485 -0,54
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>		
Age 18-30	0,082 0,678	-0,00778 -0,061
Age > 55	0,208* 1,722	-0,0123 -0,0974
Marié ou conjoint de fait	0,11 1,142	-0,0231 -0,231
Éducation universitaire	0,103 1,155	0,124 1,332
Origine canadienne	0,0729 0,647	0,157 1,308
Langue française	-0,14 -1,11	-0,0817 -0,625
2. Emploi et revenu		
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>		
Travailleur à temps partiel	-0,0328 -0,211	0,0366 0,227
Retraité	0,0346 0,234	-0,0258 -0,169
Étudiant	0,111 0,537	-0,226 -1,019
Personne au foyer	-0,325** -2,076	-0,24 -1,435
Sans emploi	-0,0595 -0,345	-0,0455 -0,249
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>		
Revenu 30000 - 60000	-0,212* -1,71	0,0426 0,328
Revenu 60000 - 90000	-0,2 -1,376	-0,00413 -0,0272
Revenu plus de 90000	-0,132 -0,778	0,0181 0,103
Revenu non révélé	-0,308* -1,813	0,0458 0,261
Propriétaire d'une compagnie	-0,177 -1,322	-0,0388 -0,279
3. Localisation		
<i>Variable de référence : Région rurale</i>		
Ville de Montréal	0,0711 0,572	0,147 1,106
Ville de Québec	0,000999 0,00612	0,199 1,159
Autre région urbaine	0,0767 0,559	0,124 0,853

4. Profil électoral		
Certain de voter aux prochaines élections	-0,277** -2,219	0,103 0,782
Impliqué dans un parti politique	-0,243 -1,624	0,0333 0,218
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>		
Parti 1	-0,135 -1,011	-0,0727 -0,522
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>		
Parti 1	0,124 0,956	0,182 1,346
Parti 2	0,103 0,85	0,039 0,306
Parti 3	0,366** 2,291	-0,0713 -0,421
5. Intérêt pour l'économie		
A répondu au sondage avec l'aide d'internet	-0,338*** -3,934	-0,0761 -0,849
6. Variables spécifiques		
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	-0,00921 -0,32	0,00133 0,0441
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	0,0317 0,985	0,0127 0,378
Index des connaissances		
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.		
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.		
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.		
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.		
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.		
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.		
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.		
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.		
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.		
Constante ou seuil(1)	0,138 0,555	-0,859*** -3,227

Seuil(2)		
Seuil(3)		
Seuil(3)		
Seuil(4)		
Seuil(5)		
Seuil(6)		
Seuil(7)		
Nombre d'observations	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0347	0,0164
R-carré (corrigé)		

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 oui, 0 Non)	Q22a: La part de la santé dans le budget lorsqu'elle est choisie comme item le plus important est de 45 %	Q22b: La part de l'Éducation dans le budget lorsqu'elle est choisie comme second item le plus important est de 23 %	Q22c: La part du service de la dette dans le budget lorsqu'il est choisi comme troisième item le plus important est de 10 %
1. Socio-économiques			
Homme	0,0376 0,422	0,117 1,081	0,372*** 3,216
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>			
Age 18-30	0,12 0,942	-0,0302 -0,198	0,299* 1,888
Age >55	-0,112 -0,877	-0,0277 -0,181	0,17 1,056
Marié ou conjoint de fait	0,0261 0,26	-0,047 -0,388	0,00446 0,0347
Éducation universitaire	0,188** 2,049	0,186* 1,661	0,250** 2,149
Origine canadienne	0,0531 0,455	-0,269* -1,934	0,168 1,081
Langue française	0,257* 1,936	0,483*** 2,765	0,216 1,207
2. Emploi et revenu			
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>			
Travailleur à temps partiel	-0,0437 -0,27	-0,217 -1,073	0,429** 2,245
Retraité	0,248 1,623	-0,348* -1,854	0,099 0,504
Étudiant	-0,640*** -2,669	-0,149 -0,589	-0,166 -0,554
Personne au foyer	-0,267 -1,609	-0,257 -1,248	0,372* 1,788
Sans emploi	0,0109 0,0608	-0,0863 -0,404	0,201 0,845
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>			
Revenu 30000 - 60000	-0,158 -1,222	-0,126 -0,79	0,285* 1,7
Revenu 60000 - 90000	0,0782 0,521	-0,141 -0,755	0,196 0,984
Revenu plus de 90000	0,156 0,899	0,106 0,517	0,173 0,773
Revenu non révélé	0,0656 0,375	-0,203 -0,892	-0,167 -0,634
Propriétaire d'une compagnie	-0,0893 -0,648	-0,421** -2,282	-0,0779 -0,428
3. Localisation			
<i>Variable de référence : Région rurale</i>			
Ville de Montréal	-0,0717 -0,555	0,0737 0,451	-0,0402 -0,243

Ville de Québec	0,00574 0,0341	0,0892 0,426	-0,00841 -0,0398
Autre région urbaine	-0,0715 -0,502	0,251 1,428	0,0696 0,39
4. Profil électoral			
Certain de voter aux prochaines élections	0,0317 0,241	0,204 1,186	0,362* 1,874
Impliqué dans un parti politique	0,234 1,557	0,630*** 3,916	-0,141 -0,728
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>			
Parti 1	-0,279** -1,964	-0,268 -1,514	-0,00442 -0,0264
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>			
Parti 1	0,262* 1,909	0,206 1,191	0,265 1,427
Parti 2	0,166 1,29	0,231 1,457	0,178 1,024
Parti 3	0,382** 2,301	0,388* 1,93	0,561*** 2,713
5. Intérêt pour l'économie			
A répondu au sondage avec l'aide d'internet	0,0981 1,106	-0,0955 -0,873	-0,158 -1,37
6. Variables spécifiques			
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	0,0364 1,212	0,0332 0,923	-0,062 -1,542
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,0182 -0,545	0,00258 0,0635	-0,0216 -0,499
Index des connaissances			
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.			
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.			
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.			
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.			
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.			
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.			
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.			

Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.			
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.			
Constante ou seuil(1)	-0,969*** -3,655	-1,683*** -5,011	-2,449*** -6,596
Seuil(2)			
Seuil(3)			
Seuil(3)			
Seuil(4)			
Seuil(5)			
Seuil(6)			
Seuil(7)			
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,041	0,0747	0,0775
R-carré (corrigé)			

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 oui, 0 Non)	Q23: Le niveau de la dette publique brut au Québec est de 151,4 en milliards de dollars	Q25: La proportion des travailleurs travaillant à temps plein au Québec et gagnant le salaire minimum est de 15 %, 20 % et 25 %
1. Socio-économiques		
Homme	-0,0159 -0,184	-0,352*** -2,925
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>		
Age 18-30	-0,051 -0,42	0,12 0,695
Age >55	-0,0512 -0,418	-0,0139 -0,0836
Marié ou conjoint de fait	0,0187 0,194	0,0135 0,0997
Éducation universitaire	-0,0207 -0,232	0,0113 0,0939
Origine canadienne	0,0658 0,584	0,260* 1,835
Langue française	-0,0408 -0,324	-0,225 -1,34
2. Emploi et revenu		
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>		
Travailleur à temps partiel	0,094 0,604	-0,0527 -0,238
Retraité	0,0712 0,48	-0,0606 -0,304
Étudiant	-0,0506 -0,241	-0,873*** -3,421
Personne au foyer	-0,262* -1,653	-0,335 -1,608
Sans emploi	0,0754 0,436	0,0969 0,35
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>		
Revenu 30000 - 60000	0,0894 0,717	-0,459** -2,397
Revenu 60000 - 90000	0,223 1,534	-0,597*** -2,757
Revenu plus de 90000	0,244 1,446	-0,688*** -2,923
Revenu non révélé	0,034 0,2	-0,312 -1,23
Propriétaire d'une compagnie	-0,0217 -0,163	0,141 0,752
3. Localisation		
<i>Variable de référence : Région rurale</i>		
Ville de Montréal	0,194 1,537	-0,0318 -0,185
Ville de Québec	0,0461 0,28	0,335 1,42

Autre région urbaine	0,0182 0,131	0,148 0,76
4. Profil électoral		
Certain de voter aux prochaines élections	-0,218* -1,76	-0,188 -1,04
Impliqué dans un parti politique	0,295** 2,007	-0,192 -1,032
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>		
Parti 1	0,0182 0,137	-0,104 -0,617
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>		
Parti 1	0,149 1,136	-0,196 -1,128
Parti 2	0,242** 1,978	0,211 1,264
Parti 3	0,141 0,885	-0,04 -0,188
5. Intérêt pour l'économie		
A répondu au sondage avec l'aide d'internet	-0,0439	0,112
	-0,511	0,961
6. Variables spécifiques		
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	-0,0213 -0,736	0,044 1,084
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	-0,015 -0,466	0,0743* 1,693
Index des connaissances		
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.		
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.		
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.		
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.		
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.		
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.		
Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.		
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.		
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.		

Constante ou seuil(1)	-0,341 -1,361	1,659*** 4,676
Seuil(2)		
Seuil(3)		
Seuil(3)		
Seuil(4)		
Seuil(5)		
Seuil(6)		
Seuil(7)		
Nombre d'observations	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0184	0,0825
R-carré (corrigé)		

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Probit (1 Oui, 0 Non)	Q26a: Les utilisateurs payent 16 % du coût d'un enfant à la garderie publique pour une journée	Q26b: Les utilisateurs payent 12,5 % du coût de l'éducation d'un(e) étudiant(e) à l'université pendant un an	Q26c: Les utilisateurs payent 0 % du coût de l'entretien d'une route provinciale pendant un an	Q26d: Les utilisateurs payent 0 % du coût d'un rendez-vous annuel chez le médecin	Q26e: Les utilisateurs payent 30 % du prix pour assister à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal
1. Socio-économiques					
Homme	0,0604 0,633	0,173* 1,882	0,251*** 2,726	0,153* 1,762	0,187 1,31
<i>Variable de référence : Age 31-54</i>					
Age 18-30	0,242* 1,815	-0,0535 -0,407	-0,0941 -0,716	-0,14 -1,142	0,238 1,22
Age >55	0,262* 1,935	0,19 1,49	-0,143 -1,089	0,122 0,989	-0,0297 -0,15
Marié ou conjoint de fait	0,0396 0,372	-0,0736 -0,716	-0,0281 -0,272	-0,0176 -0,18	-0,223 -1,42
Éducation universitaire	0,0788 0,805	0,146 1,551	0,446*** 4,735	0,351*** 3,918	-0,0102 -0,0697
Origine canadienne	-0,0363 -0,293	-0,05 -0,419	0,175 1,446	0,167 1,46	0,0219 0,118
Langue française	0,0523 0,368	0,0494 0,362	0,0534 0,4	-0,0739 -0,578	-0,342* -1,734
2. Emploi et revenu					
<i>Variable de référence : travailleur à temps plein</i>					
Travailleur à temps partiel	0,0734 0,42	0,0238 0,142	-0,0495 -0,293	0,203 1,293	0,0842 0,351
Retraité	0,197 1,209	-0,0191 -0,124	0,0934 0,59	-0,18 -1,201	0,152 0,643
Étudiant	0,169 0,741	0,166 0,767	0,0216 0,0971	0,16 0,768	-0,873* -1,887
Personne au foyer	-0,135 -0,724	-0,109 -0,637	-0,069 -0,394	-0,00792 -0,0503	-0,317 -1,031
Sans emploi	0,405** 2,143	-0,131 -0,697	0,151 0,809	0,0936 0,529	-0,436 -1,23
<i>Variable de référence : Revenu < 30 000</i>					
Revenu 30000 - 60000	0,117 0,835	-0,0263 -0,199	0,0264 0,195	0,0149 0,119	-0,139 -0,663
Revenu 60000 - 90000	0,380** 2,369	0,0336 0,216	0,155 0,988	0,212 1,441	-0,0221 -0,0912
Revenu plus de 90000	0,437** 2,375	0,106 0,589	0,308* 1,731	0,0497 0,291	0,36 1,385
Revenu non révélé	-0,0954 -0,492	0,0807 0,448	-0,0862 -0,464	0,0555 0,325	0,00608 0,021
Propriétaire d'une compagnie	0,0748 0,508	-0,098 -0,677	-0,0647 -0,454	0,226* 1,667	0,18 0,918
3. Localisation					

<i>Variable de référence : Région rurale</i>					
Ville de Montréal	0,174 1,242	-0,00814 -0,061	-0,0225 -0,165	0,0731 0,576	-0,24 -1,17
Ville de Québec	0,219 1,231	0,0285 0,164	-0,0492 -0,278	0,0848 0,511	0,151 0,601
Autre région urbaine	-0,224 -1,398	0,0112 0,0765	0,0509 0,34	0,016 0,115	-0,14 -0,614
4. Profil électoral					
Certain de voter aux prochaines élections	0,047 0,33	-0,0376 -0,279	0,221 1,596	0,308** 2,414	0,509** 1,974
Impliqué dans un parti politique	-0,279* -1,668	-0,106 -0,668	0,490*** 3,274	0,424*** 2,768	-0,106 -0,457
Vote fédéral aux prochaines élections : <i>Variable de référence : Indécis / Ne voterons pas</i>					
Parti 1	-0,0526 -0,357	-0,201 -1,385	0,174 1,255	0,0826 0,619	0,077 0,357
Vote provincial aux dernières élections : <i>Variable de référence : Autre parti</i>					
Parti 1	0,0845 0,565	0,211 1,483	-0,0444 -0,319	0,121 0,917	-0,175 -0,848
Parti 2	0,215 1,557	0,225* 1,686	-0,176 -1,341	0,177 1,44	-0,115 -0,582
Parti 3	0,380** 2,178	0,306* 1,78	0,00119 0,00703	0,311* 1,942	-0,519* -1,724
5. Intérêt pour l'économie					
A répondu au sondage avec l'aide d'internet	-0,115 -1,206	0,0493 0,541	-0,102 -1,107	-0,143* -1,657	0,258* 1,856
6. Variables spécifiques					
Intensité de Q29: Nombre de thèmes pour lesquels les participants souhaiteraient avoir plus d'information.	-0,00555 -0,172	0,0266 0,868	-0,00126 -0,0413	0,0081 0,279	-0,035 -0,714
Intensité de Q31: nombre de sources d'information	0,0449 1,249	-0,0660* -1,889	0,021 0,616	-0,00488 -0,15	0,00174 0,0326
Index des connaissances					
Q19. Pourcentage de Québécois payant des taxes est entre 53 % et 63 %.					
Q15. La tarification des services publics est le prix pour bénéficier d'un service particulier.					
Q20. Le niveau du déficit du budget 2009-10 est de 4 milliards de dollars.					
Q3. Le déficit budgétaire provincial ne pose pas de problème pour l'économie.					
Q23. Le niveau de la dette publique est entre 125 milliards et 185 milliards.					
Q5. La dette publique provinciale doit être réduite.					

Q10. Le gouvernement du Québec fournit un stimulus budgétaire en réponse à la crise économique actuelle.					
Q25. Entre 15 % et 25 % des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagnent le salaire minimum.					
Q7. Le salaire minimum doit augmenter.					
Constante ou seuil(1)	-1,537*** -5,422	-0,761*** -2,829	-1,269*** -4,608	-0,939*** -3,655	-1,495*** -3,519
Seuil(2)					
Seuil(3)					
Seuil(3)					
Seuil(4)					
Seuil(5)					
Seuil(6)					
Seuil(7)					
Nombre d'observations	1,008	1,008	1,008	1,008	1,008
Pseudo R2	0,0575	0,0222	0,0734	0,0585	0,0718
R-carré (corrige)					

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Annexe D : Évaluation des connaissances des répondants

Questions sur les connaissances des répondants

#	Question	Bonne réponse	Source
15	La tarification des services publics est... Une taxe déguisée Un impôt incontournable Le prix pour bénéficier d'un service particulier Aucune de ces réponses	Le prix pour bénéficier d'un service particulier	Par définition
16	Le taux de change est... Le niveau d'inflation dans notre économie La valeur de notre monnaie dans une devise étrangère Une taxe sur les produits et services Un terme qui m'est inconnu	La valeur de notre monnaie dans une devise étrangère	Par définition
17	La péréquation... Redistribue les revenus fiscaux entre provinces Correspond au déséquilibre fiscal Un système monétaire nord-américain Ne nous concerne pas	Redistribue les revenus fiscaux entre provinces	Par définition
18a	Quel pourcentage d'impôt sur le revenu (incluant l'impôt provincial et fédéral) croyez-vous qu'un couple de deux enfants paie au Québec, si leur revenu familial est de... 30 000 \$	-4,4 %	Taux d'imposition et prestations sur les sites de Revenu Québec et Revenu Canada
18b	60 000 \$	29,7 %	
18c	90 000 \$	40,8 %	
18d	120 000 \$	43,9 %	
19	Quel pourcentage des gens qui déclarent un revenu au Québec paye des impôts? 23 % 33 % 43 % 53 % 63 % 73 %	59,1 %	Statistiques fiscales des particuliers, Année d'imposition 2006, Gouvernement du Québec, 2009, p.2.
20	Selon vous, quelle sera la taille du déficit du budget provincial pour cette année (2009-2010) (en milliards de dollars)? Le budget provincial total est approximativement 50 milliards de dollars. 0.5 milliard 1 milliard 2 milliards 4 milliards 6 milliards 8 milliards	4 milliards étaient prévus au budget déposé en mars 2009.	Budget du Ministère des Finances 2009-2010

21	<p>Selon vous, parmi les items suivants, quels sont les trois items les plus importants dans le budget provincial?</p> <p>Service de la dette Santé Éducation Sports et loisirs Environnement Travaux publics Coûts administratifs</p>	<p>1. Santé 2. Éducation 3. Service de la dette</p>	Budget du Ministère des Finances 2009-2010
22	<p>Quel pourcentage du budget chacun de ces items prend-il?</p>	<p>Santé : 45 % Éducation : 23 % Service de la dette : 10 %</p>	Budget du Ministère des Finances 2009-2010
23	<p>Quel est le niveau de la dette publique brut au Québec (en milliards de dollars)? Le Produit intérieur brut (PIB) du Québec est approximativement 270 milliards de dollars.</p> <p>< 65 milliards 85-95 milliards 125-135 milliards 175-185 milliards 210-220 milliards > 240 milliards</p>	<p>151.4 milliards de dollars</p>	Budget du Ministère des Finances 2009-2010
24	<p>Selon vous, quel est le salaire minimum en ce moment (en dollars de l'heure)?</p> <p>6 \$/h 7 \$/h 9 \$/h 11 \$/h 12 \$/h 14 \$/h</p>	<p>9 \$/h</p>	Commission des normes du travail du Québec
25	<p>Selon vous, quelle proportion des travailleurs travaillant à temps plein au Québec gagne le salaire minimum?</p> <p>2 % 5 % 9 % 15 % 20 % 25 %</p>	<p>2,4 %</p>	Statistiques Canada (« Le salaire minimum », no. 75-001-X, janvier 2009), Annuaire québécois des statistiques du travail, décembre 2009
26a	<p>Selon vous, quelle proportion des services suivants est payée par les utilisateurs (en %) :</p> <p>Un enfant à la garderie publique pour une journée :</p>	<p>16 %</p>	Rapport Mieux tarifer pour mieux vivre ensemble, Groupe de travail sur la tarification des services publics, avril 2008
26b	<p>L'éducation d'un(e) étudiant(e) à l'université pendant un an :</p>	<p>12,5 %</p>	Budget 2010/11. Des choix pour l'avenir.

			Finances, Québec. P.165
26c	Le maintien d'une route provinciale (par exemple l'autoroute 20) pendant un an :	0 %	
26d	Un rendez-vous annuel chez le médecin :	0 %	
26e	Assister à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal :	29 %	Rapport Mieux tarifer pour mieux vivre ensemble, Groupe de travail sur la tarification des services publics, avril 2008
27	À votre avis, quel est le taux de chômage au Québec en ce moment? 5,9 % 7,2 % 8,3 % 9,1 % 12,4 % > 20 %	9,10 %	Institut de la statistique du Québec
28	À votre avis, quel est le principal partenaire économique du Québec? La Chine Les États-Unis La France Le Mexique	Les États-Unis	Institut de la statistique du Québec

Construction de la variable de connaissance relative des répondants, C

La variable a été construite en calculant la somme pondérée du rang de chaque participant aux questions à choix multiples et de leur rang aux questions ouvertes (Q18, 22 et 26).

Pour les questions à choix multiples (11 questions), un score a d'abord été calculé pour chaque question, où une réponse parfaite donnait un score de 0, et où le score était en suite calculé en fonction de la distance de la bonne réponse (1, 2, 3, etc.). Une moyenne de tous ces scores a été calculée, et le rang moyen de chaque répondant en fonction de cette moyenne a été obtenu.

Pour les questions ouvertes (12 questions), un rang a été directement calculé pour chaque question à partir de la valeur absolue de la différence entre la réponse donnée et la bonne réponse. La moyenne de ces rangs a ensuite été calculée.

Les rangs de ces deux parties ont été combinés en utilisant l'équation suivante :

$$C = (11/23) * \text{première partie} + (12/23) * \text{deuxième partie}$$